

330950

ETUDE

SUR

LA CONSTITUTION DES LITTÉRATURES

EN ROUMANIE

PAR

N. PETRESCO-COMNENI

AVOCAT

DOCTEUR EN DROIT

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE JURISPRUDENCE DE PARIS

AVEC 12 TABLEAUX STATISTIQUES ET UNE CARTE EN COULEUR

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1905

ÉTUDE
SUR LA CONDITION DES ISRAÉLITES
EN ROUMANIE

ÉTUDE
SUR
LA CONDITION DES ISRAËLITES
EN ROUMANIE

PAR
N. PETRESCO-COMNÈNE

AVOCAT
DOCTEUR EN DROIT
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE SOCIOLOGIE DE PARIS

Avec 14 Tableaux statistiques et une Carte hors texte.

PARIS
A. PEDONE, ÉDITEUR
LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

—
1905
PZ.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
380950
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.
1905

A

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas

ce livre de paix

très humblement.

Terquem, Aug 23/05. fr. 5.75

OUVRAGES CONSULTÉS.

Anonyme. — Judanii si Statul Germanù, Bucuresci, Radulescu, 1869.

Anonyme. — Cestiunea evreilor pământeni, Iassy, 1901.

Aschehong. — Norges offentlige ret, Christiania, 1866.

Aurélian P.-S. — Exploatarea mosiilor prin meteiaگیu, Bucarest, 1888.

Bar (von). — Theorie und Praxis des Internationalen Privatrechts, I Hannover, 1889.

Batbie. — Traité de droit public et administratif, Paris, Larose, 1885, t. I.

Bernard Lazare. — Les Juifs de Roumanie, Cahier de la quinzaine, Paris, 1902.

Bibicesco. — Les Juifs sont-ils persécutés en Roumanie ? Bucarest, Vointa, 1902.

Blaremborg. — Essai comparé sur les institutions de la Roumanie, Bucarest, 1885.

Bluntschli. — Der staat Rumänien und des Rechts-verhaelt-niss der Juden in Rumaenien, Berlin, 1879.

— Théorie générale de l'Etat (Trad. Riedmatten), Paris, Guillaumin, 1881.

— Droit international codifié, Paris, Guillaumin, 1874.

Boissevain. — Wet tot uitvoering van art. 7 der Grondwet, S' Gravenhague, 1850.

Buschmann (von). — Ueber die oesterreichische Staatsbürgerschaft, Wien, 1891.

Calvo. — Droit international, Berlin, Puttkammer et Muhlbrecht, 1888; supplément, Paris, Rousseau, 1896.

Clarnet. — Les Juifs Roumains, Paris, Millot, 1903.

Codrescu. — Cotropirea Judoveascae in România, Bucarest, 1870.

Cogordan. — La nationalité au point de vue des rapports internationaux, Paris, Larose, 1879.

Colesco. — Population de la Roumanie, institut international de statistique, IX session, Berlin, 1903.

Desjardins — Les Juifs en Moldavie, Paris, Dentu, 1867.

Despagnet. — Précis de droit international privé, Paris, Larose, 1899.

Dicey. — Is the child of a naturalized british subject himself a british subject, « Law quarterly review », 1889.

Esmein. — Cours d'histoire du droit français, Paris, Larose, 1898.

Ferreira. — Codigo civil portuguez anotado, Lisboa, 1878.

Filipesco N. — Chestiuni Teranesti, Bucarest, 1891.

Fiore (Pascale). — Droit international public (Trad. Pradier-Fodéré), Paris, 1868.

Geouffre de Lapradelle. — De la nationalité d'origine, Paris, Giard, 1893.

Germana. — La cittadinanza « jure sanguinis » deve sempre prevalere alla cittadinanza « jure loci », 1879, Il Filangieri IV.

Ghica J. — Convorbiri economice, Bucarest, 1879.

Grotius. — Le droit de la guerre et de la paix (Trad. Barbeyrac). Bâle, 1746.

Hallez (Théophile). — Les Juifs en France, Paris, 1845.

Hasdeu. — Istoria tolerentei religiosae in România, Bucarest, Socecu, 1865.

Junout. — De la perte de la nationalité, Paris, Rousseau, 1898.

Lahovary (Jean). — La question israélite en Roumanie, Bucarest, Cerbu, 1902.

Laband. — Das Staatsrecht des deutschen Reichs, Tübingen, 1882.

Laurent. — Droit civil international, t. III, Bruxelles, Bruylant, 1880.

Lawrence sur Wheaton. — Commentaire sur les éléments du droit international, Leipzig, Brockhaus, 1865.

Le Sueur et Dreyfus. — La nationalité, Paris, Pedone, 1890.

Loeb (Isidore). — Les Juifs en Orient, 1877.

Manualul administrativ al Printipatului Moldovei, Iassy, 1855.

Meulnaere (de). — Le code civil allemand et loi d'introduction.

Miscarea. — Populatiunei Romaniei, Bucuresci, imprimeria statului, 1904.

Moroianu (Georges). — La loi agraire de 1864 et l'état du paysan en Roumanie, Stuttgart, 1898.

Panu. — Campanie contra Tarei, Bucarest, 1902.

Pencescu Gr. — Chestia teraneasca, Bucuresci, Göbl, 1893.

Regnault (Elias). — Histoire politique et sociale des principautés, Paris, Paulin et Le Chevalier, 1855.

Rey. — La question israélite en Roumanie, Paris, Pedone, 1903.

Rossetty-Tetzcano. — La Roumanie et le Juif devant l'Europe, Bacau, 1878.

Siegfried. — Democratie Neo-Zélandaise.

Sincerus. — Les Juifs en Roumanie, Londres, Maemilan, 1901.

Staicovici et Robin. — Recueil de statistique roumaine ; Bucarest, Epoca, 1898.

Stoicesco (C. J.). — De la naturalisation (thèse), Paris, Marescq, 1876.

Warthon. — A digest of the international law II, Washington, 1890.

Vattel. — Droit des gens, Paris, Guillaumin-Durand, 1863.

Verax. — La Roumanie et les Juifs, Bucarest, Socecu, 1903.

Vincent et Pénaud. — Dictionnaire de droit international privé. (V. Nationalité.)

Weiss. — Traité de droit international privé.

Xenopol. — Istoriae Românilor, vi vol., Iassy, Goldner, 1893.

Journaux, Revues, Annales, etc.

American Jewish Yearbook, Philadelphia, 1901, article de Swartzfeld.

American Law Review, 1884, article de Collins sur le droit de cité en Amérique.

Les Annales parlementaires de Roumanie, *passim*.

L'Aurore, octobre et novembre 1901, article de Plotche sur les Juifs de Roumanie (trad. D. G., 28 mai 1902), article de Bernard-Lazare, etc.

Curierul Judiciar, Bucarest, *passim*.

L'Economiste Français, *passim*.

Journal des débats, 14 mai 1892, 29 avril 1893, 4 septembre 1894.

Journal de droit international privé, 1887, article de Suliotis.

Monitorial officiel, *passim* (20 mai 1867).

Moniteur universel, *passim*.

Renaissance latine, 1902, n° d'octobre, article de Xenopol ; n° du 15 juin 1903, etc.

Revue d'économie politique, *passim*.

Revue de droit international, xxv, article Flaischalen.

Revue du droit public, articles signés Turgeon, Berney, etc.

Revue des deux mondes, n° de mars 1905, article signé Bellesort.

Le Siècle des 11, 15 et 16 mars 1900 (sur les grèves de Carmaux).
Etc., etc.

PRÉFACE

Je crois devoir dire avant tout quelques mots sur l'esprit de cette Etude ; faire en quelque sorte une brève et sincère profession de foi.

Ce n'est pas un livre de combat ; c'est un livre de paix, d'espoir et d'immense compassion. C'est un livre écrit sans passion, sans parti pris.

Je n'ai rien ménagé pour m'éclairer. Après avoir passé de longues heures dans les bibliothèques de France et de Roumanie, j'ai voyagé, j'ai scruté les faits et les paroles. J'ai interrogé par la voix des journaux les intéressés ainsi que le public en général, et par mille et mille circulaires j'ai posé des questions aux penseurs et aux grands de ce monde.

Aujourd'hui ma religion est faite ; et je tâcherai de dire ma pensée impartialement, clairement et rapidement.

Ce n'est pas un livre de combat, en conséquence j'écarterai autant qu'il me sera possible toute tendance polémique, que fatalement ce sujet est de nature à engendrer.

Je n'apporte pas des idées bien nouvelles, mais je tâche d'étudier cette question infiniment délicate dans sa nature intime, afin de la montrer sous son vrai jour.

Je ne puis m'empêcher de finir cette courte introduction, sans adresser mes sincères remerciements à S. H. Le Lord Fitz Moritz, le Président du " Balkanik Club " de Londres ; à LL. EE. Monsieur l'Ambassadeur du Gouvernement Britannique et Monsieur l'Ambassadeur de la Confédération des Etats-Unis à Paris ; à S. Ex. Monsieur Jean Lahovary Ministre de l'Agriculture et du Commerce de Roumanie, aux membres de la Légation Royale de Roumanie à Paris, ainsi qu'à mes chers et inoubliables maîtres, Monsieur Ferdinand Larnaude, professeur à la Faculté de Paris et Monsieur Louis Renault, membre de l'Institut de France, qui par leurs conseils, leur bon accueil, et les documents qu'ils ont bien voulu mettre à ma disposition, ont contribué dans une si large mesure à l'achèvement de cette étude.

Puis, avant de clôturer cette liste, qu'il me soit permis d'envoyer par delà les pays, ma pensée toute émue, pleine de reconnaissance et de tendresse, à Celle qui fut mon meilleur ami, mon meilleur conseil, le plus rare exemple de confiance et d'abnégation, à ma Mère.

Paris, février 1905.

N. P. C.

CHAPITRE I

L'origine des Israélites de Roumanie.

Là-bas, dans un beau pays, là-bas où le Danube est si bleu, l'air si pur et la montagne toute fleurie, où tout semble respirer le bonheur, où le vent est doux en été comme une caresse, où les soirs sont embaumés d'une douceur infinie et les étoiles ont l'air de dire à ceux qui savent les entendre... aimez-vous, aimez-vous !...

Là-bas, depuis toujours les yeux n'ont guère séché, les larmes n'ont pas tari, au point de faire, le soir, au crépuscule, pousser même à la terre de gros soupirs attristés.

D'où vient-elle cette douleur, d'où viennent-elles ces larmes ? Voilà ce que nous allons dire dans ce livre.

Ainsi qu'un amas de feuilles mortes, s'envolant devant le souffle douloureux de la persécution, les fils d'Israël s'en vont.

Ils s'en vont éternellement, fuyant la souffrance qui les guette éternellement. Ils s'en vont pour fuir la douleur, car ils ne sont pas faits pour souffrir ; mais la douleur

les poursuit, les empoigne et leur fait courber douloureusement la tête.

Après la débacle romaine, les Israélites dispersés conservent trois centres de gravité : le sud de l'Espagne, l'Egypte et l'Irak ; et pendant près de trois siècles la paix et le bien être semblent être redescendus sur eux.

Mais vers la fin du X^e siècle, les Musulmans vainqueurs des Khazares et des Kalifes de Badgad obligent les Israélites à se convertir ou à quitter l'Empire ; et l'exode recommence tristement, lamentablement. Aussi au XII^e siècle, le centre de gravité du « peuple élu » se trouve déplacé dans le nord de l'Espagne, en France et en Italie.

Le XIII^e siècle survient à son tour, siècle hanté de rêves de gloire, de bravoure et de fier tintamarre, siècle parfumé d'encens, d'exaspération mystique et d'immense amour du Christ ; et « les traîtres, les fils de Judas, les vendus » doivent à nouveau s'enfuir, chassés par le hang et la rapière du Chevalier Croisé.

La Pologne seule et la Hongrie, semblent être restées en dehors de ce courant plein de haine et de mépris pour tout « mécréant ». La Pologne surtout semble leur avoir offert une si large hospitalité qu'au XV^e siècle le centre de gravité d'Israël se déplace de l'Europe centrale et occidentale pour se fixer définitivement sur le territoire polonais. Quant aux principautés roumaines nous ne possédons que de très rares et très vagues renseignements.

On a prétendu que de fortes colonies israélites s'y étaient installées dès la plus haute antiquité. Aucun document cependant ne vint corroborer cette affirmation.

De très respectables historiens ont émis, ensuite, l'opinion que les Israélites y vinrent à la suite des troupes de Trajan. Cette opinion ne nous semble non plus bien sérieuse.

En effet, dans certaines inscriptions trouvées en Roumanie, il est parlé de certains légionnaires appartenant à la nation *ituréenne* ; notamment dans une de ces inscriptions trouvée à Bretia il est parlé d'un nommé Abanius « *Balvi filius, decurio alæ augustæ Ituræorum* » mort en combattant sur la terre daco-romaine. Or, lesdits historiens croient voir dans ces individus des soldats roumains d'origine isralite.

Cette opinion nous semble dénuée de fondement. Iturea ou Ituraea était une province voisine de la Palestine, mais distincte de celle-ci. M. le professeur Xénopol nous donne à ce sujet de précieux renseignements : « les habitants « de cette province, dit-il, qu'on ne doit pas prendre pour « des Juifs, menaient à l'instar des Arabes une vie nomade, « passant toute leur existence sous la tente ou dans les « cavernes. Produits du croisement de la race syène et de « certains éléments arabes, ils avaient une religion distincte de celle des Israélites » (1).

En effet, tandis que les Israélites n'ont jamais abandonné le monothéisme, les Ituréens ont toujours pratiqué le sabéisme stellaire.

Il ne faut cependant pas croire que l'Israélite fut complètement inconnu des Romains. M. le professeur Hasdeu nous fournit là dessus un très important document. C'est un écrit émanant du célèbre rabbin Benjamin de Tudelle,

(1) Xénopol, *Ist. Rom.*, VI vol., page 202.

qui vers le XII^e siècle visita toute la Moësie d'antan et la Dacie. Le voici d'ailleurs en fac-simile :

מלחמת שלדני בנימין.

וזא תחלת כלביא שיושבים בחדים ודא האומה
הנקראת בלכין והם קלים כצבאים יורדים מן החרים
לשלו ולבוא אל ארץ יון ואין אדם יכול לעלו אליהם
למלחמה ואין מלך יכול לשליט ע עליהם ואינם חוקים
בדת הנצרים וקיראים שטם כינהם כשטת היהודים
וש אוטרים שהם ידורים היו והיו קודאים ליחורים
אחינו וכשימצא אותם כוזים אותם ואינם הודני
אותם כמו שהודני לזנז ואין להם ישום דת.

dont la traduction est celle-ci :

« C'est ici que commence la Valachie, dont les habitants, qui peuplent les montagnes, s'appellent Valaques.
« Plus agiles que les biches, ils descendent en Grèce, du haut de leurs montagnes pour y faire des razzias. Per-
« sonne n'ose les braver et nul roi ne parvint à les vaincre.
« Ils ne sont pas bigots, donnent à leurs fils des noms juifs
« et appellent le Juif " mon frère ", ce qui d'ailleurs nous
« permet de croire qu'ils sont peut-être d'origine juive.
« Ils ne tuent pas les Juifs, suivant leurs procédés envers
« les Grecs, ils ne font que les voler. Ils vivent sans lois » (1).

(1) B. de Tudella, édition Constantin l'Empereur, ab. opp., Lugduni Batavorum, 1638. Cité par M. B.-P. Hasdeu dans l'*Archiva istorica a României*, Bucarest, 1860, II. v. 7.

Trois siècles s'écoulaient ensuite sans qu'on en entende parler. Ce n'est que durant le règne du Prince Etienne-le-Grand de Moldavie, que leur présence y est accusée par les chroniques. En effet, un Israélite se rend, paraît-il, célèbre par un beau geste : une dame polonaise ayant été capturée par les Tatars, il offre la rançon exigée par les ravisseurs et délivre la prisonnière (1).

Voilà à peu près, les seuls documents accusant la présence des Israélites en Roumanie avant le xvi^e siècle. On peut donc en bonne logique penser que même si ces contrées ne furent pas tout-à-fait vierges d'Israélites, leur nombre à cette époque dut être réellement insignifiant pour ne pas avoir frappé ni l'imagination populaire, ni même celle du chroniqueur.

En 1526 sur la requête des " anciens " de Vaslui, le Prince de Moldavie, Etienne-le-Jeune, défend aux *Israélites*, aux Grecs et aux Arméniens de vendre des boissons spiritueuses aux paysans (2).

Plus tard le Prince Pierre-le-Boiteux après avoir constaté que " certains Juifs " se sont établis sur le sol moldave en fraude des lois et des coutumes " *visant les étrangers* ", et que ces *étrangers* sont d'une probité et d'une moralité plutôt douteuse, leur enjoint de quitter sur-le-champ la Moldavie et ordonne aux gardiens des frontières de leur en défendre derechef l'entrée (3).

Au cours du XVIII^e siècle leur nom apparaît plus fré-

(1) Xenopol, *op. cit.*, vol. II, p. 380.

(2) Nicolau, *Condițiunea juridică a streinilor în România*, pag. 15.

(3) Brezoianul, *Vechile instituțiuni ale României*, Bucarest, Mikalesco, 1882, p. 76.

quemment dans les documents du temps, ce qui nous permet de croire que leur nombre devient de plus en plus impressionnant, sans toutefois être de nature à inspirer des inquiétudes.

Leur nombre relativement restreint s'explique par les défenses et les prohibitions édictées par l'ancien droit roumain. En effet, au terme des lois et des coutumes du pays, l'étranger n'est qu'un passant. Il ne peut ni s'y établir, ni prendre femme roumaine, ni faire le commerce du détail. Aussi afin de " ne pas prendre racine dans la terre du pays " défense leur est faite d'ériger des temples en pierre "*Judei, dit Kantémir, synagogas habere ubique possunt, ligneas tamen, non lapideas*" (1).

A la fin du XVIII^e siècle cependant le nombre des Israélites établis en Moldavie commence à prendre des proportions stupéfiantes et inattendues.

Chassés par les guerres polonaises et plus tard par les persécutions russes et autrichiennes, un certain nombre de familles d'Israélites polonais franchissent la frontière moldave, et parviennent, malgré l'opposition des autorités locales, à s'établir dans le nord de la principauté. A la veille du premier partage de la Pologne, nous dit un historien de l'époque, leur nombre était devenu *inquiétant* (sic) (2).

Or, par *inquiétant* le dit historien entend un nombre de familles israélites relativement peu élevé, attendu que ce n'est qu'en 1763 qu'ils parviennent à être assez nom-

(1) V. discours du Prof. N. Jonesco, *Monitorul oficial* du 13/25 septembre 1879 ; cnf. aussi Brezoianul, *op. cit.*, p. 48.

(2) Codresco, *Uricariul*, vol. VII, manuscrit n° 428.

breux pour constituer une communauté. Ce fait est très important car il nous donne en même temps la mesure de leur nombre antérieur.

Ce n'est qu'en 1763 que pour la première fois nous voyons figurer les Israélites de Moldavie dans le compte-rendu des recettes et des dépenses de la Moldavie. C'est en 1763 donc que *pour la première fois*, leur nombre semble avoir atteint le chiffre fixé par les lois et coutumes pour payer les impositions.

Ce chiffre d'ailleurs n'est atteint que par la colonie israélite de la capitale, de Iassy. Dans les autres villes de la principauté leur nombre semble avoir été insignifiant sinon nul, vu que le même document en accusant le rendement de l'impôt dans les autres villes, indique les sommes acquittées par certains étrangers tels que les Arméniens et les Lipoveni, mais reste muet à l'égard des Israélites.

Le nombre même de ceux de Iassy n'est pas bien élevé attendu la modicité de la somme acquittée : à peine 623 lei (1).

En 1785 leur nombre semble avoir été toujours assez peu élevé, vu que la somme payée par la colonie israélite de Jassy ne dépasse pas 1.300 lei. Quant au reste de la principauté, leur nombre paraît être resté insignifiant, comme par le passé, la côte de leur contribution ne figurant toujours pas dans le budget de l'année.

Ce nombre pourtant quoique insignifiant est de nature à impressionner les princes Grégoire Ghica (1774), Cons-

(1) Cité par Verax, *La Roumanie et les Juifs*, Bucarest, Socecu, 1903, page 1.

tantin Démètre Moruzi (1778) et Alexandre Mavrocordatto (1782) qui croient de leur devoir de rappeler aux agents administratifs de la principauté, les défenses et les prohibitions coutumières qui frappaient en Moldavie les étrangers ; et n'oublions pas de signaler en passant que toutes ces ordonnances traitent spécialement les Israélites d'étrangers (1).

Mais c'est entre 1786 et 1792 que l'on doit placer la première immigration importante. Dans le budget de 1792, lors de la levée d'une contribution extraordinaire, nous voyons les Israélites de Jassy figurer subitement pour une somme de 4 000 lei ce qui permet de croire qu'en six ans leur nombre a dû au moins quadrupler.

Sous le règne du prince Alexandre Constantin Moruzi (1803), il est procédé pour la première fois au recensement officiel de la population de Moldavie. Nous empruntons à l'excellent ouvrage de Verax, *La Roumanie et les Juifs*, le tableau statistique suivant, déterminant le nombre des chefs de familles chrétiens et israélites établis en Moldavie en 1803.

(1) Verax, *op. cit.*, p. 2.

Cnf. aussi Brezoianul, *op. cit.*, p. 144.

Districte	Villes chef-lieux de districts	Villes non-chefs-lieux de districts	Bourgs	Chefs de famille chrétiens	Chefs de famille juifs dans les campagnes	Montant de l'impôt des juifs dans les campagnes en lei	Chefs de famille juifs dans les villes	Montant de l'impôt des juifs dans les villes en lei	Total des chefs de famille juifs par districts	Montant de la contribution des chefs de famille juifs par districts en lei
Herta	Herta	—	—	2218	24	520	300	—	324	520
Dorohoi	Dorohoi	—	—	5718	60	1104	450	—	210	1104
Botosani	Botosani	—	—	5432	46	832	350	—	350	832
Hirlau	Hirlau	—	—	4957	60	1080	496	—	256	1080
Suciava	—	—	—	10206	166	2556	360	—	166	2556
Cirligatura	T.-Frumos	—	—	2291	21	476	70	—	91	476
Iasi	Iasi	—	—	9666	47	1712	605	—	652	1712
Niamtul	Piatra	T.-Niamt	—	9669	35	560	100	—	435	560
Roman	Roman	—	—	6223	43	624	74	—	417	624
Bacau	Bacau	T.-Ocnei	—	8311	15	360	58	—	73	360
Putna	—	—	Adjud	11365	—	—	5	412	5	112
Tecuci	Tecuci	—	—	8055	—	—	11	140	11	140
Covurlui	Galati	—	—	4060	—	—	18	292	18	292
Tutova	Berlad	—	—	5755	—	—	30	700	30	700
Vaslui	Vaslui	—	—	4232	13	180	46	316	29	496
Falciu	Husi	Falciu	—	6318	14	356	46	80	60	436
Totaux				104476	544	—	2389	—	2527	—

Tois autres villes du nord du pays, importantes aussi bien par leur position géographique que par leur population : Burdujeni, Vladeni et Falticeni, ayant été omises — sans doute par négligence — de ce tableau, il convient pour déterminer le nombre exact des chefs de famille israélites, d'augmenter les chiffres indiqués par le tableau ci-dessus, d'environ 600 autres familles ; soit 2989 ou 3000 chefs de famille, en chiffre ronds.

Pour déterminer le nombre approximatif des Israélites établis à ce moment en Moldavie il suffit de multiplier le nombre des chefs de famille avec le coefficient 4 (père, mère et deux enfants) : cela nous donne un total d'environ 12.000 âmes, chiffre qui ne doit pas être bien loin de la vérité.

La population roumaine déterminée par les mêmes procédés semble avoir été d'environ 600.000 habitants, car aux chiffres du tableau de plus haut il convient d'ajouter un autre de 45 %, correspondant aux nombreux indigents, enfants, infirmes et veuves, incapables d'acquitter l'impôt (1). Le chiffre des Israélites quoique peu important paraît toutefois avoir tellement impressionné les gouvernements d'alors que le conseil du Prince (Divan) supplie celui-ci de daigner prendre des mesures sévères contre les Israélites, afin de mettre un terme « à l'invasion de ces Juifs venant de l'étranger ». Le recensement de 1820, ainsi que les comptes-rendus des recettes et des dépenses de la Moldavie nous font croire que leur nombre à cette époque était de 19.000 (2) pour monter en 1827 à environ 24.000 (3).

(1) Verax, *op. cit.*, page 5 et suiv.

(2) *Ibid.*, *ibid.*, page 10.

(3) *Ibid.*, *ibid.*, page 17.

Leur nombre donc en moins de 25 ans aurait plus que doublé, phénomène extraordinaire et qu'on ne saurait expliquer que par l'immigration.

Cependant, loin de s'arrêter là, cette invasion ne fait que gagner du terrain. Le recensement officiel de 1831 accuse un total d'environ 37.000 Israélites, non soumis à une protection étrangère, sur une population totale de 831.764 habitants ; et sept ans plus tard, en 1838, leur nombre est de 80.000.

C'est en vain que le gouvernement moldave donne des instructions sévères à tous ses agents administratifs, c'est en vain que les Princes édictent des peines draconiennes contre tout étranger sans aveu et spécialement contre les Israélites ; comme si toutes les écluses avaient été levées, des hordes d'Israélites envahissent la principauté, avalanche vivante détachée des hauteurs polonaises.

Le recensement officiel de 1859, constate la présence de 118.922 Israélites dont seuls 4.670 se réclament d'une puissance étrangère (1), pendant que la population chrétienne du pays atteint à peine le chiffre de 1.206.906 âmes. Peut-on donc honnêtement et en dépit de toutes les statistiques du monde, affirmer qu'en 50 ans une population ait pu s'accroître 9,92 fois sans rien devoir à une extraordinaire immigration ?.

Mais ce n'est pas tout, l'exode des Israélites polonais suit tranquillement sa marche ascendante ; et ils s'en viennent toujours, et ils s'en viennent encore sans discontinuer, quoique plus adroitement, plus calmement, par petits groupes, par petites étapes et nuitamment. Aussi cette nouvelle

(1) Cité par Verax, *op. cit.*, p. 28, et par Collesco, *op. cit.*, p. 19, note.

tactique leur réussit à merveille. Ils firent les choses tellement et si bien que le recensement officiel de 1899 accuse rien qu'en Moldavie ni plus ni moins que 195.887 Israélites ; or, si l'on ne perd pas de vue que plus de 50.000 sont allés s'établir en Valachie on constate un total d'environ 245.000 Israélites venus de Pologne en fraude des lois et des règlements roumains.

Voici du reste un tableau statistique résumant par district le nombre des roumains et des israélites habitant en 1899 la Moldavie (1).

DISTRICTS	ROUMAINS	JUIFS	TOTAL
Dorohoi	139.672	18.933	158.605
Botosani	141.168	29.287	170.455
Suciava	119.631	10.056	129.687
Iasi	145.132	46.696	191.828
Niamtul	130.336	16.558	146.894
Roman	100.822	7.882	108.704
Bacau	177.296	15.667	192.963
Putna	139.336	10.874	150.410
Tecuci	115.766	4.260	120.206
Covurlui	128.807	15.263	144.075
Tutova	108.919	6.867	115.786
Vaslui	102.525	6.831	109.356
Falciu	86.609	6.708	93.317
Totaux.	1.636.219	195.887	1.832.106

Il résulte de ce tableau que sur une population roumaine de 1.636.219 habitants la population israélite est de 195.887 âmes soit 10,7 % de la population totale, proportion unique au monde.

Afin que le lecteur en soit complètement édifié, il n'est

(1) L. Collesco, *Recensamentul general al populatiunei României din decembrie 1899*, Bucarest, 1901.

pas inutile de comparer en même temps ces chiffres avec ceux de 1803 :

1803		1899	
Chrétiens	Israélites	Chrétiens	Israélites
600.000	12.000	1.636.219	195.887

Par conséquent, pendant que la population moldave augmentait dans une proportion de 2,67 fois, ce qui place la Moldavie parmi les pays les plus prolifiques de l'Europe, la population israélite s'est accrue 16,30 fois, ce qui serait vraiment bouleversant si on ne devait pas l'attribuer à une immigration réellement fantastique.

On a toujours soutenu, et non sans raison que la question israélite est une question intéressant au premier chef la Moldavie.

En effet, la Valachie, grâce à sa position géographique, a toujours été plus à l'abri que la principauté sœur, des vents soufflant du nord et du nord-est au sud, vents pestilentiels receleurs de brigands, de Huns, de Cumains, de Tatars et dernièrement d'Israélites.

Aussi en 1729 une statistique autrichienne constate dans la Petite-Valachie (1) à peine quatre Israélites (2) :

La statistique officielle de 1820 n'accuse leur présence que dans la ville de Bucarest où le nombre des chefs de famille n'est que de 127. Il est probable cependant que de

(1) La Petite-Valachie forme une province composée de cinq districts compris entre le Danube, les Carpathes et la rivière Oltul, soit environ le tiers de la Valachie. (Voir la carte à la fin de l'ouvrage).

(2) C. Verax, *op. cit.*, p. 46.

petites communautés israélites ont existé aussi dans les grands centres commerciaux tels que Crajova, Pitesti, Ploesti, etc., mais ladite statistique n'en parlant pas il y a tout lieu de croire que leur nombre devait être insignifiant.

Il résulte aussi des tableaux du recensement fait en Valachie en 1831, que sur une population de 1.650.000 habitants le nombre total des Israélites était d'environ 3316 âmes dont plus de 2000 établis dans la seule ville de Bucarest (1).

En 1838 sur une population totale de 1.800.000 habitants leur nombre était d'environ 6.000 et en 1860 de 9234 (2).

Il est important de constater en même temps qu'aussi bien en 1838 qu'en 1860, ils sont bien plus nombreux — la ville de Bucarest exerçant son attraction de centre industriel et commercial, exceptée — dans les districts de Braïla et de Rimnic contigus à la frontière Moldave que dans le reste du pays (3).

En 1899, leur nombre total est de 68.852 âmes sur une population de 3.822.162 habitants. Depuis 1831, par conséquent, le nombre total de la population n'a pas tout à fait triplé, tandis que celui des Israélites a augmenté presque vingt fois !

En résumé, au commencement du XIX^e siècle, sur une population Moldo-Valaque d'environ 1.650.000 habitants, le nombre total des Israélites n'est pas tout à fait de 15.000. A la fin du siècle et tandis que la population autochtone n'a pas tout à fait quadruplé (5.956.690 habitants en 1899), la population israélite qui, suivant les statisti-

(1) Verax, *op. cit.*, pag. 47.

(2) *Ibid*, *ibid*.

(3) V. la carte de la Roumanie, à la fin de ce volume.

ques officielles, atteint le chiffre de 259.000, s'est accrue, 17, 3 fois.

Il est impossible d'admettre que cet accroissement soit dû exclusivement aux naissances. Les statistiques les plus élémentaires prouvent, sans exception, l'inanité d'une assertion contraire. Sur 1.000 individus dans les meilleures conditions et aux moments les plus favorables on n'a jamais constaté plus de trente-cinq naissances par an, chiffre qu'on peut considérer comme un maximum excessivement rare (1).

En Prusse où la natalité israélite est reconnue pour être des plus fortes, en 74 ans la population israélite n'a pas même triplé ! Voici, du reste, un tableau statistique tout à fait édifiant constatant l'accroissement de la population israélite comparé à celui de la population totale dans les provinces appartenant à la Prusse antérieurement à 1866 (2) :

(1) Il faut environ cinquante ans, — suivant toutes les statistiques du monde — pour que la population même des pays les plus prolifiques passe du simple au double

Notre maître, M. Fernand Faure, professeur à la Faculté de Paris, directeur de la *Revue Politique et Parlementaire* etc., dans une consultation inédite nous accuse le cas le plus surprenant de natalité, le seul du reste qui ait été enregistré depuis plus de trente ans, celui de la Russie qui dans la période 1881-1890, s'est accrue dans proportion de 49,45 ‰ habitants, chiffre cependant bien au-dessous de celui de l'accroissement des Israélites de Moldavie.

Voir à ce sujet aussi : *Le Journal de la Société de statistique de Paris*, nos de novembre et décembre 1904, janvier, février, mars et avril 1905.

(2) Dr S. Neumann. *Zur Statistik der Juden in Preussen von 1816 bis 1880*, Berlin 1884. complété par les données de la *Statistik des Deutschen Reichs*, Neue Folge, LXVIII, p. 76. (Cité par Vérax, *op. cit.*, page 56).

ANNEES	HABITANTS		Accroissements moyens	
	Population totale	Juifs	Population totale 0/00	Juifs 0/00
1816	10349000	123938	14.11	23.4
1819		134603		
1822		144737		
1825		153688		
1828		160978		
1831		167330		
1834		176460		
1837	15471000	183579	10.84	12.98
1840		194558		
1843		206527		
1846		114857		
1849		218998		
1852		226868		
1855		234248		
1858	18491000	242416	11.08	10.20
1861		254785		
1864		262001		
1867		262726		
1871		272527		
1880		304152		
1890		308333	10.75	1.37

La natalité seule, par conséquent, ne saurait expliquer cet accroissement fantastique, extraordinaire d'autant plus que le nombre total des Israélites — ainsi que nous le prouverons plus tard — est de beaucoup supérieur à celui accusé par les statistiques officielles.

L'immigration se trouve du reste suffisamment démontrée par ailleurs.

En rapprochant les tableaux des pages 21 et 24, il nous est facile de constater :

1° Que les districts où la population israélite est la plus dense sont les districts touchant à la frontière autri-

chienne, exception faite, bien entendu, du district de la Capitale exerçant son incontestable attraction ;

2° Que plus nous descendons vers le Midi, plus leur nombre diminue pour devenir en Valachie presque nul ;

3° Que lorsque la Valachie à son tour est sujette à leur immigration, c'est par les districts voisins de la Moldavie que cette lente invasion s'opère : pendant que les districts de Rimnic et de Buzeu, ainsi que nous le faisons remarquer plus haut, ont une colonie israélite assez puissante, les districts les plus éloignés de la Moldavie en sont presque vierges.

Pour tous ces motifs nous sommes donc fondés à affirmer qu'un courant certain et irrésistible d'immigration eût lieu durant tout le siècle dernier en Roumanie, s'exerçant du Nord au Sud sous une pression violente parfois, quelquefois plus lente, mais continue et incontestable.

Mais quelle est l'origine de ces Israélites et quelles sont les causes qui les ont déterminés à quitter leur patrie d'origine ? Arrêtons-nous un instant et examinons-les de plus près.

Ce sont des Israélites appartenant à la branche orthodoxe ou Askénazim.

Traqués par les gouvernements des pays occidentaux, refoulés par l'inquisition et les croisades, ils reculent indéfiniment évitant surtout le chemin menant aux terres saintes. Soudain dans leur déroute douloureuse et sanglante, les fils d'Israël, voient surgir devant eux comme par enchantement un pays merveilleux, riche, en voie de formation, où tout le monde est esclave ou seigneur, et qui leur ouvre ses portes toutes grandes. C'est la Pologne. La noblesse, les rois, voire les synodes même les accueillent avec

joie, ce beau pays étant encore dépourvu de tiers-état ; la classe moyenne, l'âme, la force vivifiante du pays n'étant pas encore éclos. Ils comblent ce hiatus qui se perpétuait entre les serfs et les magnats et le Comte Palatin devient leur protecteur. Bientôt le commerce polonais tout entier devient leur apanage, ils s'emparent de l'industrie aussitôt après, tandis que la gérance et le fermage des biens-fonds seigneuriaux ne tardent pas à tomber entre leurs mains. Ils deviennent les vrais seigneurs, les vrais rois du royaume. Et pour la première fois depuis des siècles on pût entendre les temples retentir du son de l'olifant sacré, Jéhovah ayant enfin octroyé à son peuple élu la terre promise.

Et de tous les pays et de partout, les Israélites s'en vinrent heureux de pouvoir enfin jouir de la paix, de cette paix rêvée depuis des siècles, et qui leur échappait éternellement.

Mais hélas, 1773 et 1793 surviennent fatidiques et sanglantes, précédées de toute une théorie d'épouvantables guerres civiles. La Pologne s'en va. Et avec ce malheureux royaume prend fin la quiétude israélite, car la fin de la Pologne c'est la reprise des persécutions. Alors le sang d'Israël ne tarde pas de rougir à nouveau la terre, et l'exode de recommencer aussi, l'éternel exode, l'inévitable exode.

Or, tout près d'eux, à quelques lieues à peine de la Galicie existait un pays magnifique, riche, jeune et sans classe moyenne à l'instar de la Pologne d'antan, la Moldavie. Il n'est pas inutile de savoir en même temps que la monnaie y était plutôt rare, que les préposés des douanes étaient payés à peine quelques méchantssous et encore l'étaient-ils toujours... et que l'habitude turque du *baksisch* y battait son

plein. Tel était le terrain sur lequel l'argent corrupteur des communautés israélites tomba un jour et fructifia. Et ils s'en vinrent hésitants, craintifs d'abord et par petits groupes isolés, en masse et tout audacieux par la suite, inonder les bourgs et les villages de Moldavie.

Or, il est à remarquer aussi que chaque vague d'émigrants venant déferler en Moldavie coïncide presque jour par jour avec une mesure prise contre eux par le gouvernement russe ou autrichien : obligation de service militaire, impôt sur le costume, impôt sur le couvre-chef, impôt sur les boucles en tire-bouchon, etc.

Les tableaux statistiques donnés plus haut démontrent une forte immigration intervenue de 1827 à 1831, or, c'est en 1827 que précisément le tzar Nicolas rendait par un ukaze, le service militaire obligatoire. Cette coïncidence n'est-elle pas intéressante ? Certes, leur origine polonaise est évidente. Leur langue est celle de leurs frères polonais, le *Judenteutsch* (un jargon composé d'allemand, d'hébreu et de rares éléments slaves) et le roumain leur est langue étrangère ; leur costume, cette longue et légendaire lévite n'est autre que le *joupan* des seigneurs polonais ; leur casquette et leur chapeau haut-de-forme *cilinder* ne sont que les couvre-chefs imposés naguère par les autorités autrichiennes, et même ces bizarres papillotes en tire-bouchons qui pendent sur la joue, de chaque côté, ne sont que les « peisse » de leurs corréligionnaires de Pologne.

Mais nous tirons une preuve plus puissante, plus irréfutable encore qui vient corroborer notre thèse, de leur propre nom :

« Suivant l'usage immémorial de l'Orient, en Moldavie,

« nous écrit S. Ex. M. Lahovary (1), les Israélites n'avaient
« pas de nom de famille. Ils s'appelaient *un tel fils d'un*
« *tel*, David ben Salomon, Awram ben Moïse, etc. Les
« noms de Rosenthal, Goldemberg, etc., datent donc d'une
« façon irrécusable leur entrée en Roumanie et la fixent
« à une époque sûrement postérieure au partage de la
« Pologne... »

En effet ce sont là des noms conférés par l'Administration autrichienne désireuse de leur donner un état civil et mettre enfin un terme à l'anarchie et aux abus causés par cette lacune. Or, sur 300.000 Israélites, en Roumanie quelques milliers à peine ont un nom différent de ceux qui leur furent jadis conférés en Bukowine et en Galicie.

Plus d'un document officiel et plus d'un écrivain — nous ne parlons que des écrivains étrangers, et partant au-dessus de tout soupçon de partialité — sont venus confirmer nos dires.

Monsieur Desjardins (2) affirme aussi l'origine polonaise des Israélites de Moldavie et fixe l'époque de leur grande immigration à partir du règne du Prince Michel Sturdza

(1) Lettre inédite du 23 novembre 1904.

(2) Ernest-Emile-Antoine Desjardins, né en 1823 et mort en 1886, fut professeur d'épigraphie et antiquités romaines au Collège de France de Paris. En 1875, Desjardins fut élu membre de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres. Auteur de plusieurs ouvrages scientifiques d'une valeur considérable, il voyagea en Orient vers 1866 et publia plus tard une très intéressante brochure intitulée « Les Juifs en Moldavie » (Paris, Dentu 1867). Cette brochure est d'autant plus importante que c'est pour la première fois qu'un étranger vint étudier cette question sur les lieux, « séjournant dans les centres les plus importants des communautés juives, interrogeant chacun, examinant « tout, visitant les écoles, les hôpitaux et les maisons particulières... » (Desjardins, *op. cit.*, page 5).

(1831-1839) (1). (Le savant professeur ne se trompe certes point, le tableau statistique reproduit à la page 21 et suiv. accuse en effet de 1831 à 1838 un accroissement de 43.000 Israélites). Aussi, à juste raison étonné par cette véritable invasion, M. Desjardins s'attache à en déterminer les causes. Ils quittent leur pays d'origine, écrit-il :

1° Parce qu'ils y sont assujettis au service militaire, tandis qu'en Roumanie cette obligation n'existe pas encore ;

2° Parce que la Russie et surtout l'Autriche les obligent à travailler la terre ;

3° Parce que les dits États prennent à leur égard certaines mesures vexatoires, et il cite l'exemple de la Russie les ayant frappé d'un impôt de 25 roubles par boucle en tire-bouchon et d'un autre impôt de 50 roubles par dalmatique ;

4° Et enfin, parce que les fonctionnaires inférieurs préposés aux douanes roumaines sont facilement corruptibles vu leurs maigres salaires et la cherté relative de la vie.

Raicevich, ancien consul de S. M. Apostolique à Jassy n'en juge pas autrement. « Ces juifs, dit-il, paraissent avoir émigré de Pologne, s'habillent comme leurs confrères polonais, prospèrent par la fabrication de l'eau-de-vie et le commerce de tous genres et sont des usuriers ayant sur la moralité et la culture du peuple la même influence pernicieuse qu'en Pologne... etc. (2) ».

Neigebauer, ancien consul du même gouvernement, est

(1) Desjardins, *op. cit.*, page 12.

(2) Raicevich, *Beschreibung der beiden Fürsten thümer moldau und walachei*, pag. 98, apud Verax, *op. cit.*, pag. 60.

encore plus catégorique que son collègue «.... leur grande
« majorité est venue de la Galicie et de la Pologne russe
« à une époque récente. Leur exode doit être notamment
« attribué à leur peu de sympathie pour le service mili-
« taire auquel on les avait assujettis aussi bien en Autri-
« che qu'en Russie (1).

Del Chiaro (2), Sulzer (3), d'Hauterive (4), Elias Regnault (5), l'illustre jurisconsulte et philosophe le baron de Gérando, Parant, etc., etc., se mettent tous d'accord à constater non seulement l'extranéité des Israélites de Roumanie mais aussi leur introduction frauduleuse sur le territoire roumain (6).

La fraude de leur immigration est amplement prouvée par les documents suivants : Les Princes Grégoire III Ghica (1774), Constantin Moruzi et Alexandre Mavrocordato (1782), étant donné le nombre peu élevé des Israélites, ne croyent pas utile de prendre des mesures leur défendant l'entrée du pays, cependant vu les nombreux délits d'usure dont se sont rendus coupables même ce peu d'Israélites habitant à ce moment la Moldavie, ces princes rappellent en de nombreuses chartes, les anciennes lois et coutu-

(1) Neigebauer, *Die Donaufürstenthümer, Beschreibung der Moldau und Walachei*, I, 231 ; cnf. Verax, *op. cit.*, p. 65.

(2) *Istoria delle Rivoluzioni della Valachia*, 1718.

(3) *Geschichte des Transalpinischen Dacien*, t. II.

(4) *Mémoire sur l'Etat ancien et actuel de la Moldavie*, Bucarest, Göbl, 1902.

(5) *Histoire politique et sociale des principautés*, Paris, Paulin et Le Chevalier, 1855, page 349.

(6) V. Verax, *op. cit.*, page 59 et suiv.

Cnf. aussi, *Moldauisch-Walachische Zustände in den Jahren 1828 bis 1843*, von C. A. Kuch. — Leipzig, Leopold Michelsen, 1844, cité par Lahovary, *op. cit.*, p. 19.

mes qui défendent aux étrangers d'acquérir ou d'affermir des terres, des vignes et de tenir cabaret.

Cependant, comme en 1804 leur nombre commence à inspirer des inquiétudes, le Prince Alexandre Moruzi prend une attitude hostile aux envahisseurs, et leur défend l'entrée de la principauté ayant constaté... « qu'ils accourent en foule de tous côtés, sans aucun avantage pour le pays ».

Mais des gouvernements moins énergiques succèdent à celui de Moruzi et les sages mesures prises par ce Prince semblent avoir été facilement éludées par les Israélites, leur nombre grandissant à vue d'œil.

En 1829, survient le traité de paix d'Andrinople qui ouvre les ports de la mer Noire et du bas Danube au commerce international; et les Israélites d'accourir bien entendu, en foule, par masses compactes, à l'instar de ces grosses et redoutables nuées de sauterelles.

Le général Kisseleff, commandant du corps russe d'occupation et gouverneur des principautés, étranger par conséquent, effrayé du caractère torrentiel de l'immigration israélite ordonne tout d'abord l'application stricte des mesures de 1804; puis dans les règlements organiques promulgués en 1831 en Valachie et en Moldavie l'année suivante, ayant constaté qu'un grand nombre d'Israélites « n'ont point d'état, « n'exercent aucun métier utile et vivent de ressources « irrégulières.... » (1) il prend formellement des mesures de protection en leur défendant l'entrée du territoire roumain.

(1) Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, Paris, 1897, p. 16, note.

En Valachie le péril israélite n'apparaît aux yeux du législateur qu'en 1834. Aussi le Prince Alexandre Ghica afin d'obvier à l'immigration qui menace cette principauté à son tour, invite les autorités administratives à expulser sur-le-champ tout individu convaincu de vagabondage. De plus, il défend l'entrée du territoire valaque à tout individu ne pouvant produire un passeport délivré par une puissance étrangère, et décide même que les étrangers munis d'un pareil titre ne seront admis, que sur l'engagement formel de ne pas y séjourner plus d'un mois (1).

En Moldavie, le Prince Michaël Sturdza décrète aussi l'expulsion de tous les gens sans aveu, et plus tard, exaspéré, à bout de patience, afin d'enrayer le vagabondage des Israélites NOUVELLEMENT entrés dans la principauté, il punit ce délit de la peine de mort. Il oblige en même temps tous les Israélites habitant la principauté à se faire inscrire dans un registre spécial. Cette formalité avait pour but de déterminer une fois pour toutes le nombre total des Israélites, de conférer à ceux qui offriraient des garanties suffisantes la permission d'y séjourner et d'expulser les vagabonds «... qui constituent un danger permanent à la sûreté de l'État... » (2).

Les mêmes dispositions sont reproduites dans les arrêts de 1835, 1837 et 1838, dans le même but d'empêcher l'immigration de « ... ces juifs de Galicie qui envahissent la Moldavie... » (3).

En 1839, sur la requête de l'assemblée générale de

(1) V° aussi F. Rey, *La question israélite en Roumanie*, Paris, Pedone, 1903, page 8.

(2) Xenopol, *op. cit.*, VI, 201 et suiv.

(3) Cnf. Brezoianul, *op. cit.*, page 198.

Moldavie, le péril israélite étant apparu plus imminent que jamais aux yeux du gouvernement moldave, le Prince Sturdza prend des mesures de protection d'une précision inédite. Voici d'ailleurs un aperçu du style de l'ordonnance princière: « Art. 4. Attendu l'accroissement du nombre des Juifs dans le pays dû à leur *entrée clandestine*... etc., afin d'en empêcher l'entrée... il a été décidé... ect. » (1).

Le Prince Grégoire Ghica dans ses édits de 1850 parle à son tour des « Juifs arrivés récemment dans le pays » (2).

Mais toutes ces mesures semblent avoir été inutiles. Soit par corruption, soit en sourdine et nuitamment ils s'en vinrent sans interruption envahissant les villes, les bourgs et les villages. Depuis la Convention de Paris de 1858 et jusqu'à ces derniers jours, le gouvernement de la Roumanie moderne n'a guère cessé d'édicter des peines contre les vagabonds, d'interdire l'entrée de son territoire à tout individu n'offrant pas des garanties suffisantes de moralité, de prendre enfin toutes les mesures nécessaires pour préserver le pays de ces malheureux, arrivant affamés, en loques, sans aucun capital, sans aucun métier, sans lieu ni feu. Ce fut cependant en vain, leur nombre ne fit que s'accroître tous les jours au point de prendre l'aspect d'un vrai péril national.

Il nous semble avoir plus que suffisamment démontré l'extranéité de l'immense majorité des Israélites de Roumanie. Oui, ils sont étrangers, le fait est incontestable. Les gouvernements successifs des principautés d'ailleurs

(1) V^o le règlement-ordonnance reproduit dans Verax, p. 78.

(2) Xenopol, *op. cit.*, VI, 439.

n'ont fait que trop le dire ; eux-mêmes l'ont reconnu plus d'une fois, s'étant à maintes reprises fait représenter ou ayant figuré dans certains actes publics sous la dénomination de « *peuple, de colonie ou de nation juive* » (1), et prétendre le contraire, c'est être d'une mauvaise foi par trop flagrante ou ignorer par trop l'histoire de ce brave pays.

(1) Cnf. la requête adressée en mars 1839 à l'assemblée générale de Moldavie ainsi que celle de 1850 adressée au Prince Grégoire Ghica.
— v° aussi *Chestiunea Evreilor pământeni*, Jassy, 1901, p. 31.

CHAPITRE II

De la manière d'acquérir une nationalité.

§ 1.

On entend par *Etat* une réunion d'hommes indépendants, établis d'une façon permanente sur un certain territoire, et soumis à une autorité autonome chargée de les diriger vers un but commun (1).

Par conséquent les éléments constitutifs d'un État sont :

1° La population ; 2° Le territoire ; 3° La jouissance du droit de souveraineté ; et 4° La volonté collective régulièrement organisée sous une autorité suprême chargée de la direction de l'association (2).

(1) V° Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, tome I, n°s 71 et suiv.

Bluntschli, *Théorie générale de l'Etat* (trad. Riedmatten), 1877, pages 11 et suiv.

Sorel et Funck-Brentano, *Précis du droit des gens*, I, chap. 1, pages 11 et s.

(2) Bonfils-Fauchille, *Manuel de droit international public*, Paris, Rousseau, 1898, n° 162.

Despagnet, *Précis de droit international privé*, Paris, Larose, 1899, p. 3.

Tel est l'Etat moderne, l'Etat complet, personne du droit des gens (1).

Cependant on rencontre parfois des Etats en voie de formation comme la Bulgarie, ou bien des Etats ayant perdu leur situation antérieure tel que la régence de Tunis, où, quoique certains de ces éléments fassent défaut en totalité ou en partie, ces Etats persistent à être considérés comme tels. Nous sommes portés alors à affirmer que parmi ces éléments il en est qui sont essentiels à la vie de l'Etat, à côté de certains autres qui sont d'une importance moindre.

Quels sont donc ceux de ces éléments d'une si grande importance, qui ne sauraient manquer à un Etat sans que cet Etat cessa de vivre ?

La population et le territoire.

On peut facilement concevoir un Etat doué d'une sou-

(1) On a très souvent confondu l'Etat avec la nation. La nation est, suivant Ahrens (*Théorie du droit public et du droit des gens*, Liv. II, ch. 3, § 103, n° 2), « une personne morale qui réunit les hommes par « les liens de la race, de la communauté du langage, et de la culture « sociale » et suivant Mancini « une société naturelle d'hommes amenés par l'unité du territoire, d'origine, de coutumes et de langage à « une communauté de vie et d'aspiration » (cité aussi par Calvo, II, 24). Un Etat peut être formé de plusieurs nations distinctes (l'Autriche p. ex.) en même temps qu'une nation peut être diffusée dans plusieurs Etats (on trouve des Roumains en Autriche, en Russie, en Turquie au nombre de quatre ou cinq millions).

« Les nations, dit à juste titre BLUNTSCHLI, qui n'ont pas été organisées en Etat, ne sont pas des personnes... » (*op. cit.*, p. 66).

Voilà donc les deux notions bien différenciées.

C'est M^{me} de Staël qui la première, paraît-il (Klüber, *Droit des gens*, Paris, Durand, 1861, p. 26) employa l'expression *nation* dans sa vraie acception. V^e aussi Wheaton-Lawrence, *Commentaires*, I, p. 155.

veraineté relative, ou d'une organisation interne primitive, mais on ne saurait concevoir un Etat sans pays et sans sujets.

Il fut un temps où l'Etat encore mal défini, n'était formé que d'une poignée d'hommes réunis dans un but commun, vivant sans souveraineté, sans aucune organisation perfectionnée, même sans territoire ; cette association cependant présentait plus d'un caractère d'Etat parce qu'il avait une population. Ce ne fut sans doute pas une personne du droit des gens, ce fut un Etat incomplet, un Etat à l'époque embryonnaire, ce fut cependant un Etat tout de même. On peut par conséquent, imaginer un Etat vivant d'une vie primitive, dépourvu des autres éléments nécessaires à la vie complexe des Etats modernes ; on ne saurait cependant pas imaginer d'Etat sans population. Cela paraît naïf à force d'être évident.

A côté de la population et en fonction d'elle se trouve un second élément essentiel à l'existence de l'Etat moderne, *le territoire*. On entend par *le territoire d'un Etat* la partie déterminée du globe, sur laquelle doit vivre et se développer sa population. On ne peut conférer le nom d'Etat à une association si puissante qu'elle soit, tant qu'elle n'aura pas un territoire sur lequel ses membres puissent évoluer librement. Un peuple nomade ne saurait être non plus traité d'Etat. Moïse élève son peuple pour l'Etat, mais c'est Josué seulement qui fonde l'Etat juif dans la Palestine (1).

Voilà quels sont les deux éléments primordiaux de l'Etat qui forment en quelque sorte son corps et son âme.

(1) Bluntschli, *op. cit.*, p. 12.

Leur importance est telle, que plus un État est riche en habitants et en territoires, plus il a des chances de vivre et de prospérer, car dans la vie internationale — jusqu'à nouvel ordre — il en est comme dans le monde physiologique: le faible doit céder le pas au fort, dont la voix sonore est toujours écoutée respectueusement.

Nous allons traiter d'abord de la *population*.

On comprend généralement dans cette large expression tous les individus vivant sur le territoire de l'État. Cependant la population d'un pays comprend deux catégories d'individus: 1° Des nationaux; 2° Des étrangers, lesquels peuvent être à leur tour a) de nationalité étrangère certaine, sujets d'un État étranger; b) *heimatlosen*, individus ne relevant d'aucune puissance étrangère.

On entend par *nationalité* le lien juridique qui attache l'individu faisant partie d'un État, à cet État (1). Est *national* donc tout individu lié à l'État par ce « *vinculum juris* » qu'on appelle nationalité.

Autrefois, sous l'empire du droit féodal, la nationalité liait le *sujet* à son *roi*. Aujourd'hui le roi remplacé par l'État cède à celui-ci tous les droits et les prérogatives attachés à l'ancien monarque.

Avant de pousser cette étude plus loin, il convient d'examiner péremptoirement quelle est la nature de ce lien; la nationalité est-elle une question de droit public ou bien une question de droit privé?

Ce n'est pas une question d'ordre purement académi-

(1) Cogordan, *La nationalité au point de vue des rapports internationaux*, Paris, Larose, 1879, p. 2.

Larnaude, *Théorie générale de l'État*, à son cours de 1903.

Calvo, *Droit international*, Berlin, Puttkammer, 1888, II, 24.

que que cette question ; elle est d'une telle importance, et les conséquences — suivant le point de vue qu'on adopte — en sont si différentes, qu'il est indispensable, de bien asseoir en droit ce point (suivant l'expression consacrée au Palais), avant d'aller plus loin.

Si la question de la nationalité était une question de droit privé, l'individu devrait accaparer fatalement le premier plan du tableau. C'est là une conception strictement individualiste ; or, en vertu de ce principe, l'État devra élaborer les mesures les plus favorables à l'individu et reléguer ses propres intérêts au second plan. Cela est si vrai, que nous assistons de nos jours à un phénomène d'une importance philosophique incontestable ; chaque fois qu'un intérêt privé est en jeu, cet intérêt tend à imprimer une direction favorable à lui-même, et à la législation et à la pensée contemporaine, au détriment même de la République (au sens latin du mot).

Si nous nous plaçons au point de vue opposé, les rôles en sont renversés, c'est l'intérêt de l'État qui aura le dernier mot, celui de l'individu ne venant qu'en second lieu.

Par conséquent, si la nationalité était une question de droit privé, toutes les questions s'y rattachant (l'acquisition, la perte, le recouvrement et leurs corollaires) devraient forcément ne dépendre que de la volonté individuelle, seule à même de bien connaître son intérêt. L'individu pourra donc acquérir, se départir, recouvrer et changer de nationalité à sa guise sans que l'État puisse intervenir, son intérêt devant céder le pas à l'intérêt privé.

L'individu, pour ne citer qu'un exemple, ayant tout intérêt à se soustraire à ses devoirs militaires pourra par application de cette théorie abandonner purement et sim-

plement sa nationalité d'origine, se proclamer étranger, et vaquer tranquillement comme par le passé à ses occupations journalières. On comprend bien qu'une telle situation est inadmissible.

Non, cette question considérable étant de nature à intéresser au premier chef l'État, ne saurait être que du domaine du droit public. On ne peut pas en effet abandonner à la simple bonne volonté individuelle tous les droits et les devoirs considérables qui s'y rattachent, car elle pourrait en user de manière à ce que la sûreté même de l'État soit compromise (1).

§ 2

C'est à l'État seul de déterminer à quel moment un individu devient national, quelles sont les conditions et les modes d'acquisition de cette qualité, et quels sont les droits qui y sont attachés (2).

En effet, le droit le plus important de l'État est sans doute celui qu'il a d'exister, son droit à la vie. Or, étant donné l'importance capitale de cet élément qu'on appelle la population, il est de son droit et de son devoir de veiller à son maintien aussi bien qu'à sa salubrité. Il est incontestable que la population est aussi indispensable à la vie de l'État, que le sang à l'existence humaine. Or, le

(1) Larnaude, à son cours ; Despagnet, *op. cit.*, p. 226 ; Berney dans la R. D. P., *La question de la nationalité devant l'Institut de droit international*, 1896.

(2) Bluntschli, *Dr. int. codifié*, art. 364 et s ; Lawrence-Wheaton, *op. cit.*, III, p. 185 et s. ; Bonfils, *op. cit.*, n° 417.

sang d'un individu viendrait à s'échapper par une blessure ou bien à être empoisonné par un virus, l'organisme périrait d'anémie ou d'infection, dangers tout aussi redoutables l'un que l'autre.

Cela voudrait donc dire que l'État doit s'isoler et placer tout autour de son corps une « muraille chinoise » ? Nullement. Lorsque son sang — la population — à force d'avoir vécu se ramollit, lorsque cet élément surfatigué n'offre plus assez de résistance et de vitalité, et que partant son organisme général semble dépérir, l'État comme le simple individu doit en emprunter à un autre organisme par un moyen artificiel ; seulement, c'est à lui, à *lui seul*, de veiller à ce que ces éléments soient vraiment des germes vivifiants, et non pas le grain de destruction, l'atome d'infection qui contaminerait son organisme et le ferait périr (1).

La nationalité s'acquiert : 1° Par le fait de naissance ; et 2° par un fait postérieur à la naissance, lequel peut être la naturalisation, l'annexion d'un territoire à un pays étranger ou le bienfait de la loi.

A. — De la nationalité d'origine (2).

Les législations des différents États, relatives à la détermination de la nationalité d'origine, se ramènent à trois groupes différents :

1° La nationalité déterminée par la filiation, le système

(1) V° aussi Batbie, *Tr. de dr. public et administratif*, Paris, Larose, 1885, I ; Hautefeuille, *Droit des nations neutres*, I, 108 ; Grotius, Pradier-Fodéré, Vattel, *op. cit.*

(2) Geouffre de Lapradelle, *De la nationalité d'origine*, Paris, Giard, 1893 ; Calvo, *op. cit.*, II, § 539 et s., etc.

du *jus sanguinis* ; 2° la nationalité déterminée par le lieu de la naissance, le système du *jus soli* ; et 3° un système intermédiaire tenant compte tantôt du *jus soli*, tantôt du *jus sanguinis*.

1° Dans le système du *jus sanguinis* on confère au nouveau-né la nationalité de ses parents en vertu d'une présomption d'éducation nationale que l'enfant est censé puiser dans sa famille (1). Il y a lieu de supposer qu'un enfant né de parents français sera un bon Français, ayant hérité de certaines traditions, ayant reçu une certaine éducation nationale, ayant en un mot la même pensée, les mêmes goûts, les mêmes intérêts que ses parents, Suivant M. Despagne on est assez fondé à croire que cet individu fera un excellent Français, cultivant comme ses parents l'amour de la patrie « qui n'est que la famille agrandie » (2-3).

(1) V^o Germana, *La ciltadinanza, jure sanguinis*, etc.; Filangieri, IV, 1879 ; Le Sueur et Dreyfus, *La nationalité*, Paris, Pedone, 1890 ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 210 et s.

(2) Despagne, *op. cit.*, p. 238.

(3) Ce système dit aussi celui du « lien du sang » n'est cependant pas aussi exclusif qu'on serait porté à le croire au premier abord. Il ne faut pas croire qu'on s'attache à la question de la pureté du sang jusqu'au point d'exclure de l'Etat tout individu ne pouvant certifier d'une race pure de tout élément étranger. Dans nos veines depuis bien longtemps il ne circule plus qu'un mélange de sang latin, slave, germanique, et en fait de race pure, le plus noble lord d'Angleterre aussi bien que le plus fier hidalgo madrilène ne devrait parler qu'avec une certaine modestie. De nos jours personne n'est « pur-sang », nous sommes tous plus ou moins « half-bred ». Ce serait donc folie de conférer la nationalité aux seuls individus dont le sang serait vierge de tout mélange étranger. Ce n'est d'ailleurs pas la race qui unit les membres d'une nation. Il y a sans doute bien, lorsqu'on veut aller au fond des choses, un vague lien fait d'une parenté perdue dans la nuit des temps, qui unit les membres d'une nation ; mais ce qui en forme la

2° La nationalité est conférée *jure soli* à l'enfant né sur le territoire de l'Etat en vertu d'une présomption d'éducation par le milieu (1).

Cependant le fait seul de naître sur le sol français ne saurait justifier la présomption que l'enfant fera un bon Français. Cette présomption devient une certitude dans l'hypothèse des parents français ; mais si les parents du nouveau-né, étrangers d'origine, persistent à rester étrangers, peut-on affirmer que celui-ci fera un excellent Français, rien que du fait de sa naissance en France ?

Il suffit pour démontrer quelles sont les conséquences que ce système est de nature à engendrer, de rappeler l'exemple classique de la touriste anglaise qui de passage au Pérou met au monde un enfant. Or il est facile de se figurer

vraie base, c'est l'identité de mœurs, d'humeur, de langage, c'est le souvenir d'une vie commune de plusieurs générations, ayant vécu, ayant souffert côte-à-côte sur le même lopin de terre où blanchissent les os des anciens et où un jour nous irons reposer à notre tour. Voilà quel est le lien qui fait éclore dans les cœurs le plus beau des sentiments « après l'amour de Dieu » : l'amour de la Patrie. Voilà quel est le lien qui fait mourir en souriant à l'ombre du grand drapeau déployé, blanc et lys d'or, les braves, à Fontenoy, à Créquy, à Fronsac, tous heureux de tomber comme Roland, le cœur transpercé de pertuisanes, pour cette grande, pour cette belle « France dulce ».

La race actuelle est l'œuvre lente des siècles, ayant identifié les éléments hétérogènes, ayant formé une masse compacte, étroitement liée qui fait un tout, et dans laquelle on ne saurait introduire des éléments nouveaux ou en retirer sans qu'elle ne s'en aperçoive.

(1) « En lutte avec le *jus sanguinis*, forcé de trouver pour lui tenir « tête un point de résistance sérieux, le *jus soli* s'inspire de l'idée « que le milieu fait l'homme, et que l'influence héréditaire, maintenue « par les traditions de famille, s'émoussera peut-être devant la péné- « tration des mœurs, des habitudes ou des aspirations nationales, qui « lentement s'introduiront dans le caractère et dans l'esprit du jeune « étranger » (G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 207).

l'étonnement de cette brave personne en apprenant que son fils *jure soli* est ressortissant péruvien.

Nous allons illustrer ces faits d'un nouvel exemple pris à dessein dans le cadre de notre sujet. Une famille d'Israélites polonais, pour échapper aux mesures d'exceptions prises à leur égard par le gouvernement autrichien passe — plus ou moins licitement — en Moldavie. *Jure soli* les enfants à naître seront Roumains « en vertu de la présomption... » etc., disent les publicistes. Mais en les examinant de plus près il nous est facile de constater que ces « Roumains » ne parlent et ne pensent pas en Roumains, qu'ils ont d'autres traditions, d'autres mœurs, d'autres intérêts que le reste de la population, et que si en droit, par hypothèse, ils sont devenus Roumains, ils n'ont pas cessé un instant d'appartenir à leur nation primitive.

« Le génie d'une nation, dit Laurent, se transmet avec « le sang, ce n'est pas le lieu de la naissance qui le donne » (1). Aussi, sans abandonner complètement le principe du *jus soli*, sur le rapport de Siméon, le tribunal adopte cette manière de voir (2).

Du reste l'application de ce système donne lieu à des difficultés d'un ordre différent vraiment inextricables. Il suffit de se rappeler que les enfants *jure soli* auront une nationalité différente de celle de leurs parents, ce qui est de nature à donner lieu à mille conséquences fâcheuses.

Il ne faut cependant pas écarter complètement ce dernier principe. A notre avis, le fait d'avoir vu le jour dans

(1) Laurent, *Droit civ. internat.*, Bruxelles, Bruylant, 1880, III, p. 1881.

(2) Locré, *Législation civile, etc.*, Paris, 1829-1832, I, p. 431 et 450.

un pays, joint à une *manifestation sérieuse* d'adopter la nationalité de ce pays, devrait faciliter l'acquisition de cette nationalité. Tel est le système qui nous semble le plus sage étant aussi le seul à offrir le moins d'inconvénients (1).

Le système du *jus sanguinis* fut le système des républiques anciennes. Rome jalouse de sa cité ne le confère qu'à l'enfant né *ex justis nuptiis*, tout autre enfant est et demeure étranger. Dans l'état actuel des législations ce système est encore en honneur en Allemagne (loi du 1^{er} juin 1870, art. 2) (2), en Autriche (code Thérésianus, 1811, art. 18) (3), en Hongrie (loi du 24 décembre 1879, art. 2), en Norvège (loi du 21 avril 1888), en Roumanie (constit. de 1879, art. 7), en Suède (avant la loi du 1^{er} octobre 1894, matière réglée par l'ordon. du 27 février 1858) (4), en Suisse (loi du 3 juillet 1876), etc.

Le système du *jus soli* est adopté par les Etats-Unis, par la République Argentine (ley de ciudadania du 1^{er} octobre 1869, art. 1), par l'Uruguay (constit. du 10 octobre 1829, art. 6), par le Chili (constit. du 25 mai 1833, art. 6),

(1) V. aussi G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 210 et suiv.; Despagnet, *op. cit.*, p. 238.

(2) Laband, *Das Staatsrecht des deutschen Reichs*. Tübingen, 1882.

(3) Von Buschmann, *Über dies oesterreichische Staatsbürgerschaft*, Wien, 1891.

(4) En Suède avant 1894 « tout individu né de parents suédois était » Suédois de naissance, tandis que tout individu né, même sur le territoire du royaume de parents étrangers, était étranger. » Le Ministre des affaires étrangères suédois, dans une dépêche adressée au gouvernement anglais parle des principes appliqués dans son pays, faute de textes spéciaux, en ces termes : « On a toujours été d'avis, » que la nationalité ne dépend aucunement du lieu de naissance, mais » bien de la nationalité des parents, notamment de celle du père ». V. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 89; Calvo, *op. cit.*, II, p. 31; Aschehong, *Norges offentlige ret*, Christiania, 1866, p. 29.

par le Pérou (constit. du 13 novembre 1860, art. 34), etc.

Entre ces deux extrémités, se trouve le système intermédiaire auquel se rattachent le Danemark (1), la Grèce (c. civ., art. 14, 17 et 19), le Luxembourg (loi du 27 janvier 1878), la Russie (ukaze du 6 mars 1864, art. 12), la Turquie (loi du 19 janvier 1869, art. 2), la Belgique, qui pose d'abord le principe du *jus sanguinis*, pour accorder ensuite le droit d'option aux enfants nés sur le sol belge de parents étrangers (cnf. lois du 22 septembre 1835, du 1^{er} avril 1879, du 26 juillet 1889 et celle du 25 mars 1894 (2). La France inquiète de voir sa population sur le point de ne plus augmenter, tout en honorant le principe du *jus sanguinis* (est Français même l'enfant né à l'étranger de parents français) confère la qualité de Français : 1^o Aux enfants nés en France de parents étrangers, avec faculté d'option; et 2^o aux enfants nés en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés, sans faculté d'option (3).

B. Nous avons vu plus haut que les modes d'acquisition de la nationalité par un fait postérieur à la naissance se ramènent à trois hypothèses-types : le bienfait de la loi, l'annexion et la naturalisation. Les deux premières hypothèses n'offrant aucun intérêt en ce qui concerne le sujet de cette étude, nous n'examinerons plus spécialement que l'hypothèse de la *naturalisation proprement dite*.

L'origine des races est encore un mystère pour la science. Il viendra un jour, peut-être, où cette question sera éclair-

(1) V. Boissevain, *Wet tot uitvoering van art. 7 der Grondwet*, S'Gravenhague et Journ. Clunet, 1883, p. 213.

(2) *Ann. législ. étrang.*, 1895, p. 484.

(3) Loi du 26 juin 1889 et du 7 février 1851.

cie, où l'on saura si les races sont le résultat des créations successives ou bien rien que les branches détachées d'un tronc originel unique. Quoiqu'on en ait dit, les races ne sont pas des fictions. Elles sont le produit du passé, du climat, du sang et des croyances religieuses. Elles ne sont pas des inventions de l'esprit moderne, les différences de race ne sont pas imaginaires, elles se traduisent dans nos mœurs, dans notre langage, dans notre mentalité, sur notre visage, en un mot dans toutes les qualités et les tares ataviques. Soutenir le contraire c'est nier l'évidence.

Or, l'Etat primitif fut un Etat de race, un Etat exclusif, une sorte d'union personnelle et permanente d'individus appartenant à la même race. Il n'existe d'ailleurs qu'à leur profit, le reste des mortels, les étrangers, les barbares — *hostes* — les ennemis, étant de véritables *outlaws*, n'ayant aucun droit aux bienfaits de l'organisation étatique. Du reste, ces individus sont toujours tenus à l'écart sinon opprimés par le superbe Romain « *adversus hostes æterna auctoritas* ». Dans la cité antique cette distinction de race, profonde et ineffaçable est aggravée par la différence de religion. La loi religieuse défend de communiquer aux étrangers « impurs et mécréants » le droit de cité.

Cette conception trop exclusive tend cependant à disparaître. Ces différences semblent diminuer avec le temps, l'étranger cesse d'être l'ennemi et peu à peu certains droits et certaines garanties lui sont octroyés. Enfin, on finit par lui ouvrir la cité, mais avec quelles hésitations, avec quelles difficultés, avec quelles précautions ! (1).

« Au temps d'Hérodote, Sparte n'avait encore accordé

(1) Stoïcesco, *De la naturalisation*, Paris, Marescq, 1876, p. 168 et suiv.

« la naturalisation à personne, excepté à un devin ; encore
« avait-il fallu pour cela l'ordre formel de l'oracle. Athènes
« l'accordait quelquefois, mais avec quelles précau-
« tions ! » — On mettait moins de difficultés à déclarer
la guerre qu'à ouvrir les portes de la cité à l'étranger (1).

Au moyen âge le serf attaché par des liens inextricables
à son seigneur ne peut se faire naturaliser à l'étranger
n'ayant même pas le droit de quitter la seigneurie. S'il va
résider à l'étranger, son seigneur peut le revendiquer, le
poursuivre et le ramener de force.

« En autre país, li seigneur..... les poent contraindre
« de toz jorz manoir de soz eux (2). »

Cette situation se prolongea jusqu'au XVIII^e siècle et il
était de style avant la Révolution de dire d'une part,
« nemo potest exuere patriam », et d'autre part, « même
« au cœur de l'étranger haut eslevé y a tousiours soup-
« çon de quelque poison caché (3) ».

Sous l'ancien régime le lien qui attache le sujet à sa
patrie, à son roi plutôt, est indissoluble ; une autorisation
expresse du souverain peut seule rompre ce lien. Un Fran-
çais ne peut quitter la France sans la permission formelle
du roi, qui, du reste, peut toujours le « vendiquer ». Le
roi exerce sur son sujet ce que nous appelons aujourd'hui
un droit de suite (4).

(1) Fustel de Coulanges, *La cité antique*, Paris, Hachette, 1898,
p. 228 et suiv. ; cnf. aussi Larnaude à son cours (1903-1904).

(2) Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, XLV, 36 ; cnf. Esmein, *op. cit.*, 225 et s.

(3) Stoïcesco, *op. cit.*, p. 180.

(4) Laurent, *op. cit.*, p. 224.

Dans un Edit du mois d'août 1669, Louis XIV proclame ce principe en ces termes : « ces liens de naissance « qui attachent les sujets naturels à leur souverain et à « leur patrie, sont les plus étroits et les plus *indissolubles* de la société civile. » C'est le servage féodal généralisé au nom de la loi de la nature et proclamé comme principe fondamental. Le même édit défend par conséquent à tout sujet français de sortir et s'établir en dehors du royaume « sous peine de confiscation de corps et « biens (1) ».

Il n'est pas sans intérêt de voir combien ces idées étaient en honneur sous l'ancien régime. Elles étaient tellement inhérentes à la condition juridique des personnes, que nous entendons même J.-J. Rousseau tenir à ce sujet un langage au moins imprévu : « Si j'étais chef, dit-il, de « quelque peuplade de la Nigritie, je déclare que je ferais « élever sur la frontière du pays une potence où je ferais « pendre sans rémission le premier Européen qui oserait « y pénétrer, et le premier citoyen qui tenterait d'en sortir (2) ». Ces lignes ne sont, sans doute, avant tout, que l'application stricte de son système « d'état de nature ». Cependant, nous croyons voir aussi s'y refléter l'état d'esprit de l'époque.

Dès la plus haute antiquité pourtant, maints penseurs d'élite sûrent deviner que cet état de choses n'était dû qu'à un artifice ; ils virent bien que cet attachement perpétuel n'était guère inhérent à la nature humaine et que les conditions sociales peuvent amener l'individu à vouloir s'ex-

(1) Laurent, *op. cit.*, p. 226.

(2) J.-J. Rousseau, *Réponse à M. Bordes*, Paris, Hachette, I, p. 61.

patrier, mieux même, à acquérir une nouvelle nationalité, afin de pouvoir développer plus aisément, plus complètement, son activité économique et ses facultés de tout ordre.

Platon dans son merveilleux « Criton » met dans la bouche de Socrate le discours suivant : « Certes, nous t'avons permis, au cas où notre administration politique « ne te convint pas, de te retirer et de t'établir où tu le « jugerais le plus avantageux ; les portes d'Athènes sont « ouvertes à celui qui ne s'y plaît pas... » (1).

Et à travers les siècles, la même pensée est celle de Cicéron, de Grotius, de Puffendorff, de Vattel, de Merlin, de Fiore, de Pradier-Fodéré, etc. Avec sa rare logique, Vattel notamment, explique admirablement le droit de l'individu d'émigrer et de se départir de sa nationalité d'origine. Suivant cet auteur, peut changer de résidence et de nationalité : 1° celui qui ne peut trouver sa subsistance dans sa patrie.... car, écrit-il, la société politique civile, n'étant contractée qu'en vue de faciliter à un chacun les moyens de vivre et de se faire un sort heureux et assuré, il serait absurde de prétendre qu'un membre à qui elle ne pourra procurer les choses les plus nécessaires ne sera pas en droit de la quitter ; 2° Si le corps de la société, ou celui qui le représente, manque absolument à ses obligations envers un citoyen..., etc. » (2).

Oui, le droit d'émigrer et de changer de nationalité est un droit incontestable, un droit essentiel de l'humanité mo-

(1) Voir aussi œuvres de Platon, trad Saisset, Paris, Charpentier, I, p. 122.

(2) Vattel, *Le droit des gens*, Guillaumin-Durand, Paris, 1863, I, 515.

derne, lequel venant à disparaître, le principe de la liberté, ce grandiose principe pour lequel des milliers de générations ont combattu et souffert, ne serait qu'un vain mot.

C'est au droit public anglais qu'il convient de rendre hommage, car il fut le premier à reconnaître à l'individu le droit d'émigration (1). C'est le roi John-Lackland (sans-terre) qui dans sa « magna charta » de 1215 proclame le premier ce droit « ... *liceat unicuique exire regno nostro et redire salvo et secure per terram et per aquam...* »

Mais ce principe ne vint à la mode qu'après la Révolution.

La naturalisation suivant l'opinion courante, est un contrat (une convention par conséquent synallagmatique) intervenu entre un individu qui la demande et l'État qui l'accorde ; c'est en un mot « la concession de la qualité « de national faite par l'autorité compétente à l'étranger « qui la demande » (2). Il nous serait facile de nous placer à un point de vue plus favorable encore au raisonnement que nous allons tenir plus loin, mais ne discutons pas cette définition, et acceptons-la telle qu'elle est adoptée par l'immense majorité des auteurs. Remarquons bien cependant que nous nous trouvons ici en présence d'un contrat d'une nature spéciale où l'étranger se présente plutôt comme suppliant et l'État en même temps que partie, est le seul juge souverain de la cause (3).

Il résulte donc de cette définition : 1^o Que la naturali-

(1) Ne pas confondre avec le droit de changer de nationalité qui ne fut reconnu en Angleterre qu'en 1870.

(2) V. Stoïcesco, *op. cit.*, Calvo, *op. cit.*, Cogordan, *op. cit.*, de Follevieille, *Traité de la naturalisation*, Despagnet, *op. cit.*, p. 280, etc.

(3) Telle est aussi l'opinion du prof. Larnaude.

sation est un acte par lequel on abdique sa nationalité d'origine afin d'en obtenir une nouvelle ; et 2° Que personne n'est tenu de conserver contre son gré sa nationalité d'origine et que, partant, toute personne peut se faire naturaliser à l'étranger.

Le droit cependant de délaisser une nationalité antérieure n'est pas absolu ; les restrictions suivantes y sont apportées dans la pratique :

a) On ne peut abdiquer purement et simplement sa nationalité d'origine. Si, malheureusement et contre tous les vœux, on peut encore la perdre par le simple fait de la volonté individuelle, pour en acquérir une nouvelle, cette volonté seule n'est pas suffisante.

Pour se faire naturaliser dans un pays on doit en adresser la demande à l'État qui, seul, a la latitude de l'agréer ou de la rejeter suivant que l'espèce lui paraît ou non favorable. «... il faut qu'à la volonté de l'individu qui veut cesser d'être Français, Anglais ou Allemand, se « joigne la volonté de l'État naturalisant » (1).

La volonté de celui-ci doit être en outre expresse, cette convention, par sa nature, n'étant pas de celles où le consentement tacite est suffisant pour parfaire l'acte (2).

(1) V. en ce sens Larnaude, au cours, p. 116 ; Aubry et Rau, cité par Stoïcesco, p. 274 ; Bonfils, *op. cit.*, p. 209 et suiv. ; Despagnet, *op. cit.*, p. 281, ainsi que G. de Lapradelle, Bluntschli, Fiore, Lawrence-Wheaton, de Martens, Calvo, Pradier-Fodéré, etc.

(2) La naturalisation a toujours été, du reste, accordée par un acte expresse de l'État. Sous l'ancien régime cette volonté se manifestait par les *lettres de naturalité* qui, suivant une vieille définition «... sont « celles par lesquelles les étrangers demeurans au royaume de France, « païs, terres et seigneuries de l'obéissance du roy, ont coutume « d'obtenir pour estre faicts comme originaires de France ». Cnf.-Stoïcesco, *op. cit.*, p. 196.

La nationalité, de plus, ne s'acquiert pas par la prescription.

b) A part cette grande restriction apportée dans la pratique au principe de la liberté, on en rencontre une seconde d'une importance non moindre. Cette exception est tirée du principe juridique *la fraude corrompt l'acte*. « Quand un débiteur, dit Laurent, fait un acte en fraude des droits de ses créanciers, ceux-ci peuvent l'attaquer (1) ». Or, le membre d'un Etat n'a pas que des droits ; l'Etat assure certaines garanties à ses sujets, mais leur demande en échange un nombre déterminé de contre-prestations. Si la naturalisation à l'étranger d'un des sujets n'est intervenue que dans le but évident de se dérober à ses obligations, de frustrer en un mot son créancier qui se trouve dans l'espèce être l'Etat, celui-ci est fondé à plaider la nullité de cet acte. Les ententes et les conventions internationales viennent du reste paralyser de plus en plus ce genre de manœuvres (2).

§ 3

Après avoir passé rapidement en revue ces principes, attachons nous à les appliquer au sujet qui nous intéresse.

Nous avons démontré jusqu'à l'évidence l'extranéité des Israélites de Roumanie (plus de 95 %). Quelle est leur situation actuelle ? Ont-ils conservé leur condition primitive ? Sont-ils devenus Roumains ?

(1) Laurent, *op. cit.*, p. 369.

(2) V. le message du Président Lincoln du mois de décembre 1863 au Congrès de Washington dans Lawrence-Wheaton, *op. cit.*, III, p. 254.

Malheureusement quoique plus d'une fois ces Israélites se sont réclamés de l'autorité autrichienne, quoique hier encore le consul apostolique leur accordait sa protection et qu'aujourd'hui même on les désigne sous la dénomination de *tértan* (Untertahn) ; quoique leurs noms, leur langue, leurs coutumes viennent démontrer irréfutablement leur origine autrichienne, le gouvernement impérial leur refuse la qualité d'Autrichiens.

A la seconde question de même qu'à la précédente, correspond la même réponse négative : ils ne sont pas devenus Roumains non plus. Nous disions plus haut que la naturalisation ne s'obtient pas par prescription, qu'on ne devient national qu'autant que l'État vous confère ce droit d'une manière expresse. Or, si nous nous rapportons aux événements ayant marqué l'intrusion des Israélites en Roumanie, nous constatons non seulement qu'ils n'ont jamais été naturalisés, mais que l'État roumain n'a jamais cessé d'une part de proclamer leur extranéité et d'une autre part de prendre des mesures pour arrêter leur invasion. Nous disions également plus haut, que la volonté de l'individu n'est pas suffisante pour qu'il puisse acquérir une nouvelle nationalité et que le consentement de l'État naturalisant est indispensable pour parfaire le contrat. Or, lorsque cette volonté loin d'apparaître affirmative dans ledit acte se refuse obstinément et apparaît dans mille autres actes et circonstances comme contraire même à cette convention, la non-existence de cette convention peut elle faire même l'ombre d'un doute ?

Quelle est donc la situation de ces individus ayant perdu leur nationalité d'origine sans en acquérir une nouvelle ? Ils sont sans doute dans la situation connue en droit in-

ternational sous le nom de *heimathlosat*, ce sont des *heimathlosen*, des sans-patrie.

Cet état anormal, de nature à provoquer toute une longue série d'inconvénients, est de l'avis unanime des auteurs, une vraie plaie sociale. Cependant qui faut-il en rendre responsable ? Dans l'espèce est-on fondé d'en accuser la Roumanie alors que loin de la provoquer elle n'a jamais arrêté de prendre toutes les mesures imaginaires, précisément pour empêcher cette situation de se produire ?

Au contraire, dans les différentes législations étrangères, nous rencontrons des textes édictant à titre de peine, — généralement méritée du reste, — la dénaturalisation. Or, quelle est la situation faite aux individus frappés de cette peine ? Précisément celle des Israélites de Roumanie, ils deviennent des *heimathlosen* (1). Voilà des hypothèses qu'on serait réellement fondé à condamner et qui devraient disparaître des lois modernes comme inhumaines et injustifiables.

La situation des Israélites de Roumanie est identique à celle de leurs correligionnaires d'Angleterre d'avant 1860.

« Depuis plus de cent ans, écrivait jadis M. Graetz,
« nous constatons que des Juifs en grand nombre se sont
« introduits dans le royaume sans qu'on s'en aperçoive.
« Ils ont choisi de préférence les grandes villes et princi-
« palement Londres, et partout ils forment des centres
« isolés, ne se confondant jamais avec la masse d'indi-

(1) V. c. civ. français, art. 17, 30 et art. 1740 ; lois franç. du 26 juin 1883, du 11 février 1851, du 28 mai 1858 ; D. du 27 avril 1848 ; loi russe du 10 février 1864 ; c. civ. italien, espagnol, hollandais, etc. V. aussi Maurice Janot, *De la perte de la nationalité*, Paris, Rousseau, 1898, ainsi que le D. du 7 octobre 1871 dans Dalloz, 71, 4, 165.

» gènes... *Aucune loi spéciale n'étant venue leur con-*
» *férer la cité, ils ont toujours et sans exception été traités*
» *comme étrangers...*, etc. » (1).

Avant de clore ce chapitre, il convient d'examiner la question de savoir si une ou plusieurs puissances peuvent licitement imposer à la Roumanie, au mépris de ses intérêts vitaux, d'accorder la naturalisation collective aux Israélites établis sur son sol en fraude des lois et des règlements en vigueur.

Lorsqu'aucun droit n'a été violé, car la violence n'est en aucun cas justifiable, une pareille intervention est plus qu'illicite, elle constitue un attentat à la souveraineté du pays.

La nationalité étant une question intéressant l'existence de l'Etat, l'Etat seul grâce à sa souveraineté peut la conférer. Or, l'Etat, seul dépositaire du pouvoir souverain, ne saurait en conférer l'exercice ni aux individus en particulier, ni aux puissances étrangères. Exiger cela de l'Etat c'est lui demander de se départir d'une partie de sa souveraineté, c'est y porter en un mot une grave atteinte.

Suivant *Grotius* « La puissance souveraine, c'est celle » dont les actes sont indépendants de tout autre pouvoir » supérieur, en sorte qu'ils ne peuvent être annulés par » aucune autre volonté humaine » (2).

« La souveraineté — dit *Pascale Fiore* — c'est le droit » de s'organiser, de concentrer le développement des » forces en vue de l'unité du but, d'écarter tous les obsta-

(1) *Graetz, Geschichte der englischen Juden*, Breslau, 1859, p. 49.

(2) *Le droit de la guerre et de la paix* (trad. Barbeyrac), Bâle, 1746, I, ch. 3, § 8.

» cles internes et de pourvoir à la conservation aussi bien
» qu'au perfectionnement des forces » (1).

Est pouvoir souverain en un mot celui qui commande
et n'est pas commandé, le charbonnier qui est maître
chez lui (2).

Le contenu de l'idée de souveraineté s'analyse par le
droit de l'Etat : 1° de rédiger lui-même sa constitution ;

2° De légiférer en ce qui concerne son peuple et son ter-
ritoire, indépendamment de toute force extérieure coerci-
tive ;

3° Par le droit de libre nomination aux emplois publics ;

4° Par le droit de se gouverner et de s'administrer soi-
même ; et 5° par celui de choisir et d'accréditer des man-
dataires le représentant auprès des autres Etats (3).

Tant qu'un Etat ne réunit pas ces qualités, il n'est pas
souverain et vice versa vouloir lui en enlever, ne fut-ce
qu'une parcelle, c'est attenter à sa souveraineté.

Cependant, ajoutons-le tout de suite pour qu'on ne se
méprenne pas sur le sens de nos paroles, ces droits ne
justifient pas certaines mesures condamnées par la haute
morale et les principes les plus élémentaires de l'humani-
té. La souveraineté basée sur le droit ne saurait violer

(1) P. Fiore, *Droit int. publ.* (Trad. Pradier-Fodéré), Paris, 1868, I, 133.

(2) F. Larnaude, à son cours, *passim*.

(3) Vattel, *op. cit.*, p. 74 et suiv.

Hautefeuille, *Des droits et des devoirs des neutres*, I, 108 et suiv.

Klüber, *op. cit.*, § 51.

Wheaton, *op. cit.*, ch. I, §§ 12 et 14.

Bluntschli, *op. cit.*, *passim*.

Pradier-Fodéré, *Traité de dr. internat. public*, II, n° 772, p. 329 et s.

Bry, *Précis de droit int. priv.*, Paris, Larose, 1901, n° 79.

Bonfils, *op. cit.*, n° 254 et suiv.

précisément le droit et engendrer forcément l'arbitraire.

Un des droits les plus essentiels de l'Etat est celui de veiller à sa propre conservation ; or, lorsqu'un État étranger ou certains individus menacent son existence dans ses éléments vitaux, il peut puiser dans son droit de souveraineté le moyen de les écarter.

En conséquence nous pouvons affirmer :

1° Que la naturalisation est réglée par le droit public interne de chaque Etat ; que la loi de cet Etat étant seule à même de bien connaître les conditions spéciales qui lui sont particulières, doit seule intervenir pour l'octroyer ;

2° Que la naturalisation — mesure de pure faveur — doit être faite de bonne foi et accordée par l'Etat sous les formes et les conditions qu'il estime nécessaires ;

3° Que l'Etat peut y attacher les droits et les obligations qu'il juge à propos d'y attacher (1) ;

4° Que les Israélites de Roumanie, étrangers d'origine n'ayant jamais été naturalisés Roumains sont et demeurent étrangers tant que le gouvernement de ce pays n'estime pas prudent de leur conférer la naturalisation.

La question de la naturalisation, du reste, ne doit pas être tranchée de la même manière pour tous les pays. « Il y a là une question qui ne peut être résolue qu'en tenant compte des circonstances particulières propres à chaque pays » (2). Tel principe donnant en France, en Allemagne ou ailleurs des résultats merveilleux, peut dans tel autre pays compromettre plus que l'avenir de l'Etat, son existence même.

(1) V. l'Ordonn. de Louis XVIII, du 4 juin 1814, art. 1 ; Constit. Belge, art. 4 et 5 et Loi belge du 27 septembre 1835.

(2) Lahovary, *op. cit.*, p. 10.

CHAPITRE III

Les Principautés et les Israélites sous l'ancien régime.

§ 1

Ainsi que nous le laissions déjà entrevoir dans les chapitres précédents, les Israélites de Roumanie furent sous l'ancien régime l'objet de maintes mesures d'exception édictées en vue d'empêcher leur immigration et d'obliger ceux qui avaient déjà pris pied dans la principauté à quitter le sol moldave.

Rien ne parvint cependant à arrêter cette conquête lente et sournoise qui prenait l'aspect d'une vraie calamité publique. D'ailleurs il faut bien reconnaître qu'arrêter leur marche en avant était aussi, besogne de beaucoup au-dessus des forces de la Moldavie d'antan, car l'exode des Israélites polonais était dû à maintes causes économiques profondes inhérentes à la nature humaine et qu'une simple mesure administrative était vraiment impuissante à enrayer.

De même qu'en physique, on peut également formuler

en matière d'économie sociale, une théorie des vases communicants : lorsque dans un pays les conditions de travail sont supérieures à celles des États voisins, les travailleurs de ces États les quittent pour porter leur utilité dans le premier, et tendent par cela à y ramener les salaires et le bien-être au même niveau que dans leur pays d'origine.

En Galicie, en Bukovine, dans la Pologne russe, les conditions de la vie deviennent de plus en plus difficiles, la misère y est augmentée et accélérée par des mesures vexatoires de tout ordre, le knout et la cravache des officiers russes et autrichiens apparaissent aux regards épouvantés des Israélites comme symbole du service militaire, l'existence y devient vraiment insupportable, cependant que là-bas, dans les pays roumains, le peuple est tolérant et bon, le pays est riche, tout est à faire et à exploiter ; le savoir seul et la main-d'œuvre y font défaut. Aussi le plan de conquête est vite combiné, arrêté et mis en œuvre, nous avons vu comment.

Il n'était d'ailleurs que trop facile à exécuter. Le pays n'était pas encore réveillé, il sommeillait toujours sous le poids de ce lourd sommeil qui est de l'engourdissement, où l'avait plongé de longues années de souffrances. Ah ! le pauvre pays roumain ! Il n'est pas de pays au monde si ce n'est la Russie, où le paysan, l'âme du pays, l'enfant de la terre, ait été en butte à de telles souffrances. Ce furent d'abord les barbares : les Huns, les Hongrois, les Gépides, les Cumains..., que sais-je, mille peuples hantés d'un rêve sanguinaire et farouche, s'en allant à la conquête du vieux monde et que l'Occident ne connut que fatigués et quelque peu apprivoisés. Puis ce furent de

longues années d'interminables luttes, de guerres sans trêve et sans merci contre le czar moskovite, contre le sublime croissant, contre les très apostoliques Habsbourg, contre tous ces colosses dont les yeux brillèrent plus d'une fois en proie à de sauvages appétits... Ah ! l'histoire roumaine n'est qu'une longue et merveilleuse épopée ! Puis ce fut cette grande page de deuil, — les Phanariotes, — ces mercantis improvisés princes, n'ayant pour tout idéal que l'or et n'ayant pour tout rêve que celui de s'enrichir. Et si le paysan souffre, et si le pays saigne, qu'importe, la vie est courte, le prince est étranger, et demain peut-être, le petit ruban noir s'abattera sur son épaule... de l'or, de l'or !...

Ce sont sept siècles de larmes qui ont imprimé au regard roumain cette ineffable tristesse, ce sont sept siècles de douleur qui ont mis ce scepticisme dans la mentalité roumaine, dans l'âme du Roumain un tel renoncement et dans ses chants une telle mélancolie. Des siècles et des siècles encore viendront blanchir de vieillesse la terre, et le Roumain se souviendra de sa misère d'antan, et restera toujours le pauvre diable mélancolique et rêveur, insouciant du lendemain, « dont Dieu seul est le maître ».

Tel est le pays et tels sont les hommes ; les Israélites n'eurent pas de peine à s'en rendre maîtres.

Aussitôt en Moldavie, le mot d'ordre fut « sus à la concurrence autochtone » ; et le commerçant et l'artisan roumains disparurent. Et pour cause. La Roumanie était mal préparée à la lutte économique. Le paysan exaspéré de se voir continuellement dépouillé de son bien, renonce à s'enrichir. Il renonce à l'épargne devenue inutile et se contente de vivoter, travaillant juste de quoi vivre, au

jour le jour. Le *Woyard*, à son tour, assez riche, parfois très riche même, ne possède pas d'argent liquide. Sa fortune consiste en biens-fonds, en bétails, en tziganes, mais pas en monnaie disponible. Le capital national fait donc complètement défaut, car il s'en va tout à l'étranger par le canal du prince et du clan phanariote qui forme sa cour.

Le commerçant et l'artisan israélites rompus aux affaires, possèdent un outillage perfectionné, ils sont habitués aux ruses du métier, connaissent le jeu du commerce et savent où s'adresser pour obtenir et capitaux et crédits ; leurs concurrents roumains sont au contraire inexpérimentés, sans capitaux et ce qui est plus grave, sans crédit, tandis que les commerçants israélites, grâce à cette merveilleuse solidarité qui est le propre de leur race, sont facilement crédités sur les marchés de Wilna, de Cracovie, de Leipzig et de Vienne. Parfois à l'instar des *trustmanns* modernes ils savent réaliser de fortes concentrations qui font diminuer les prix de revient ; et lorsque par hasard ces moyens ne paraissent pas assez énergiques pour éliminer du marché toute concurrence roumaine, au moyen du système des cartels, ils parviennent à évincer facilement les derniers entêtés qui s'obstinent à se cramponner à leur pauvre boutique.

Aussitôt éliminé, l'indigène est tenu soigneusement à l'écart du marché. L'Israélite lui refuse tout moyen de s'instruire, lui refuse jusqu'à l'entrée de ses ateliers et magasins comme commis, apprenti ou vendeur.

Voici du reste, un rapport adressé en 1838 par le Ministre des finances de Moldavie au Conseil administratif, document d'une rare et indiscutable éloquence (1).

(1) Cité par Vérax, *op. cit.*, p. 99 et 100.

« Le Département des Finances a référé au Conseil au
« sujet des plaintes continuelles qu'il reçoit, tant de la
« part des corporations que de celle du grand prévôt.
« Les rapports de celui-ci exposent le préjudice qui leur
« est causé par les sujets étrangers et les Juifs. Ces der-
« niers ayant entrepris tous les genres de commerce et
« tous les métiers, absorbent la totalité des bénéfices et
« tirent profit de la faculté qu'ils ont d'exercer ces com-
« merces ainsi que les métiers sans être obligés de pren-
« dre leur part des charges établies en faveur des corpo-
« rations. Il commencent même à présent à empiéter sur
« les droits des chrétiens. *C'est ainsi que, lorsque les*
« *tailleurs chrétiens, voyant leur clientèle disparaître*
« *après l'adoption du costume européen, voulurent*
« *apprendre la manière de confectionner des habits*
« *européens, les Juifs ne voulurent jamais les recevoir*
« *dans leurs ateliers.* Ce cas est loin d'être le seul de ce
« genre. Le Ministère des Finances ajoute que si on con-
« tinue à tolérer cet abus, il n'y aura pas moyen, ainsi
« que l'assurent les rapports du grand prévôt, d'éviter la
« ruine complète des corporations... »

Rien ne parvint cependant à empêcher cet accaparement du commerce et de l'industrie roumaine, ce qu'il est facile de constater sur le présent tableau statistique accusant l'accroissement du nombre des commerçants et artisans israélites de 1831 à 1860.

Années	NOMBRE TOTAL DES ARTISANS et des commerçants	
	Israélites	Chrétiens
1831	1897	2540
1839	4528	1988 (1)
1846	6178	2304 (1)
1860	6933	1962 (1)

Sur le dernier chiffre de 1962 commerçants et artisans chrétiens il est important de remarquer que seuls 1193 sont Roumains, l'excédent de 769 étant composé de sujets étrangers et de tziganes; soit une proportion de 78 % Israélites, 8,2 % étrangers et tziganes et 13,8 % à peine roumains.

Mais lorsque cet accaparement menace de s'étendre aussi dans les bourgs et les villages, lorsque les Israélites en important dans le pays l'alcoolisme menace de ruiner à son tour le paysan physiquement, moralement et matériellement, les gouvernements de Bucarest et de Iassy abandonnent cette attitude légendaire de tolérance et de mansuétude et leur décochent quelques flèches, mais malheureusement trop hésitantes et trop craintives pour atteindre le but.

En 1804 le prince Moruzi leur défend l'achat des produits agricoles à venir. Cette mesure paraît avoir donné des résultats plutôt médiocres, car nous voyons peu de temps après ce même prince publier un arrêté leur inter-

(1) Y compris quelques centaines de sujets étrangers et tziganes, cité par Verax, *op. cit.*, p. 187.

disant d'affermir des terres ; c'était en un mot expulser les Israélites de tous les villages.

En 1817 le code Kalimaky interdit aux Israélites aussi bien qu'aux Arméniens (et cela prouve suffisamment que la politique roumaine ne s'est jamais préoccupée des croyances religieuses), d'acquérir des immeubles ruraux (*moșii*) ; « Les Juifs cependant, dit le texte, pourront acheter des « maisons (dans les villes) et des boutiques (*dughene*) » (1).

Il y a cependant lieu de croire que ces mesures sont restées lettres-mortes puisqu'en 1827, nous voyons sur la réclamation de 66 boyards moldaves présidés par le Métropolitain de Iassy, Benjamin, le prince Jean Sandu Sturdza remettant lesdites mesures en vigueur (2). Ces prohibitions sont maintenues aussi par les règlements organiques (art. 50). L'art. 54 de ces règlements autorise les enfants israélites à fréquenter les écoles publiques à condition de porter le même costume que les autres élèves. L'art. 94 ordonne une enquête sur les moyens d'existence de chaque individu, afin d'expulser tout étranger n'offrant pas assez de garanties, vivant d'expédients et constituant un danger permanent pour la tranquillité de l'Etat. L'annexe X en traitant de la naturalisation, la rend accessible aux seuls chrétiens de rite orthodoxe ; l'art. 379 du règlement valaque plus libéral la permet à tout chrétien de quel rite qu'il soit.

En 1844 Michel Sturdza fait voter à l'assemblée générale de Moldavie une loi interdisant aux Israélites le commerce des boissons spiritueuses dans les villages

(1) V. C. Calimaky, art. 1430 et 1431.

(2) Panu, *Campanie contra Terei*, Bucarest, 1902, p. 43.

(art. 1). En même temps ayant constaté que cette simple mesure aurait été appelée à renforcer la collection des précautions inutiles tant que ces individus n'auraient pas quitter les villages, la même loi leur défend catégoriquement tout séjour dans les bourgs, les villages et les hameaux. En outre par la même disposition il est interdit désormais à tout cabaretier de vendre à crédit (art. 2), il est fixé un taux maximum d'intérêt, il est défendu de vendre les récoltes futures des terres, le tout, sous peine de fortes amendes au profit des caisses d'assistance publique. Ensuite par l'art. 3 de la présente loi il est accordé à tous les individus tombant sous le coup de cette loi un délai maximum de trois mois francs pour quitter les villages. (1)

En 1849 le Ministre de l'Intérieur ayant constaté qu'à l'encontre et en fraude de la loi précédente les Israélites s'obstinent à demeurer dans les villages et à débiter des boissons spiritueuses, enjoint aux autorités administratives de les expulser dans les 15 jours suivants.

Et lorsque même ces mesures apparurent aux yeux effrayés du prince, comme étant incapables d'enrayer l'immigration devenue de plus en plus forte, il édicta la peine de mort contre les vagabonds de toute nationalité et de toute religion. Ces dispositions furent paraît-il de nature à diminuer quelque peu le nombre des immigrants. Mais sous le règne suivant, (Grégoire Ghitica, 1850) aussitôt que le gouvernement semble manquer de l'énergie nécessaire pour appliquer les mesures édictées par le

(1) *Manualul administrativ al Principatului Moldovei*, pages 380-408 et *Monitorul oficial et Romaniei din 1879*, page 6635.

gouvernement prévoyant de Sturdza, le flot envahisseur s'abat de nouveau sur le pays et en moins de vingt ans, le nombre des Israélites a plus que doublé. (1)

Mais voici le moment venu d'examiner l'attitude du gouvernement autrichien durant toute cette lutte étrange douloureuse et inévitable.

Un des rêves les plus chers de la politique autrichienne a de tout temps été de pousser les frontières de l'Empire, au Sud jusqu'au Danube et à l'Est jusqu'au Dniester et la Mer Noire. Au XIX^e siècle, ce rêve devient pour elle une vraie obsession, et avouons le, il s'en est fallu de bien peu de chose pour qu'il se change en réalité. L'hypothèse d'une conquête militaire, offrait de tels inconvénients que le cabinet de Vienne s'empressa de l'écarter. Il en restait un seul moyen, celui de la conquête lente et pacifique sur le terrain économique. Les idées des politiciens se trouvèrent être celles des économistes, et comme en Autriche "le savant" est autrement considéré que dans certains pays latins, on s'attacha à appliquer les principes d'un groupe de professeurs viennois et notamment ceux du savant professeur Stein. Voici en quelques mots le plan dudit économiste :

- 1^o Acheter les richesses minières de la Roumanie ;
- 2^o Obtenir la concession exclusive de la navigation sur le Danube ;
- 3^o Obtenir la concession des postes et des télégraphes roumains ;
- 4^o Accaparer le commerce, l'industrie, et partant toute la finance roumaine (2).

(1) V^e. aussi Xenopol, *op. cit.*, VI, p. 439.

(2) *Ibid.*, *ibid.*,

Les émigrants israélites leur apparurent alors comme étant des agents merveilleux, capables de réaliser en tous points ces aspirations politiques. Aussi les autorités autrichiennes favorisèrent de toutes leurs forces l'immigration israélite en Roumanie, leur témoignèrent une sympathie vraiment quelque peu soudaine et le Consul autrichien de Jassy ne compte en 1844 pas moins de 200.000 protégés (1). Cette situation donnait lieu aux abus les plus révoltants, étant donné que les Consuls entendaient exercer leur juridiction consulaire en vertu des capitulations conclues avec le gouvernement ottoman. En 1830 pour mettre un terme à ces abus, le règlement organique institua des commissions spéciales ayant pour but d'examiner les titres de protection de chaque individu établi dans les principautés et de rendre toute personne jouissant abusivement d'une protection étrangère, à ses juges naturels. Mais les Consuls étrangers y opposèrent une telle résistance, les gouvernements moldo-valaque y rencontrèrent un si mauvais vouloir, que force leur fut de baisser la tête et de renoncer à l'application de ces dispositions qui auraient sans doute donné d'excellents résultats.

§ 2

Dans l'ancien droit roumain la question de la naturalisation était régie par la coutume (*obiceiul pământului*) qui se montrait particulièrement favorable aux chrétiens orthodoxes. Ces derniers par l'identité de leur religion

(1) V. aussi F. Rey, *op. cit.*, p. 8.

(*aceleas neam*) apparaissaient aux yeux du législateur coutumier comme plus faciles à être assimilés aux Roumains que les étrangers musulmans, israélites, voire même catholiques.

Aussi pour devenir Roumain il fallait : 1° devenir orthodoxe ; 2° parler le roumain ; 3° épouser la fille d'un boyard roumain.

Le code Calimaky ne fait qu'enjoliver cette ancienne coutume, de certains termes juridiques. Le § 47 pose avant tout comme principe, qu'il ne sera pas fait de différence entre les étrangers selon leurs croyances religieuses. Cependant pour devenir Roumain la loi exige le mariage du postulant avec la fille d'un boyard roumain. Or, le § 41 ayant défendu aux nationaux de contracter mariage avec des étrangers de rite ou de religion différente, les Israélites sous l'empire de cette loi ne peuvent pas obtenir la naturalisation (1).

Le chapitre XIV, § 2 du code Caradzea (Valachie) n'est que la répétition du texte précédent.

Le règlement organique de 1832 maintient cette exclusion à l'égard des non chrétiens, mais accorde en revanche la possibilité de se faire naturaliser roumain, à tous les chrétiens sans différences de rite. L'article 379 du règlement décide en même temps que la naturalisation sera accordée par le Prince sur la décision motivée de l'assemblée générale du pays.

On a prétendu que la même Constitution avait institué à côté de cette *grande naturalisation* une seconde, une *petite naturalisation*. Il n'en est rien. Voici du reste d'où vient cette confusion. Quoique en pratique les étrangers pouvaient

(1) V. Nicolau, *op. cit.*, p. 18 et suiv.

exercer librement le commerce et l'industrie, virtuellement la loi et les coutumes roumaines défendaient aux étrangers cet exercice si ce n'est celui du commerce en gros. Le règlement de 1832, afin de répondre au vœu des intéressés proclame la liberté du commerce et de l'industrie, bien plus autorise tout membre d'une corporation, et point n'est besoin d'avoir pour cela obtenu la naturalisation, d'acquérir des biens-fonds, à condition d'acquitter les mêmes impôts que les Roumains et de se soumettre aux lois du pays, mais ceci, répétons le, n'est nullement une « petite naturalisation » ainsi qu'on l'a soutenu.

Mais à l'horizon point une aube nouvelle. Et c'est le jour du réveil, des gestes beaux, des paroles sublimes, c'est 1848 !. Un vent de liberté souffle sur les principautés sœurs, vent qui vient de là-bas, peut-être de France, vent qui fait battre les cœurs, briller les yeux, vent qui fait sonner le buccin et partir les canons. L'occident étonné applaudit frénétiquement. Et voilà que tout là-bas du fond des Carpathes la voix du vieux barde s'élève merveilleuse et sonore : « Réveillez-vous Roumains ... ! ». Et le Roumain encore engourdi ouvre tout grands les yeux, regarde et ne veut croire, puis se levant de toute sa haute stature pousse un formidable cri de joie, de vie et de liberté. L'occident applaudit frénétiquement.

Or, par un jour de si grande allégresse l'Israélite ne fut pas oublié, il eut aussi sa part de joie car ce grand enfant de Roumain avait dit « et désormais chez moi tous, vous « serez tous libres ! ». Ah ! que l'élan fut beau et merveilleux le geste ! Mais ce que l'enfant prodigue avait jeté en touffe aux quatre vents c'était son cœur, c'était son âme, c'était sa vie. Aussi les sages de l'époque coururent après,

les ramassèrent en hâte et les vinrent mettre à l'abri de nouvelles folies. La condition des Israélites demeure comme par le passé.

A la suite de la guerre de Crimée, une conférence internationale se réunit en 1856 à Constantinople. Les plénipotentiaires des puissances y signèrent un protocole dont voici les articles intéressant notre sujet.

ART. XIII. — « Tous les cultes et ceux qui les professent
« jouiront d'une égale liberté et d'une protection égale
« dans les principautés. »

ART. XV. — « Les étrangers pourront posséder des
« biens-fonds en Moldavie et en Valachie en acquittant
« les mêmes charges que les indigènes et en se soumet-
« tant aux lois. »

ART. XVIII. — « Toutes les classes de la population,
« sans aucune distinction de naissance ni de culte, joui-
« ront de l'égalité des droits civils et particulièrement du
« droit de propriété dans toutes les formes ; mais l'exer-
« cice des droits politiques sera suspendu pour les indi-
« gènes placés sous une protection étrangère. »

La Convention de Paris du 19 août 1858 croit cependant bon de ne pas maintenir les dispositions de plus haut dans toute leur intégralité. L'art. 46 accorde à tous les habitants *chrétiens* de la Moldavie et de la Valachie, sans distinction de rite, la jouissance de tous les droits civils et politiques.

En conséquence, tandis que par cette disposition, les Arméniens devenaient *ipso facto* Roumains, les Israélites conservaient leur condition antérieure. Un simple vœu est émis à la fin de cet article 46, ayant l'air de les viser spécialement : «..... la jouissance de ces droits POURRA

« être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. »

En 1862, le grand rêve ayant caressé pendant des siècles l'imagination des patriotes roumains est enfin réalisé. Les deux principautés sœurs s'enlacent dans une tendre et éternelle étreinte et la Roumanie moderne vient de surgir inattendue et radieuse à la place des petites principautés frêles et impuissantes.

Quoique très éclairé le gouvernement du premier Prince des principautés-unies, préoccupé par tout un essaim de questions politiques, par tout un Etat presque à fonder, se voit obligé de lâcher en quelque sorte les brides de la surveillance exercée sur les Israélites de Moldavie. Et ceux-ci d'en profiter ; en un clin d'œil la campagne est toute entière envahie « comme au bon temps » par une vraie armée de cabaretiers, de colporteurs et d'intermédiaires israélites.

Le règne du Prince Couza est une interminable théorie de réformes. C'est à ce moment que le pays fut doté d'une armée, d'une magistrature et d'une législation en rapport avec l'époque.

C'est à ce moment donc qu'interviennent aussi les lois réglant la condition des étrangers et plus spécialement celle des Israélites. La loi du 31 mars 1864 traite entre autres aussi de cette matière. Elle confère tout d'abord la cité à ceux de ces étrangers que certains auteurs ont cru voir jouir d'une « petite naturalisation ». Les Israélites à leur tour ne furent pas oubliés. L'article 26 s'en occupe tout spécialement. « Les Israélites indigènes — dit cet article — jusqu'à ce qu'ils aient prouvé qu'ils ont les sentiments et les mœurs des Roumains et jusqu'à la modification de la présente loi, ne pourront exercer

« les droits communaux qu'aux conditions suivantes : »

« a) si ayant servi dans l'armée roumaine ils ont obtenu
« le grade de sous-officier » ;

« b) S'ils ont achevé les cours d'un collège ou d'une
« faculté de Roumanie » ;

« c) Si ayant suivi régulièrement les cours d'une faculté
« étrangère ils ont obtenu le titre de licencié ou de docteur
« dans quelque spécialité que ce soit, mais pourvu que le
« diplôme soit reconnu valable par le gouvernement rou-
« main » ;

« d) S'ils ont fondé en Roumanie une fabrique ou une
« manufacture utile au pays et occupant au moins 50
« ouvriers » (1).

Le libéralisme de ce règne est loin de s'arrêter là. Le 19 août de la même année les étrangers chrétiens obtiennent le droit d'acquérir des immeubles ruraux à condition que la réciprocité soit prouvée dans le pays de l'étranger acquéreur et qu'il ait son domicile en Roumanie.

L'article 8 et 9 du code civil roumain promulgué en 1865 accorde la faculté de se faire naturaliser Roumain à tout étranger quel que soit sa nationalité d'origine ou sa religion. Voici le texte de cet article :

« ART. 8. — Tout individu, né et élevé en Roumanie
« jusqu'à sa majorité et qui n'aura jamais joui d'une
« protection étrangère pourra réclamer la qualité de
« Roumain dans l'année suivant sa majorité.

« ART. 9. — Ceux qui ne sont pas chrétiens ne peuvent

(1) V^o Aussi F. Rey, *op. cit.*, p. 9-10.

« obtenir la qualité et le droit de citoyen qu'aux conditions prescrites par l'article 16 du présent code. »

Or, pour obtenir la naturalisation roumaine, l'art. 16 exigeait une supplique adressée au Prince et déclarant : 1^o la profession et les capitaux desquels dispose le postulant ; 2^o la volonté de fixer son domicile en Roumanie.

La naturalisation était alors accordée par l'Assemblée législative, le Conseil d'Etat entendu. Le même article prévoit que le séjour légal de 10 ans peut être abrégé en cas de services importants rendus à l'Etat, si l'étranger y apporte des talents distingués ou bien s'il y introduit de grands établissements de commerce et d'industrie (1).

Mais durant tout ce temps merveilleux, tout ce temps historique où le Prince secondé par des gens rares et par d'inoubliables patriotes, consolidaient les assises du Royaume de demain, les Israélites avaient littéralement envahi les villages. C'est en vain que le gouvernement remet en 1861 en vigueur toutes les prohibitions tombées en désuétude, le mal pendant cette époque de renaissance ne fait qu'empirer. Aussi en 1866 une circulaire ministérielle (5 Février) invite les autorités administratives à appliquer avec la dernière sévérité les textes de lois et les ordonnances encore en vigueur, enfin de déloger des villages, une fois pour toutes, cette pléthore de cabaretiers et d'aubergistes qui exploitent les paysans et favorisent l'alcoolisme.

Enfin pour clore cette série de textes promulgués sous le règne du Prince Couza, il convient de rappeler la loi

(1) C. Nacu, *Comparatiune între Codul Civil român și Codul Napoleon*, Bucarest, Alcalay, p. 31 et suiv.

de 1868 sur le service militaire, reproduite et maintenue par la loi de 1876. Après avoir proclamé le principe que seuls les Roumains ou les naturalisés Roumains seront admis à servir dans l'armée, le texte impose cette obligation à tout individu qui, à l'époque de la conscription, ne pourra justifier d'aucune nationalité étrangère (1).

(1) V. toutes les autres lois et décrets encore en vigueur plus loin, chap. IV.

CHAPITRE IV

Leur condition sous le règne actuel.

§ 1

A l'avènement du Prince Carol, la nation comprit que l'œuvre déjà si fertile de Couza exécutée cependant quelque peu à la hâte, avait besoin d'être consolidée pour assurer l'avenir du pays. Dans ce but une assemblée constituante fut convoquée en 1866, afin de doter le pays d'une constitution. Malheureusement, certains événements fâcheux font une telle impression sur les membres de l'assemblée que l'article 7 de la constitution traitant de la naturalisation, fut conçu dans une pensée étroite, incompatible avec l'esprit de l'époque et vraiment fort peu diplomatique. Aussi, c'est bien à cet article 7 suivant lequel seuls « les étrangers de rite chrétien peuvent obtenir la naturalisation », que la Roumanie doit la tempête soulevée contre elle, et que la moitié d'un siècle ne parvint pas à apaiser.

Pendant tout ce temps là, les mesures de protection prises par les gouvernements antérieures contre les Israélites étant tombées à nouveau en désuétude, le Ministre de l'In-

térieur dans un ordre circulaire rappelle aux agents administratifs lesdites prohibitions et défenses : « Par l'article « 50 du règlement et la page 60 de la première collection « judiciaire pour la Moldavie, il est défendu légalement « aux Israélites d'affermir des propriétés ; par différentes « circulaires réitérées et par celle du 5 février 1866, des « dispositions sont également prises pour la Valachie pour « empêcher les Israélites de demeurer dans les communes « rurales, et de se faire entrepreneurs d'hôtels, de cabarets et d'affermir des propriétés. J'ai été informé que ces « dispositions ne s'exécutent pas partout avec exactitude. « Je vous invite donc à les faire observer ; faites en sorte « qu'elles soient exécutées dans toute leur vigueur » (1). On a accusé le Ministre auteur de cette circulaire de xénophobie et d'antisémitisme. Pour démontrer l'inanité de pareilles affirmations il suffit de rappeler qu'il lutta à Paris sur les barricades révolutionnaires (2), qu'il fut un des rédacteurs de la proclamation d'Islaz « émancipant » (sic) précisément ces Israélites, et qu'il fut même l'auteur du projet de 1866 conférant aux Israélites la possibilité de se faire naturaliser et qui donna lieu aux événements auxquels nous faisons plus haut allusion. On doit facilement comprendre quelle fut la gravité des motifs ayant déterminé ce ministre libéral à s'exprimer dans un langage si énergique.

Cependant, il paraît que les employés subalternes montrèrent un excès de zèle vraiment inédit ; et comme généralement le contact avec les agents de la force publi-

(1) V. aussi Desjardins, *op. cit.*, p. 17.

(2) *Nouveau Larousse illustré*, v^o Bratiano.

que est plutôt rude, des incidents regrettables eurent lieu qui furent, bien entendu, exagérés par l'imagination populaire. Le gouvernement roumain, du reste, réprima énergiquement tout abus. Les agents coupables furent destitués, mis en jugement et condamnés, et des secours furent envoyés aux victimes. Cependant, ces faits avaient causé une vive émotion en Occident. Une intervention diplomatique de la part des puissances fut décidée et les consuls firent des représentations auprès du cabinet de Bucarest. Le gouvernement roumain n'eut pas de peine à en dégager sa responsabilité, prouvant suffisamment sa bonne foi par les mesures prises contre les fonctionnaires coupables et par les secours et indemnités accordés aux victimes. Bien plus il déclara même que toute violence exercée contre les Israélites sera désormais punie avec la dernière rigueur (1). On ne pouvait pas en exiger davantage. D'ailleurs il n'est pas inutile d'ajouter que même au plus fort de l'agitation et au milieu des plus importantes échauffourées, *aucun Israélite* ne perdit la vie ; aucun de ces actes de vandalisme dont l'histoire universelle n'est que trop illustrée, ne se produisit, aucun de ces crimes, de ces viols, de ces exécutions sommaires tellement en usage dans certains Empires, n'eut lieu (2). Nous affirmons cela, afin que les consciences de ceux qui liront ces lignes n'en soient guère troublées.

Cette intervention étrangère fut de nature à produire une impression tout à fait inattendue sur les Israélites de

(1) V^o *Mémorial diplomatique* du 18 juin 1868 et le *Livre Jaune* du mois de janvier 1869, p. 90 et suiv.

(2) V^o Dagan. Les massacres de Kichineff, *Cah. de la quinzaine*, 1903.

Moldavie. Confiants dans cette protection internationale, au mépris de toutes les défenses contenues dans la législation roumaine, au mépris des agents administratifs qui s'opposaient de toutes leurs forces à leurs agissements, ils envahirent à nouveau les communes rurales au grand désespoir du gouvernement roumain.

C'est à ce moment et dans ces circonstances que les parlements adoptèrent un projet qui devint par la suite la loi sur la police rurale de 1868 et sur laquelle nous reviendrons, ainsi que celle du 28 mars 1873 ayant pour but de purifier à jamais les villages de ces cabaretiers et aubergistes dont nous verrons plus tard l'influence déplorable sur les paysans.

Nous croyons devoir dire quelques mots sur cette loi de 1873 sur laquelle nous n'aurons plus l'occasion de revenir. Afin d'enlever des mains israélites le commerce des boissons spiritueuses dont ils ne faisaient qu'un trop mauvais usage, cette loi prescrit qu'à l'avenir, pour exercer ce commerce, on devra se prémunir d'une permission spéciale délivrée par le Ministre du Commerce. Or, par l'article 8 de la même loi il est stipulé que les électeurs seuls pourront demander et obtenir une semblable permission. C'était écarter à jamais les Israélites du commerce de l'alcool, c'était porter en un mot un coup mortel au métier le plus cher, le plus lucratif et presque national des Israélites de Moldavie.

§ 2.

1877, année fatidique, date mémorable dans l'histoire universelle, où comme jadis dans le vieux conte popu-

laire, on vit l'enfant sauver d'un coup de fronde le vieillard accablés de malheurs, où l'on vit le Roumain à l'instar de ces beaux paladins d'antan, tirant gaillardement son épée et s'en allant guerroyer simplement, bravement, sans gestes ni paroles pour « la sainte cause de la chrétienté ». Aussi le Dieu des guerres ému de tant de vaillance et de jeunesse le fit vaincre ; l'enfant remporta la victoire et infligea, un sourire naïf aux lèvres, le coup de grâce au Sublime Croissant. Quelle en fut la récompense...!! Mon Dieu, il vaut mieux ne pas insister... ne pas s'en souvenir..., *sunt lacrimae rerum...*

A la suite du traité de San Stéphano les Puissances mandèrent des plénipotentiaires à Berlin afin de régler cette éternelle question, cette difficulté-phénix qu'on désigne généralement sous le nom de « la question de l'Orient ». Le Congrès s'y réunit en 1878. On traita de mille différentes choses, parmi lesquelles de l'indépendance des principautés. C'est ici que se place l'entrée en scène de cette vaste et riche association internationale qu'est l'« Alliance Israélite ». Cette puissante association dont nous ne voulons examiner ni le but, ni le plan de campagne, ni même les moyens dont elle usa dans la guerre qu'elle avait déclarée aux principautés, s'appliqua à faire arracher à la Roumanie par l'organe du Congrès, la naturalisation de tous les Israélites établis dans la principauté. Et combien il nous est pénible de constater que les plénipotentiaires ne se laissèrent que trop influencer.

C'est en vain que le seul membre du Congrès connaissant la question israélite sous son vrai jour, le prince Gortchakow, s'attacha à démontrer que cette question n'était pas une question religieuse, que les intérêts les

plus hauts de la jeune Principauté en dépendaient, « qu'il
« ne faut pas confondre les Israélites de Berlin, Paris,
« Londres ou Vienne, auxquels on ne saurait assurément
« refuser aucun droit politique ou civil, avec les Juifs de
« la Serbie, de la Roumanie et de quelques provinces
« russes qui sont un véritable fléau pour la population
« indigène (1) ». C'est en vain aussi, que le Cabinet de
Bucarest s'éleva énergiquement contre l'immixtion des
Puissances dans les affaires intérieures du pays, alors
qu'aucun droit n'avait été lésé, alors que la Roumanie
aurait été la seule à avoir à se plaindre des Israélites.
Sur la proposition des plénipotentiaires anglais et
français le Congrès adopta les articles 43 et 44 du traité,
conçus en ces termes :

ART. 43. « Les H. P. C. reconnaissent l'indépendance
« de la Roumanie, en la rattachant aux conditions expo-
« sées dans les deux articles suivants :

ART. 44. « En Roumanie, la distinction des croyances
« religieuses et des confessions ne pourra être opposée à
« personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité
« en ce qui concerne la jouissance des droits civils et poli-
« tiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et hon-
« neurs ou l'exercice des différentes professions et indus-
« tries dans quelque localité que ce soit.

« La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes
« seront assurées à tous les ressortissants de l'État rou-
« main, aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave
« ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des

(1) V° aussi F. Rey, *op. cit.*, p. 23., B. Lazare, Verax, Lahovary, etc.

« différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs
« chefs spirituels.

« Les nationaux de toutes les puissances, commerçants
« ou autres, seront traités en Roumanie, sans distinction
« de religion, sur le pied d'une parfaite égalité (1) ».

Il est incontestable que ce texte vise particulièrement les Israélites et qu'en l'adoptant les plénipotentiaires croyaient très sincèrement avoir enfin donné une solution à cette question qui n'avait que trop défrayé la conversation des chancelleries et des salons diplomatiques.

La Roumanie cependant ne pouvait se laisser exécuter aussi sommairement que cela « sans ombre ni forme de procès » ainsi qu'on l'a dit depuis. Accorder la naturalisation roumaine à plus de 300.000 Israélites par une seule mesure, collectivement, c'était ni plus ni moins, ainsi qu'on le verra plus loin, que signer l'arrêt de mort des Principautés. C'eût été vraiment trop injuste et trop immérité. Aussi force fut aux gouvernants Roumains de recourir à un subterfuge. Pour quiconque ignore les dessous du Congrès et la pensée intime de ses membres, l'article 44 semble vouloir dire : « Tous les Roumains, *mais les Roumains seuls*, à l'exclusion des étrangers, jouiront désormais de « tous les droits civils et politiques, quelles que soient « leurs croyances religieuses ».

Or les Israélites de Roumanie ne sont pas Roumains ; par conséquent, ces individus n'auront pas la jouissance des droits stipulés dans l'article 44. C'est un syllogisme

(1) V° les protocoles n° 8, 10 et 17 dans G.-F. de Martens, *Recueil général de Traités*, II^e série, tome III, p. 341 et suiv., 362 et suiv. et 431 et suiv.

simple mais parfait; et telle fut l'attitude que la Roumanie se vit obligée d'adopter. Elle se tint strictement à la lettre de la convention, fit semblant d'ignorer la pensée des plénipotentiaires et traita les Israélites à l'instar des autres étrangers. C'était juridique, habile et à vrai dire très justifiable.

Malgré cela, une grosse contradiction qui existait entre la législation du pays et le texte dudit article 44 devait nécessairement disparaître. C'était le fameux article 7 de la constitution de 1866 qui refusait la naturalisation roumaine à tout étranger non chrétien. Les parlements roumains se rendirent bien compte de l'imminence de cette réforme. Aussi, le 5 avril 1879 les Chambres décidaient qu'il y avait lieu de reviser la Constitution, et peu de temps après une Assemblée Constituante était réunie. Le 13/25 octobre 1879 l'article 7 de la Constitution reçut la nouvelle rédaction que voici :

Loi du 13/25 octobre 1879 portant modification de l'article 7 de la Constitution :

« La distinction des croyances religieuses et des confessions ne constituera point en Roumanie un obstacle à l'acquisition des droits civils et politiques ni à leur exercice.

« § 1. L'étranger, quelle que soit sa religion, et qu'il soit soumis ou non à une protection étrangère, pourra obtenir la naturalisation aux conditions suivantes: a) Il adressera au gouvernement une demande de naturalisation portant indication du capital qu'il possède, de la profession qu'il exerce et sa volonté d'établir son domicile en Roumanie;

« b) A dater de cette demande il élira domicile pendant

« dix ans dans le pays et prouvera par ses actes qu'il lui
« est utile.

« § 2. Pourront être dispensés du stage :

« a) Ceux qui auront introduit dans le pays des indus-
« tries, des inventions utiles, ou qui posséderont des ta-
« lents distingués, ou ceux qui auront fondés dans le pays
« de grands établissements de commerce et d'industrie ;

« b) Ceux qui, nés et élevés en Roumanie de parents y
« étant établis, n'ont jamais joui, non plus que leurs pa-
« rents d'une protection étrangère ;

« c) Ceux qui auront servi sous les drapeaux pendant la
« guerre de l'Indépendance, lesquels pourront être sur
« la proposition du gouvernement, naturalisés collective-
« ment par une seule loi.

« § 3. La naturalisation ne peut être accordée qu'indi-
« viduellement et en vertu d'une loi.

« § 4. Une loi spéciale déterminera le mode selon lequel
« les étrangers pourront établir leur domicile en Rouma-
« nie.

« § 5. Les Roumains ou les naturalisés roumains seuls,
« peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie.

« Les droits acquis seront respectés.

« Les conventions internationales déjà existantes res-
« tent en vigueur avec toutes leurs clauses et jusqu'à
« l'expiration de leur durée ».

Tel est cet article 7 trois fois illustre, qui a fait couler
un vrai flot d'encre et de bile, qui est encore en vigueur
et qui domine tout le sujet de cet ouvrage ; examinons en
de plus près les termes.

Le § 3 est sans doute un des points qui ont soulevé le
plus de difficultés au gouvernement roumain. Le fait, a-t-

on dit, d'accorder la naturalisation individuellement et non collectivement est en ce qui concerne les Israélites en contradiction flagrante avec la pensée du Congrès de Berlin. Cette assertion est assurément fondée : mais, ainsi que nous le disions plus haut, le gouvernement roumain crut pouvoir prendre à son tour à l'égard du Congrès la même attitude que celui-ci avait gardée envers lui lors de la signature de la Convention. Il fit semblant donc d'ignorer le fond de sa pensée et se tint à la lettre même de l'article 44, sauvegardant une fois de plus les intérêts de la nation et mettant de cette façon une fois de plus à l'abri, sûreté de l'État roumain qui semble avoir intéressé le Congrès plutôt médiocrement.

On a prétendu ensuite que cette disposition rend illusoire et inutile l'article tout entier, attendu que les Corps législatifs rejettent systématiquement toute demande de naturalisation. Pour démontrer la haute fantaisie de ces affirmations il suffit de répondre que sur trois demandes de naturalisation, 2,7 ont été généralement agréées. Il est vrai, que le nombre des demandes, donc celui des naturalisations, n'est guère considérable. Ce fait tient sans doute à plus d'une cause, de nature généralement religieuse ; il tient pour la plupart des cas aux mêmes causes qui en Algérie depuis le Sénatus-Consulte de 1865 jusqu'à la veille du Décret Crémieux, n'avait déterminé que 200 Israélites à demander la naturalisation française, et de 1865 à 1878 à peine 428 indigènes musulmans (1).

Examinons maintenant quelles sont les motifs qui déter-

(1) V^o *J. off.* du 22 mai 1874 et Despagne, *op. cit.*, p. 293.

minèrent le législateur roumain à conférer le droit d'octroyer la naturalisation au pouvoir législatif plutôt qu'au pouvoir exécutif.

L'article 7 de la Constitution roumaine n'a pas tort, à notre avis, d'avoir préféré le pouvoir législatif au pouvoir exécutif. En effet le droit de naturalisation est un de ces droits dont le législateur ne devrait jamais se dessaisir. La naturalisation est, — nous l'avons démontré plus haut, — essentiellement un acte de souveraineté. Or, dans les pays constitutionnels, le pouvoir souverain réside dans la nation, dont la manifestation suivant les Constitutions est soit la masse des électeurs assemblés en collège électoral, soit la masse du peuple réuni pour exercer son droit de *veto populaire* ou de *referendum*. Le corps électoral aussi bien que le législateur constitutionnel a témoigné de tout temps une sympathie bien plus marquée à l'égard du pouvoir législatif qu'à l'égard du pouvoir exécutif. Ainsi le peuple délègue un des droits les plus importants de souveraineté, le droit de légiférer au premier de ces pouvoirs, qui est le mandataire, le représentant le plus autorisé de sa souveraineté. (Certains auteurs poussent cette idée plus loin encore et prétendent que l'Assemblée législative représente la nation *en tout et pour tout* en vertu d'un mandat général). Jadis M. de Lamartine disait « Le pouvoir législatif est la tête, le pouvoir exécutif n'est que le bras ; la tête commande, le bras obéit... » Remarquons aussi la situation faite par la Constitution aux deux pouvoirs. Le Cabinet n'est-il pas une émanation de la majorité des Chambres ? Le pouvoir exécutif comme le simple individu, ne doit-il pas courber la tête devant la volonté des Parlements ?

Et pendant qu'elle accorde au pouvoir législatif une participation plus directe et plus vaste aux actes de souveraineté, au pouvoir exécutif elle ne réserve qu'une participation plus restreinte, plus déterminée. Chaque fois qu'il y a une attribution de la souveraineté à faire entre les divers pouvoirs de l'Etat, ne l'oublions pas, la part la plus large est faite au pouvoir législatif. C'est à ce pouvoir donc, qu'il convient à notre avis de conférer le droit d'accorder la naturalisation, et Valette, Leroux, Jules Favre, etc., n'en pensaient pas autrement.

« ... Donner à un autre pouvoir qu'à vous ce droit immense d'appeler des hommes à être tout-à-fait nos égaux ;
« de conférer ce grand titre de citoyen, que vous trouvez si
« grand avec juste raison et qui avant la révolution
« était accordé par le pouvoir législatif je ne puis le com-
« prendre... »

Ce sont là des paroles d'un rare intérêt et par leur contenu et par le nom de celui qui les proféra dans la séance du 28 novembre 1849 à la tribune de l'Assemblée Nationale de France et qui n'est autre que l'auteur du décret-loi de 1870, le Président de l'« Alliance Israélite », l'avocat Crémieux.

Du reste, ne perdons pas de vue que ceux mêmes qui soutenaient le contraire dans les débats de 1849 ne manquaient jamais de répondre aux reproches de l'opposition
« ... et puis n'oubliez pas que le pouvoir exécutif sera
« éclairé par le Conseil d'État, que l'avis même favorable
« de ce Conseil sera nécessaire..., que le Conseil d'État
« participe au pouvoir législatif de deux manières : 1°
« Par son origine, le Conseil d'État étant nommé par
« vous ; 2° par la nature de ses fonctions, puisque son

« intervention est exigée pour la préparation des lois ».

La loi française de 1849 ne fut votée que sur la considération de ces motifs (1). Or, en Roumanie cette institution faisant défaut, tout semble justifier la position adoptée par le législateur roumain.

Notre thèse est d'ailleurs celle de maintes législations étrangères.

En Angleterre le roi ne peut accorder qu'une naturalisation imparfaite, la *dénisation*; un acte spécial du Parlement doit intervenir pour accorder la grande naturalisation.

En Belgique où à côté de la grande existe aussi la petite naturalisation, la qualité de Belge est octroyée par les chambres (art. 6 de la loi du 6 août 1881).

Dans les Pays-Bas, au terme de la loi du 28 juillet 1850, c'est également une loi qui octroie la naturalisation.

Le Luxembourg par sa Constitution du 17 octobre 1868 et la loi du 28 janvier 1878, *le Danemark*, par la Constitution de 1866, articles 17 et 51, *l'Espagne*, *la Bolivie*, etc., ont également appliqué le principe que nous défendons plus haut.

On a objecté que les lois de naturalisation sont votées un peu à la diable, à l'instar des lois d'intérêt local, que la corruption est excessive, et que seule l'idée de mettre en mouvement le lourd appareil législatif pour se faire naturaliser, en paralyse les tentatives.

A la seconde objection nous répondrons qu'il est bien moins facile de corrompre une ou deux chambres législa-

(1) V^o les débats de cette loi dans le *Moniteur Universel* du jeudi 29 novembre 1849 et jours suivants.

tives que de corrompre un nombre restreint de fonctionnaires, voire même un ministre.

Quand aux deux autres objections — malheureusement, en partie fondées — nous répondrons que ces inconvénients ne justifieraient pas une mesure illogique et contraire à maints principes juridiques, à plus forte raison que le temps et les règlements peuvent toujours finir par en avoir raison.

Examinons maintenant la question de savoir à qui doit profiter la naturalisation, quels sont les individus qui vont profiter de cette mesure de faveur.

La naturalisation ne produit ses effets que dans l'avenir et certaines législations ne la font profiter qu'à celui qui l'obtient.

Aubry et Rau, partisans de ce système, justifient leur opinion dans les termes suivants : « La naturalisation c'est
« le résultat d'un contrat formé entre l'individu qui l'ob-
« tient et la nation qui l'adopte en considération de sa per-
« sonne et de l'accomplissement des conditions auxquelles
« il s'est personnellement soumis. C'est pourquoi les effets
« de la naturalisation sont essentiellement *personnels et*
« *incommunicables*, ils sont restreints à la personne à
« laquelle elle a été conférée » (1).

Cela paraît d'autant plus logique que ce n'est que l'application du vieil adage *res inter alios acta, aliis neque nocet, neque prodest*.

Cette idée pourtant, qui en principe semble tellement simple, n'a pas été sans soulever dans son application une foule de difficultés.

(1) Cité par Stoïcesco, *op. cit.*, p. 274.

Pour les enfants conçus ou à naître il est généralement admis qu'ils suivront la nouvelle condition de leur père. Mais *quid* des enfants mineurs et de la femme mariée ? « En bonne théorie — dit Despagnet — il semble bien que « la naturalisation doit être individuelle et non collective » (1) et par conséquent des mesures spéciales et individuelles doivent intervenir pour accorder la naturalisation aussi bien aux enfants mineurs qu'à la femme mariée, celle du chef de la famille ne devra pas leur profiter. Tel fut le point de vue de la loi française du 7 février 1851 (art. 2) et tel est encore celui adopté par le Portugal, la Russie, la Roumanie, la Turquie, etc.

En Roumanie la naturalisation du père ne profite pas aux enfants déjà nés, une jurisprudence constante honore ce principe. « La naturalisation — dit la cour de cassation de Bucarest — étant un droit personnel, elle n'étend « pas ses effets sur les enfants nés avant la naturalisation « de leur père » (2).

Ce principe d'un parfait esprit juridique ne saurait être appliqué sans provoquer toute une série d'inconvénients. Sans envisager l'hypothèse tragique des deux frères de nationalité involontairement différente, combattant en cas de guerre chacun du côté opposé, nous citerons le cas qui n'est que trop fréquent d'une succession ouverte au profit de deux frères, dont l'aîné, né avant la naturalisation de son père, par application du principe sus-énoncé est demeuré étranger. En Roumanie où la propriété rurale n'est pas accessible aux étrangers, pour peu que l'ensem-

(1) Despagnet, *op. cit.*, p. 284.

(2) Cass. Roum., II, n° 77 de 1893.

ble de la succession soit composé exclusivement de biens-fonds, l'enfant étranger sera déshérité au profit de son frère roumain. Hier encore les tribunaux roumains appliquaient ce principe dans toute sa rigueur (1).

Voilà donc une des conséquences les plus fâcheuses résultant de la stricte application de cette manière de voir, et il faut se garder de croire que c'en est la seule. Aussi la plupart des législations étrangères ont écarté ce principe absolu pour adopter une position intermédiaire. La loi française du 26 juin 1889 est le prototype de la majorité des législations actuelles. Suivant cette loi, les enfants mineurs dont le père a été naturalisé français, sont français de plein droit ; néanmoins ils pourront dans l'année qui suit celle de leur majorité décliner cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 3, § 4, C. Civ. Fr.

Quid juris de la femme du naturalisé ? Il a été généralement décidé que la naturalisation de son mari ne lui profiterait qu'autant qu'elle en fera la demande, et cette opinion a été brillamment soutenue par Valette, Aubry et Rau, Demante, Weaton, Weiss, etc. Tel est aussi notre avis. En effet, nous nous rangions tout à l'heure du côté de la naturalisation « de faveur » en ce qui concerne l'enfant mineur, et cela attendu que la volonté nécessaire pour la demander lui fait défaut. Tel n'est pas le cas de la femme mariée jouissant de toutes ses facultés et que le législateur n'a assimilée à l'incapable que pour donner un seul chef à la famille. Bien plus, on ne peut pas présumer de sa part, ainsi que le font certains auteurs, un

(1) V° entre autres, Buzéo, 12 avril 1896, dont il sera parlé plus bas.

consentement *in futurum* de suivre la condition de son mari, vu qu'au moment du mariage elle ne pouvait nullement prévoir cette situation. Il est sans doute à désirer l'unité de la nationalité dans la famille mais aussi gardons nous de tomber dans l'excès. Pour plus de clarté prenons un exemple. Supposons d'abord un pays où le divorce fait défaut. Supposons aussi un mari fantaisiste qui en dépit de la raison, sans aucun intérêt ou tout simplement pour satisfaire certains de ses caprices, pour devenir polygame par hypothèse, se fait naturaliser dans quelque pays musulman où cette pratique est encore en honneur.

Peut on astreindre la femme d'un tel personnage à suivre la condition de son mari, à quitter sa patrie, sa famille, ses intérêts et à assister stoïquement aux ébats de son époux permis par sa nouvelle qualité ? Par contre la formalité d'une demande expresse de naturalisation de la femme du naturalisé aurait l'avantage de n'offrir aucun inconvénient aux femmes vivant en bonne intelligence avec leurs maris, et de garantir en même temps celles dont les époux voudraient se faire naturaliser à l'étranger, à l'encontre de leur volonté ou bien même à leur insu. Cependant on doit, bien entendu, tenir compte de leur situation spéciale et leur accorder un traitement privilégié.

Il nous reste maintenant à considérer dans l'examen quelque peu sommaire de cet art. 7 de la Constitution roumaine, un point des plus importants et des plus critiqués aussi de la législation ; nous voulons parler du § V, de l'art. 7, qui régit encore la propriété rurale.

§ 2.

L'art. 7, § V, de la loi de la constitution porte que :
« *Les Roumains ou les naturalisés roumains seuls peuvent acquérir en Roumanie des immeubles ruraux* ».

C'est, suivant l'expression consacrée, faire du droit de propriété rurale un droit politique.

Ce texte est d'une importance capitale, étant donné qu'il est appelé à régir l'immense majorité du territoire roumain.

Nous nous sommes réservé au début de cette étude le droit de traiter plus longuement par la suite, de cet élément indispensable à l'existence d'un Etat qu'est le *territoire*. Nous croyons le moment venu d'examiner ce sujet de plus près.

Le *territoire* est un élément d'une telle importance à la vie d'une nation que de nos jours on est tenté de se demander s'il n'est pas plus important encore que l'élément *population*. Nous voyons aujourd'hui, des légions de nationaux quitter leur patrie et s'en aller là-bas à l'autre bout du monde chercher une vie meilleure, pauvre humanité éternellement à l'affût du bonheur ! Or, nous assistons à cet exode lent et irrésistible qui diminue cependant l'Etat d'autant de ses membres, sans l'empêcher, sans protester, car dans nos lois il existe écrit en grosses lettres écarlates un principe saint et grand, celui de la liberté. L'importance du territoire semble autrement grande. Il suffit que la moindre parcelle de terre nationale soit menacée pour que les gouvernements fassent la guerre, pour que l'opinion publique soit alarmée ; et si une puissance ennemie parvient à s'emparer,

ne fût-ce que de quelques arpents de neige suivant l'expression de Voltaire, on s'en ressent pendant longtemps, on en déplore pendant de longues années la perte et de longues années ne parviennent pas à cicatriser la plaie demeurée béante dans le flanc de la Mère-Patrie.

Mais, abstraction faite de toute considération sentimentale, la perte de territoire a une portée politique et économique considérable. Toute perte de territoire national équivaut à une amputation diminuant l'organisme de l'Etat d'autant, et partant diminuant d'autant la force de résistance, la vitalité de l'Etat. Une population est facile à multiplier, à remplacer au besoin, un territoire ne s'obtient, ni se remplace avec la même facilité. Le territoire forme la base, le fondement de l'Etat personne du droit des gens. « Les « peuples nomades, dit Bluntschli, ne sont pas considérés « comme des Etats, parce qu'ils n'ont pas de domicile fixe « et de territoire propre » (1).

L'association la plus parfaite, la plus autonome et la mieux organisée, ne sera jamais « un Etat » tant qu'elle ne sera pas établie sur une parcelle de la planète, qui sera son territoire. Cet élément est chose si importante que plus un Etat en possède, plus il a de chances de vivre et de prospérer. Que de riches et puissantes républiques de jadis sont tombées dans l'historique oubli du temps ! Qu'en a-t-on fait de la magnifique Venise, la ville des Doges ? Où est-elle la puissante et glorieuse Florence ? Mon Dieu, elles s'en sont allées disparaître sous la poussière des siècles, des siècles implacables et irrévérencieux des splendeurs défuntes !

(1) Bluntschli, *Théorie générale de l'Etat*, p. 63.

Oui, il faut beaucoup, beaucoup de terres pour qu'un Etat soit fort, car plus un Etat est riche en biens-fonds, plus il a de chances que le bien-être y soit grand, l'activité économique de chacun pouvant s'exercer plus aisément. Or, plus le bien-être y sera grand, plus l'immigration augmentera, et partant la population même de l'Etat ; et nous savons que la force d'un Etat est dans la majorité des cas, en rapport direct avec ces deux éléments constitutifs. L'exemple le plus frappant destiné à confirmer cette thèse, est offert avant tout par la République des Etats-Unis.

En conséquence, l'importance de cet élément étant tellement considérable, nous concluons que l'Etat ne peut s'en désintéresser, bien plus qu'il est de son devoir de veiller à sa sûreté, d'y concentrer toute son attention et d'intervenir au moyen de sa souveraineté chaque fois, qu'il le jugera convenable.

Lors donc, que l'Etat a acquis la certitude que le fait d'accorder le droit de propriété immobilière aux étrangers est de nature à mettre son existence même en danger, en leur retirant cette capacité, l'Etat ne fait qu'user d'un de ses droits les plus incontestables : *de son droit de vivre.*

La doctrine n'est pas d'accord sur la nature du droit de l'Etat sur son territoire, certains écrivains y voyent un droit de propriété, certains autres un droit de souveraineté ; cependant tous les auteurs sont d'accord à admettre cette autorité exclusive de l'Etat. « Le premier élément « de la propriété d'un peuple — dit Pradier-Fodéré — est « la libre disposition de son territoire... Lorsqu'une « nation a dûment occupé une contrée, le droit de propriété qu'elle acquiert par là sur toutes les parties

« de ce sol, l'autorise à s'en servir à l'exclusion des
« étrangers » (1).

« Il appartient à la législation de chaque Etat — dit à
« son tour Bluntschli — de déterminer *si, et à quelles*
« *conditions* les étrangers peuvent acquérir des proprié-
« *tés foncières* dans le pays... » (2).

Ce n'est que par l'acte du 12 mai 1870 que le droit
d'acquérir des immeubles en Angleterre fut conféré aux
étrangers.

Cette prohibition, hier encore était en vigueur dans le
royaume scandinave. La même prohibition fut édictée en
Russie par l'ukaze impérial du 14/26 mai 1887 en ce qui
concerne les biens-fonds ruraux situés dans les provin-
ces avoisinant la frontière occidentale de l'Empire.

La loi du 3 mai 1887 défend aux étrangers d'acquérir
aux Etats-Unis des immeubles, à moins de déclarer dans
un certain délai l'intention de devenir citoyen de la Répu-
blique. L'acquisition des biens-fonds y est également
interdite aux sociétés dont plus de 20 0/0 du capital
appartient à des étrangers.

L'Etat d'Illinois défend à son tour (juin 1888) aux étran-
gers de posséder des immeubles, ce qui fait que l'étranger
ayant hérité d'une terre voit son bien confisqué, si dans
un délai de trois ans il ne l'a pas vendu ou s'il ne s'y est
pas fait naturaliser.

Les législations des Etats de New-York, de Wisconsin,

(1) Pradier-Fodéré, *op. cit.*, p. 101.

(2) Bluntschli, *Dr. International codifié*, n° 385.

V° dans le même sens, J. L. Klüber, *Droit des gens*, Paris, Durand,
1861, p. 171 et suiv.

de Minnesota etc., ne diffèrent que fort peu des précédentes.

Dans le Missouri, l'Alabama, le Vermont, la Caroline du Nord, le Mississippi, la Colombie, l'Arkansas, le Delaware, etc., le droit d'acquérir des biens-fonds par les étrangers est subordonné, ou bien à la condition que l'étranger devienne Américain dans un délai déterminé, ou bien à celle de ne pas s'en dessaisir au profit d'un tiers également étranger. (1)

La législation péruvienne par son art. 34, c. civ., porte que « L'acquisition d'immeubles et les conditions du commerce des étrangers dépendront des traités qui seront conclus avec les nations respectives, *ainsi que des lois et des règlements spéciaux* ». Or, ces lois et règlements spéciaux sont venus plus d'une fois entraver les points visés par ce texte.

Au Mexique il est d'usage de ne pas conférer aux étrangers l'autorisation nécessaire pour acquérir des terres situées à 5 lieues le long des côtes et à 20 lieues le long des frontières.

Une proposition dans le même sens a, du reste, été présentée aussi au parlement français le 11 décembre 1898.

En Roumanie sous l'ancien régime ainsi que depuis la plus haute antiquité, ce droit était attaché à la qualité de Roumain.

En 1764 le prince de Valachie, Stephane Michaël Rakovitza, ne fait que reproduire la formule consacrée par le droit coutumier et les lois antérieures dans un édit fameux où il est dit que : « Nul étranger si ce n'est le Moldave, ne

(1) Lawrence sur Wheaton, *op. cit.*, III, 91 et suiv.

pourra acquérir des immeubles ruraux (*mosie*), des maisons, des moulins, des boutiques ou tout autre immeuble. Ceux, cependant, qui ont réussi à s'en rendre acquéreur pourront les conserver..... etc.» (1)

Les mêmes prohibitions, quoique quelque peu mitigées à l'égard des étrangers chrétiens, sont maintenues par les codes de Caradzea et de Calimaky, renouvelées en 1827 par le prince Jean Sturdza (2) et conservées aussi bien par le règlement organique de 1831 que par les princes postérieurs.

A la suite de la révolution de 1848, la loi de 1849 lève en Valachie cette interdiction à l'égard des étrangers chrétiens, et plus tard le gouvernement de Couza étend cette mesure de faveur par la loi du 20 août 1864, aux deux principautés-unies.

Depuis 1879 cette incapacité frappe à nouveau tout étranger quelle que soit sa religion ou sa nationalité.

Il faut se garder de croire que cette restriction aux droits des étrangers fut dictée par le chauvinisme ou l'égoïsme excessif des Roumains. Le texte cité plus haut de l'art. 7 de la constitution n'est qu'une mesure dictée par le plus sincère souci de conservation.

Nous disions plus haut que de tout temps la Roumanie a été pauvre de capitaux liquides et disponibles; bien plus, les institutions de crédit aujourd'hui même très clair-semées, il y a à peine quelques années étaient complètement inconnues dans le pays. Les seuls possesseurs de capitaux étaient les Israélites en Moldavie, en Valachie

(1) Panu, *op. cit.*, p. 40 et Brézoianul, *op. cit.*, p. 145.

(2) *Ibid.*, *ibid.* p. 42.

les Grecs et les Arméniens. Pour peu qu'une mauvaise récolte survint et le paysan aussi bien que le propriétaire et le fermier roumains se trouvaient du jour au lendemain presque complétement ruinés. Aussi les capitaux israélites étaient disputés avec acharnement et obtenaient sur les marchés des prix exorbitants. Les taux de 20, 30 et même 100 % étaient d'un usage courant. On ne saurait faire de ce chef un crime aux Israélites, attendu que ces faits ne sont que la résultante logique du libre jeu de l'offre et de la demande; mais leurs manœuvres prenaient l'aspect d'une vraie spoliation par la suite. Ces prêts n'étaient consentis aux Roumains que sur l'engagement de remboursement à très brève échéance et de plus la créance était généralement privilégiée, avalisée, ou bien garantie par l'hypothèque de tous les biens immeubles du débiteur. La dette échue, le débiteur ne pouvant neuf fois sur dix, désintéresser son créancier, était obligé de contracter des engagements de plus en plus onéreux. L'Israélite faisait mine de patienter environ dix mois, puis un jour, alors qu'il avait la quasi-certitude que sa créance ne sera pas recouvrée, il exigeait le paiement intégral, saisissait et faisait vendre. Ah ! il faisait vendre parce qu'il ne pouvait posséder, les lois Roumaines le lui ayant interdit formellement.

Accorder le droit d'acquisition d'immeubles ruraux aux étrangers, c'est voir $\frac{3}{5}$ du territoire moldave tomber dans les mains des Israélites, c'est voir le Moldave réduit à l'instar du paysan de Bukowine, à travailler comme gens de peine sa propre terre de jadis, sa pauvre terre cédée comme le droit d'ainesse d'Esäü pour le plat de lentilles biblique, c'est voir $\frac{5}{6}$ de la population nationale réduite à la misère et à la merci du bon vouloir israélite. Voilà quelles sont

les raisons qui ont déterminé le législateur roumain à édicter l'interdiction de l'article 7. Mais on sera peut être tenté par application du beau principe tellement en honneur autrefois du « laissez faire... », de dire que ce n'est là que le résultat fatal du jeu de la liberté et que si le Roumain n'est pas capable d'administrer son patrimoine, tant pis pour le Roumain. A cela nous répondrons hautement avec même les représentants de l'école libérale, que chaque fois que l'activité individuelle est dirigée dans une mauvaise direction, il est du devoir de l'Etat d'intervenir et d'édicter au besoin même des mesures tutélaires (1). Depuis une dizaine d'années du reste les législations internationales ne font qu'adopter cette dernière position et introduire dans la vie sociale plus d'une disposition de ce genre (2).

Analysons maintenant ce § V de l'article 7.

« Les Roumains et les naturalisés Roumains seuls peuvent acquérir.... » dit le texte. Le verbe *acquérir* n'est que la traduction exacte du verbe roumain *dobândi*. On peut acquérir un bien par achat, par échange, par testament, par donation etc. Par voie d'achat et d'échange, le texte ne prête pas à discussion, les étrangers ne pourront acquérir des biens-fonds ruraux, et la doctrine est d'accord avec la jurisprudence roumaine.

Quid de l'acquisition d'un immeuble rural par succession ou par donation ? Les étrangers ne sauraient acquérir des biens-fonds ruraux pas même par ces deux moyens d'ac-

(1) Le prof. Deschamps de la faculté de droit de Paris, à son cours de 1902-1903.

(2) V^o les assurances ouvrières en Allemagne, le cahier des charges des ponts et chaussées de 1892 en France, les lois suisses, belges et françaises sur la durée maximum du travail, etc.

quisition, disent MM. G.-P. Petresco (1), Tocilescu, Alexandresco, etc., et telle est aussi notre opinion.

En effet, nous trouvons dans le code civil de Roumanie une disposition qui met hors de doute la pensée du législateur; l'article 644 porte que : « La propriété des biens s'acquiert (*se dobandeste*) par succession, par legs, par convention et par tradition. » Par conséquent l'expression *dobândi* de l'article 7 comprend toutes les manières d'acquisition de biens, sans distinction. Cette thèse se trouve aussi confirmée par ailleurs : le projet primitif de l'article 7, conçu dans les termes suivants : « les étrangers ne peuvent acquérir (*dobândi*) des immeubles ruraux que par succession *ab intestat* » fût écarté par la chambre des députés de Bucarest avec une immense majorité de voix dans la séance du 11 septembre 1879 (2), et l'article 7 regut par la suite la rédaction actuelle. L'intention du législateur nous apparaît avec une évidence éclatante.

Cependant l'application stricte de ce principe n'est pas sans donner lieu à maintes conséquences injustes. Aussi la jurisprudence à laquelle il convient de rendre ici hommage, s'est appliquée de son mieux à tempérer ces inconvénients en donnant au texte de la loi l'interprétation large que nous verrons tout à l'heure.

Nous allons montrer ici quelques unes de ces conséquences juridiques découlant fatalement de l'application stricte du texte de la loi.

a) Que décider dans l'hypothèse d'une succession *ab intestat*, ouverte au profit de l'enfant du naturalisé Rou-

(1) Consultation inédite du 5 février 1905.

(2) *Monitorul oficial* du 12 septembre 1879.

main né avant la naturalisation de son père. La fortune immobilière du *de cujus* ne pouvant appartenir (art. 7, constit.) à un étranger, doit-elle suivant l'art. 680 et 724, C. civ. Roum., passer à l'Etat Roumain comme *res nullius* ou *bonum vacans* ? Mais alors cela vaudrait confiscation, or, la confiscation est formellement prohibée par l'art. 17 de la constitution.

Devant une telle conséquence, la doctrine a proposé que les biens-fonds litigieux soient mis en vente et que la valeur en soit remise à l'héritier, le droit d'aubaine n'existant pas en Roumanie. Mais ici nous sommes portés à nous demander qui fixe la vente ? Qui aura qualité de se présenter comme vendeur et opérer valablement la transmission de l'immeuble ? L'héritier ? Mais la vente effectuée par lui serait entachée de nullité, attendu que la constitution lui nie précisément ce droit de propriété. Voilà tout un cercle vicieux dont il est très difficile de sortir, aussi longtemps qu'un texte spécial ne sera pas venu régler cette matière.

b) *Quid* de la succession à partager entre deux frères dont l'ainé, né avant la naturalisation du père, n'a pas obtenu la naturalisation roumaine ? Malgré les tempéraments apportés par la jurisprudence, l'application rigoureuse des textes voudrait que la totalité de la fortune immobilière de la succession vienne par accroissement, s'ajouter à la part de l'héritier national (Art. 928, C. civ. Roum.).

Telles sont quelques-unes des difficultés qu'offre l'application de ce § V et que les magistrats roumains sont appelés fréquemment à résoudre. La tâche, il faut le reconnaître, surtout aux premiers temps, ne fut pas des

plus aisées. Cependant les tribunaux roumains s'en sont tirés à leur honneur, en donnant à la lettre légale l'interprétation la plus large, la plus juste et la plus diplomatique.

Voici du reste une de ces décisions qui est d'une importance capitale, car elle donne une idée précise de l'état actuel de la jurisprudence. Nous empruntons le compte-rendu détaillé de l'affaire au très intéressant article de M. Flaischlen, publié en 1897 dans la *Revue de droit international public* :

« Un sieur Luscano, sujet roumain, était décédé à Buzéo, laissant un fils et une fille. La fille était mariée à un sujet grec, le sieur Anagnostopol, et était par conséquence devenue sujette grecque. Le fils Luscano trouve bon de s'attribuer, en vertu de l'article 7 de la constitution, tous les biens-fonds ruraux dépendant de la succession et de n'admettre sa sœur qu'à la moitié des immeubles urbains et à la moitié des meubles.

« La dame Anagnostopol demande au tribunal de Buzéo le partage judiciaire de toute la succession, mais un jugement du 12/24 avril 1836 admet les conclusions du défendeur et repousse l'action en partage en ce qui concernait les immeubles ruraux.

« Sur appel de la demanderesse, la cour de Bucarest, par arrêt du 5/17 février 1897, réforme le jugement et, accueillant la demande, ordonne le partage de toute la fortune laissée par le défunt :

« Attendu, dit la Cour, — que l'art. 7, § 5 de la constitution dispose que seulement les Roumains ou les naturalisés Roumains peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie ;

» Attendu que l'interprétation d'une disposition législative ne peut se faire *in abstracto*, mais qu'il faut tenir compte de tout l'ensemble des lois dont elle fait partie, des lois antérieures, des rapports entre la disposition actuelle et la loi précédente, ainsi que des motifs qui ont déterminé les nouvelles dispositions ;

« Attendu que dans la législation antérieure à la disposition énoncée par l'article 7, § 5 de la Constitution, les étrangers jouissaient, en principe, du droit de devenir, sous certaines conditions, propriétaires d'immeubles ruraux en Roumanie.

« Que partant, ce qu'a voulu faire le législateur de 1879, ainsi qu'il appert des discussions qui ont eu lieu alors au Parlement, et de la correspondance diplomatique entre le gouvernement roumain et les Etats étrangers, c'était d'assurer, par une mesure générale la possession du territoire roumain par les nationaux, mais sans porter atteinte aux droits civils accordés aux étrangers par la Constitution même.

« Que cette interprétation est confirmée par le fait que, ni en 1879, ni en 1884, à l'occasion des modifications proposées à la Constitution de 1866, personne n'a pensé modifier l'article 11 de cette constitution (1), article qui couvre de la protection des lois les fortunes des étrangers tout aussi bien que celles des nationaux, et, par conséquent, les garantit les unes et les autres tant contre la confiscation que contre tout empêchement de leur libre et légale circulation.

(1) « Tous les étrangers qui se trouvent sur le territoire de la Roumanie jouissent de la protection qu'accordent les lois aux personnes et fortunes en général. »

« Que, par conséquent, *ce que la Constitution interdit*
« *aux étrangers est seulement la détention matérielle des*
« *immeubles ruraux*; que partant toutes les fois que l'ex-
« ercice d'un droit civil n'implique pas nécessairement la
« détention d'un immeuble rural il faut reconnaître que
« l'étranger peut exercer ce droit civil;

« Attendu qu'admettre, ainsi que le prétend la sentence
« du tribunal de Buzéo, que la constitution de 1879 a voulu
« créer pour les étrangers une incapacité de succéder *ab*
« *intestat* aux biens immeubles ruraux, serait croire que
« l'on a introduit des dispositions prosrites par la Cons-
« titution même; que si une telle interprétation était exacte,
« dans l'hypothèse d'une succession composée seulement
« de biens-fonds ruraux et à laquelle n'aurait droit qu'un
« seul héritier qui serait un étranger, il faudrait déclarer
« la succession vacante et l'attribuer à l'Etat, ce qui cons-
« tituerait une véritable confiscation, prohibée par l'art.
« 17 (1) de la constitution et une violation du droit de pro-
« priété que la même Constitution par l'art. 19 (2) déclare
« sacrée et inviolable.

« Que dans un pareil système ni la réserve, ni le rapport,
« ni l'ordre des successions indiquées par le code ne se-
« raient plus respectés; qu'il faudrait donc admettre, sans
« preuve aucune, que la Constitution de 1879 a pu attein-
« dre si profondément l'ordre social existant alors, sans
« exprimer par rien cette sienne volonté.

« Qu'il faut ainsi dire que le droit de succéder, droit

(1) « Aucune loi — dit cet article — ne peut établir la peine de la
« confiscation des fortunes. »

(2) L'art. 19. « La propriété de toute nature, de même que toute
« créance sur l'Etat, est sacrée et inviolable, etc. »

« civil accordé aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux,
« peut être exercé par les étrangers, si, par des moyens
« légaux, on respecte le principe constitutionnel qui défend aux étrangers de détenir des immeubles ruraux en Roumanie.

« Que devant concilier le principe du droit des étrangers
« de succéder à la fortune du *de cuius*, de quelque nature
« qu'elle soit avec le principe que les étrangers ne peuvent détenir des immeubles ruraux en Roumanie, il faut
« admettre que les immeubles ruraux qui se trouvent dans
« la succession à laquelle participe un étranger, doivent
« être vendus, l'étranger recevant sa part en argent.

« Que le droit de toucher en argent la part successorale
« d'un immeuble est admis par le code civil; qu'en effet,
« l'art. 736, alinéa second du C. civ. (1), prévoit le cas où
« l'immeuble successoral ne peut être divisé en nature,
« et c'est là notre cas; que la procédure à suivre est la
« même, soit que l'impossibilité de diviser l'immeuble
« provienne de la nature ou de la configuration de celui-ci,
« soit qu'elle résulte de la présence parmi les héritiers d'un
« étranger qui, selon l'art. 7, § 5 de la Constitution, n'a pas
« le droit de détenir des biens-fonds ruraux; que, dans
« l'une et l'autre hypothèse l'immeuble doit être vendu et
« le prix réparti entre les héritiers, pour satisfaire au respect dû à la propriété et au droit de succession.

« Attendu que l'objection du défendeur, soutenant que
« la vente forcée de l'immeuble rural, par suite de la
« qualité d'étranger d'un des cohéritiers serait contraire

(1) Voir art. 827, C. Civ. Fr.

« aux dispositions de l'art. 736, al. I du C. civ. (1), qui autorise le cohéritier à demander sa part en nature, n'est pas fondée, parceque le principe établi par le dit alinéa de l'article 736 n'est point absolu et souffre des tempéraments, à preuve le second alinéa du même article 736.

« Attendu que l'autre objection du défendeur, suivant laquelle en admettant la nécessité de vendre les immeubles ruraux se trouvant dans une succession qui appartiendrait à un étranger ou à laquelle participerait un étranger, on ne voit pas quelle serait la personne qui transmettrait à l'acheteur la propriété de l'immeuble vendu, est également dénuée de fondement, parce que *ce n'est pas le droit de propriété sur la succession, mais le droit de détenir l'immeuble rural qui fait défaut à l'héritier étranger.*

« Attendu que dans l'espèce on ne peut invoquer ni la doctrine ni la jurisprudence française ; que ni le droit d'aubaine ni la confiscation, ni l'exhérédation du chef de la qualité d'étranger ne figurent dans les législations roumaines, et ne se trouvent pas dans le cadre des modifications faites en 1879 à la Constitution de 1866 ; que, bien au contraire, la confiscation est absolument interdite par l'art. 17 de la Constitution et que l'exhérédation en ce qui concerne les immeubles ruraux étant une véritable expropriation, ne peut se faire également selon la Constitution que moyennant un juste et équitable dédommagement.

« Que pour tous ces motifs, la dame Eléonore S. Anagnostopol est en droit de demander que le partage de la succession laissée par feu son père légitime, S. Luscano

(1) Voir art. 826, C. Civ. Fr.

« comprenne la fortune tout entière sauf pour elle à recevoir en argent sa part des immeubles, etc. ».

Nous ne discutons pas les termes de ce jugement, nous ne faisons qu'indiquer quel est l'état actuel de la question. Cette jurisprudence du reste a été confirmée plus d'une fois par la Cour de Cassation (1).

Depuis un certain temps ces principes, appliqués tout d'abord uniquement en matière de successions, viennent d'être étendus par analogie aux donations (2).

Si au point de vue équité nous ne pouvons qu'applaudir cette manière de voir et nous associer à l'interprétation donnée par la magistrature roumaine aux textes, au point de vue juridique on aurait plus d'une critique à lui adresser. Il est à désirer qu'une loi expresse intervienne bientôt, afin de régler cette matière, bien entendu dans les sens indiqué par la jurisprudence.

§ 3.

A part cette situation spéciale créée aux étrangers par l'article 7 de la Constitution roumaine, un certain nombre de dispositions viennent encore établir des différences entre ceux-ci et partant entre les Israélites et les ressortissants du Royaume.

Il est d'abord essentiel de savoir qu'en Roumanie comme

(1) V^o Arr. du 15 mai 1897 dans *Les codes et recueils de lois roumaines* de Hamanjiu.

(2) V^o la décision de la C. Cass., Roum, n^o 8 de 1904 dans le *Curierul Judiciar* du 12 décembre 1904.

dans tous les États civilisés, les lois et la Constitution roumaine assurent à tout habitant du pays un certain nombre de libertés : liberté individuelle, liberté de la presse, liberté d'enseignement, liberté de conscience, liberté de la propriété, liberté d'association, de pétition, etc. Le droit de réunion, par l'article 26 de la constitution est réservé aux nationaux. Il en est de même, bien entendu des droits politiques.

Quant aux droits civils l'article 11 du code civil roumain pose le principe que « Les étrangers jouiront en Roumanie des mêmes droits civils que les Roumains, excepté « les cas où la loi en aurait disposé autrement ». Or, la loi « dispose autrement » en ce qui concerne les immeubles ruraux, ainsi que nous l'avons vu plus haut (1).

Nous allons maintenant énumérer les principales mesures apportant des restrictions au principe de liberté suscitée.

L'article 1 de la loi du 4 décembre 1864 confirmée par celle du 8 juin 1884 réserve de même que dans tous les pays du monde, l'exercice de la profession d'avocat aux seuls nationaux, exclut par là les Israélites aussi bien que tout autre étranger de l'exercice de cette profession.

La loi du 3 février 1872 confère aux débitants de tabac le titre de fonctionnaire public et réserve par conséquent, de même qu'en France, le commerce de ce produit

(1) M. F. Rey, dans son intéressant article sur les Israélites de Roumanie, dénonce (pag. 34) la législation roumaine d'exclure par la loi de 1869 les Israélites des adjudications des terres vendues par l'Etat. Un tel reproche nous semble vraiment étonnant, car cette prohibition ne découle-t-elle pas de l'application logique de l'article 7 de la constitution ?

aux seuls Roumains (art. 10). L'article 8, al. II de la *loi du 1 avril 1873*, interdit aux Israélites le débit des boissons spiritueuses (1). Cette mesure était vraiment devenue indispensable, les cabaretiers juifs ayant investi tous les villages moldaves dont ils ruinaient et empoisonnaient les habitants.

« Les cabarets tenus par les Juifs dans les campagnes, « dit M. Xenopol, n'étaient pas seulement des locaux, où « la population du pays venait consommer des boissons « frelatées au grand préjudice de sa santé, c'étaient en « même temps des éponges destinées à sucer tout l'avoir « modeste des fortunes paysannes. Les oiseaux de basse- « cour, les œufs, le lait, le beurre, les provisions de maïs « qui dépassaient les nécessités de la famille, tout y « passait pour solder les dettes pour boisson » (2). Les résultats de cette mesure ne semblent pas avoir été trop mauvais : de 1878 à 1902 le nombre des cabarets de 33.865 est tombé à 21.545 (3).

Les articles 82, 83 et 84 de la *loi sanitaire du 3 avril 1885* accordent des soins gratuits dans les hôpitaux de l'État, des départements et des communes aux citoyens Roumains seulement. Il faut cependant se garder de croire que ce texte de loi a été strictement appliqué, au contraire. Nulle part l'assistance médicale gratuite ne fut prodiguée aussi largement qu'en Roumanie. Alors que dans certains pays pour avoir recours à cette assistance il faut remplir mille conditions (4), en Roumanie la souf-

(1) V° plus haut page 84

(2) Xenopol, *Renaiss. Litin* du 15 octobre 1902, p. 168.

(3) Verax, *op. cit.*, pag. 171.

(4) V° Loi française du 15 juillet 1893.

rance est un titre suffisant pour avoir droit aux soins que l'on offre dans les hôpitaux publics. En 1901 sur un chiffre de 24.407 Roumains on a soigné dans les hôpitaux civils 12.300 étrangers et 1.429 Israélites ; on a accordé 70.200 consultations gratuites à des malades Roumains, 54.262 à des sujets étrangers et 16.464 à des Israélites (1). Et de plus il ne faut pas perdre de vue que les Israélites ont une assistance publique propre composée d'une dizaine d'hôpitaux et de plusieurs sociétés de secours aux malades (2). Les articles incriminés devraient donc être rayés de la législation roumaine, à plus forte raison qu'ils n'ont jamais reçu application.

La loi du 7 avril 1881 sur les étrangers porte (art. 1) que tout étranger qui par sa conduite durant son séjour dans le pays compromettrait la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, troublerait la tranquillité publique, ou prendrait part à des menées ayant pour objet le renversement de l'ordre politique du pays ou d'un pays étranger, pourra être obligé de se fixer dans un endroit déterminé, de quitter l'endroit où il se trouve et au besoin de quitter la Roumanie.

Aux termes de l'article 2, l'arrêté d'expulsion sera pris en Conseil des Ministres, il ne sera pas motivé mais il sera notifié à l'intéressé au moins 24 heures à l'avance.

Cette loi d'une sévérité extrême au premier abord, apparaît pleine de mansuétude par rapport aux dispositions similaires prises par certaines législations étrangères. Pour en donner une idée nous allons rapprocher ce texte

(1) Bibicesco, *op. cit.*, p. 11.

(2) Stoïcovici et Robin, *op. cit.*, p. 163.

de l'article 7 de la loi française du 3 décembre 1849. En vertu de cette loi, le ministre de l'Intérieur de France par sa seule volonté et sans demander l'avis de ses collègues, et dans les départements frontières les *Préfets*, ont le droit d'expulser sur le champ et par simple mesure de police tout étranger établi ou traversant le territoire de la République.

Cette disposition est effectivement, autrement dure que celle de la loi roumaine de 1881. Quoique donc les termes de cette loi semblent de beaucoup moins durs que ceux des lois étrangères similaires, nous nous garderons bien d'en conseiller l'application en ce qui concerne les Israélites de Roumanie. Il serait vraiment choquant de voir expulser du jour au lendemain un individu établi en Roumanie depuis 20, 30 ans, y ayant famille, intérêts, etc., de ne tenir aucun compte de sa situation spéciale, de ne pas le placer dans une situation meilleure par rapport à celles des autres étrangers et de l'abandonner au bon vouloir du gouvernement qui ainsi que le simple individu peut être sujet à l'erreur. Aussi qu'il nous soit permis d'indiquer ici une solution intermédiaire plus équitable et qui aurait l'avantage de ne soulever aucune protestation et aucun inconvénient. On pourrait facilement leur créer par une loi une situation pareille à celle imaginée jadis par Prudhon et qu'il appelait « l'incolat ». L'Incolat c'est l'étranger qui a de grands intérêts dans le pays, une usine, une maison de commerce, des relations de famille, et qu'il serait excessif de traiter comme un simple étranger de passage.

Mû par des sentiments de haute humanité le législateur anglais a créé la *dénisation* qui n'est autre chose que

l'incolat de Prudhon. Le législateur Belge à son tour a créé une condition spéciale à l'étranger admis « à demeure » et même le législateur français montre une certaine indulgence à l'égard des étrangers admis « à domicile ».

Du reste la Jurisprudence roumaine s'est montrée à ce sujet, une fois de plus, animée d'un haut sentiment d'humanité, en s'attachant d'adoucir les rigueurs de la loi, et en donnant aux textes une interprétation dans le sens que nous indiquions plus haut (1).

La loi du 4 juillet 1881 et celle du 25 février 1887 sur les bourses de commerce exigent la qualité de Roumain pour pouvoir exercer la profession d'agent de change ou de courtier de marchandises. Ceci n'a du reste rien d'étonnant vu que ce sont des officiers ministériels, nommés par décret royal. Du reste, il en est de même en France où « il faut être Français, avoir 25 ans, jouir des droits politiques et avoir satisfait à la loi du recrutement » (2). La loi roumaine cependant n'empêche pas les Israélites d'exercer cette profession à titre privé. Aussi nous dirons que le nombre des courtiers de marchandises non officiels et qui sont tous Israélites, loin de diminuer, semble accuser ces derniers temps une marche plutôt ascendante (3).

Les articles 6 et 7 de la loi du 10 mai 1886 sur l'organisation des chambres de commerce confèrent le droit d'être électeur et éligible à ces chambres, aux Roumains qui payent le droit de patente de première, de deuxième, de

(1) V^o Cour d'appel de Bucarest, décision du 14 mars, dans le *Curierul Judicia* du 26 mai 1903.

(2) Thaller, *droit commercial*, Rousseau, Paris, 1900, n^o 456.

(3) A Bucarest sur 55 courtiers 48 sont Israélites (Lahovary, *op. cit.* p. 55).

troisième ou de quatrième classe à l'exclusion des patentes étrangers. C'est une mesure extrêmement prudente car il ne faut pas oublier que sur un nombre total de 17.122 raisons sociales, 10.912 sont le patrimoine des Israélites lesquels pourraient facilement, s'ils avaient le droit d'entrer dans les chambres de commerce, y prendre des mesures destinées comme jadis, à faire disparaître du marché toute concurrence roumaine.

La loi du 12/24 mai 1887 pour l'encouragement de l'industrie nationale, exige (art. 1 et art. 6) de tous ceux qui voudraient profiter des nombreux avantages qu'elle accorde: 1° de fonder un établissement industriel avec un capital d'au moins 50.000 fr.; 2° d'y employer un minimum de 25 ouvriers; 3° d'employer pendant cinq ans après la fondation de l'établissement, des ouvriers roumains jouissant des droits civils et politiques dans une proportion d'au moins deux tiers du nombre total des ouvriers.

La Roumanie jalouse de voir prospérer l'industrie nationale hier encore inexistante, fait de vrais sacrifices pour atteindre ce but et accorde par cette loi des faveurs exceptionnelles, ayant en vue de stimuler l'initiative privée. Eh bien ! n'est-il pas légitime de sa part de faire profiter en premier lieu les ouvriers roumains de cette situation privilégiée ?

Cette loi ne prétend pas ainsi qu'on la soutenu (1) que 67 0/0 des ouvriers employés derechef dans les manufac-

(1) Confer. Sincerus, *Les Juifs en Roumanie*, Londres, Macmillan, 1901, pag. 81 et suiv. et la note de M. Hay, où il est soutenu aussi, ce qui est d'une fausseté flagrante, que les Israélites ne peuvent pas même travailler la terre comme de simples ouvriers ! Vo. aussi F. Rey, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

tures soient roumains. Chaque patron est libre de choisir ses ouvriers, seulement s'il veut *profiter* des avantages exceptionnels accordés par la présente loi, il est obligé de se conformer à son article premier.

Le règlement du 31 octobre 1893, interdit aux étrangers, nous ne savons pas trop pourquoi, le commerce des produits pharmaceutiques.

En Roumanie les chemins de fer étant étatisés comme en Allemagne, la loi du 6 février 1899 (article 34 al. I, n° 1) ne fait qu'appliquer le principe universellement admis de réserver les fonctions publiques aux nationaux. Cependant là où les spécialistes roumains feraient défaut, le conseil d'administration, du consentement du ministre des travaux publics, est autorisé à désigner un étranger pour remplir cette fonction (article 34, al I, n° 2).

Le séjour des étrangers dans les bourgs et villages régi autrefois par toute une série de lois et de règlements (1) est aujourd'hui réglé par l'ordre circulaire du 13 juillet 1900 dû à la très libérale pensée d'un ministre conservateur. Le voici :

« a) Les autorisations de séjour déjà accordées ne pourront être révoqués que si, à la suite d'une enquête rigoureuse, il est prouvé que l'étranger aura rendu indispensable cette mesure extrême par sa conduite ostensiblement mauvaise et son attitude menaçante ou nuisible pour la tranquillité et la sûreté publiques.

« b) L'article 4 de la loi communale ne sera appliqué dans les bourgs qu'aux vagabonds étrangers et aux gens sans aveu.

(1) V. la circulaire ministérielle de 1856, à ce sujet.

« c) Les conseils communaux sont invités à se montrer généreux envers ceux des étrangers qui, sans avoir encore obtenu l'autorisation des conseils communaux résideraient depuis longtemps dans les communes rurales et y seraient engagés dans des entreprises industrielles ou commerciales.

« d) Les stipulations du paragraphe précédent doivent s'appliquer également aux étrangers de cette catégorie ayant fait le service militaire et ayant habité le pays de père en fils.

« e) Les autorités communales rurales sont invitées à redoubler de rigueur à l'égard des étrangers nouvellement venus dans les pays. On prendra d'urgentes mesures pour les diriger vers les villes.

« f) Les dispositions de l'art. 10 de la loi sur la police rurale et de l'article 4 de la loi communale, ne seront pas appliquées aux étrangers qui, en qualité d'employés de fabriques, fermes, moulins, d'intendants, de mécaniciens ou d'ouvriers sont établis dans les campagnes pour un temps limité et ceci pendant toute la durée de leur engagement. Cet engagement une fois terminé, l'étranger sera tenu de quitter la commune.

« Les autorités administratives sont, enfin, invitées à procéder avec plus de rigueur au visa des passeports et à la surveillance des frontières, afin d'empêcher l'envahissement du pays par la foule des vagabonds et des gens sans aveu chassés des pays étrangers. » (1)

En 1902 est intervenue la loi du 5/18 mars « sur l'organisation des métiers » inspirée des lois similaires autri-

(1) *Apud Verax, op. cit., p. 209.*

chiennes et allemandes, et ayant en vue de stimuler et protéger le travail national. L'article 4 de cette loi exige de l'étranger qui voudrait exercer un métier dans le pays, de prouver qu'il existe dans son pays le droit de réciprocité pour les Roumains. La rédaction défectueuse de cet article pourrait facilement laisser croire que les Israélites « étrangers non soumis à une puissance étrangère » ne pouvant pas satisfaire à l'exigence de la loi seront exclus de l'exercice des professions énumérées dans l'article 1. Si cette apparence était une réalité il ne resterait sans doute plus aux Israélites qu'à se suicider ou à émigrer. Heureusement telle ne paraît pas avoir été l'intention du législateur (1). Du reste le gouvernement roumain eut à cœur de rassurer les esprits. Aussi le règlement du 17 août 1902 élaboré pour l'application de la loi du 5 mars, déclare dans son art. 6 que les étrangers non soumis à une puissance étrangère, seront en ce qui concerne l'application de cette loi, assimilés aux Roumains.

Cependant la présente loi contient d'autres restrictions à l'égard des étrangers, sans exception cette fois ; les voici :

ART. 56, al. III. — « Dans les écoles spéciales et d'adultes, subventionnées par les corporations, le nombre des élèves roumains devra atteindre au moins les $\frac{3}{4}$ de leur nombre total. »

L'Art. 64 réserve le droit d'entrer aux assemblées générales des corporations, aux seuls membres jouissant des droits civils et politiques.

(1) V^o à ce sujet dans Jean Lahovary, *op. cit.*, p. 57 et suiv. la déclaration du gouvernement. V. aussi dans le texte de la loi les articles 91 et 92 corroborant notre thèse.

L'Art. 70 confère le droit de siéger comme membre des comités corporatifs, aux mêmes conditions que celles exigées par l'article précédent.

Voilà une série de dispositions destinées sans doute, au premier chef à protéger les ouvriers aussi bien que les patrons Roumains. Tel n'est cependant pas leur unique but. Les articles 64 et 74 ont une portée autrement importante. Il ne faut pas oublier que ce sont ces comités et assemblées qui ont pour ainsi dire la maîtrise, la direction des corporations et par là de l'ensemble de l'industrie du pays. Or, il serait imprudent, vu le nombre excessif des industriels Israélites, de leur ouvrir les portes de ces assemblées, de leur confier en un mot la direction d'une si large partie, sinon de la totalité de l'industrie nationale, car on ne saurait préjuger la direction qu'ils pourraient donner à cette industrie, d'autant plus que le passé, aussi bien que les événements de 1879, de 1899 et de 1900 nous portent à croire que leurs sympathies sont loin d'aller du côté de la Roumanie.

Avec la loi de 1887, celle de 1900 est la seule loi roumaine intervenue dans un but économique et social nettement défini. Toutes les deux visent avant tout, la protection de l'industrie nationale ; car n'est-ce pas protéger en même temps, et stimuler l'industrie que protéger le travail national ?

Mais, l'Etat, s'est-on demandé, doit-il intervenir dans ce but ? Cette protection est elle justifiable ? A ces questions nous répondons affirmativement.

Il est certain que le temps où l'étranger était absolument exclu de la libre jouissance des droits, est bien passé. C'est ainsi que jusqu'à un certain point on peut dire que

le rêve de Kant a été réalisé et que chacun de nous, avant d'être Français ou Anglais, est « citoyen du monde. » De nos jours l'étranger jouit de droits tels, dans les pays avancés, qu'il est presque impossible de le reconnaître de ce chef du national.

Un Etat prévoyant cependant, ne doit jamais perdre de vue que son ressortissant doit toujours jouir d'une certaine supériorité par rapport à l'étranger, faute de quoi n'ayant aucun avantage à conserver cette qualité, au contraire même, il n'hésitera pas à se départir de cette qualité et à se faire, plus ou moins licitement, passer pour étranger.

Si ce principe semble soutenable, *in genere*, en ce qui concerne les ouvriers en particulier, il ne fait même pas l'ombre d'un doute. L'époque du « laissez faire, laissez passer » a fait son temps. Nous voyons de nos jours s'élever entre les différents Etats, contre l'importation des produits étrangers, des murailles encore plus hautes et plus infranchissables que contre l'invasion ennemie.

Des droits d'entrée de plus en plus compliqués, de plus en plus élevés et minutieux viennent frapper tous les jours la marchandise étrangère et la mettre par là dans l'impuissance de faire la concurrence aux produits nationaux. N'est-il pas choquant de voir l'Etat accorder cette protection aux produits indigènes et la refuser à la main d'œuvre nationale appelée à produire précisément ces produits ? En protégeant la marchandise nationale c'est le capital que nous protégeons au premier chef. En quoi sont-ils moins intéressants les ouvriers et les petits artisans, que leurs bailleurs de fonds ou leurs patrons ?

On a de tout temps constaté un nombre flottant de chô-

meurs généralement assez considérable, ce qui prouve suffisamment que la concurrence faite entre les ressortissants du même Etat est assez forte. Pourquoi donc permettre à la concurrence étrangère d'empirer la condition de l'ouvrier national, étant donné que l'afflux de main d'œuvre étrangère a pour effet l'abaissement des salaires et le remplacement de la main d'œuvre nationale par de la main d'œuvre étrangère.

La question que nous sommes en train d'examiner est d'ailleurs plus grave qu'on ne pense. Les ouvriers qui délaissent leur patrie d'origine, ayant généralement eu le temps d'apprendre à souffrir sont plus sobres, plus actifs et plus résignés que les ouvriers indigènes. Aussi ces qualités sont de nature à leur assurer sur le marché la supériorité par rapport à l'ouvrier national qui s'en verra bientôt exclu. Le mal est aussi impressionnant par ailleurs. L'ouvrier étranger qu'un lien bien éphémère attache à cet Etat, ne s'applique jamais, ou presque jamais à utiliser ses économies dans le pays où il les a réalisées, car il n'est pas le sien. Nous le voyons au bout d'un certain temps quitter ce pays hospitalier et s'en aller dans son pays ou ailleurs jouir du bien-être — peut-être très mérité — que lui assure son pécule ; mais ce pécule est une parcelle de la fortune nationale, c'est un certain capital distrait au pays où il a été produit et qui ira alimenter le capital étranger, son concurrent. Voilà quelle est l'importance de cette question lorsqu'on la considère plus attentivement.

Ce danger s'est notamment fait sentir en France où l'ouvrier français s'est vu lentement mais irrésistiblement évincé dans certaines régions par l'ouvrier italien ou

belge (1). Ce phénomène n'est du reste que très facilement explicable. Les ouvriers belges, très sobres, travaillant à des prix de famine n'importe quoi et n'importe où, constituent une main d'œuvre extrêmement recherchée par les capitalistes français qui réalisent de leur chef d'énormes économies.

La gravité de ces faits fut telle qu'en 1893 un projet fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés de Paris, tendant à assurer une certaine protection aux ouvriers français au moyen d'une taxe de séjour frappant les ouvriers étrangers. Il est vrai que le projet a échoué, mais ce n'est pas dans les principes qu'il renfermait qu'il faut chercher la cause de cet insuccès, mais bien dans les conventions établies entre la France et les Puissances étrangères, contraires au projet proposé.

En Amérique, le péril chinois ne se présente pas sous un aspect différent. Les autorités américaines commencèrent par défendre aux Chinois la naturalisation (2), mais comme le nombre de ces immigrants loin de diminuer atteignait vers 1880 le chiffre fabuleux de 35.000 (3) le gouvernement des Etats-Unis se décida à prendre des mesures plus efficaces. Mais accordons la parole au chroniqueur du *Journal des débats* du 14 mai 1892 :

« L'homme jaune, écrit-il, étant le plus sobre, le moins exigeant, le plus patient, le plus envahissant, par con-

(1) V. *Le Temps* et le *Journal des débats* du 15 août 1892 et jours suiv., sur les troubles de Liévin et le *Temps* du 16 août 1893, lors des troubles d'Aigues-Mortes.

(2) V. l'arrêt de la cour de circuit de la Californie du 29 avril 1878, cité par G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 51.

(3) Cnf. Bonfils, *op. cit.*, n° 415.

« séquent le plus à craindre, c'est contre lui qu'on songea
« à prendre tout d'abord des précautions. Et, l'on n'y mit
« pas de ménagements. Sans se soucier des traités qui
« leur assuraient le traitement de la nation la plus favo-
« risée, on ne parla rien moins que de jeter les sujets du
« Fils du Ciel à la mer. Bientôt la situation des Chinois
« aux Etats-Unis devint intolérable. Le gouvernement de
« Pékin protesta, des négociations s'engagèrent, et l'on
« finit par conclure, le 17 mai 1880, un traité où l'on
« reconnaissait qu'une modification des traités existants
« était devenue nécessaire à la suite de l'immigration
« croissante des travailleurs chinois et des embarras cau-
« sés par cette immigration. Le gouvernement chinois
« consentait à ce que le gouvernement des Etats-Unis réglât,
« limitât ou suspendit, sans toutefois pouvoir l'interdire,
« l'entrée et l'établissement des Chinois aux Etats-Unis,
« s'il le jugeait nécessaire dans l'intérêt de l'Etat; ces
« restrictions cependant devaient être raisonnables et
« applicables aux seuls « travailleurs ».

« A Washington, on passa sans scrupules par dessus
« ces réserves formelles. Le 6 mai 1882, le Congrès vota
« un Act qui interdisait pour un temps indéterminé aux
« travailleurs chinois de pénétrer aux États-Unis, où d'y
« demeurer s'ils y avaient pénétré. On peut croire que
« dans la pratique rien ne fut négligé pour appliquer ces
« dispositions avec la dernière rigueur. »

Le 1^{er} octobre 1888 le Congrès américain vota une nou-
velle loi interdisant le retour des Chinois ayant quitté les
États-Unis et toute immigration nouvelle pendant vingt
ans, et la loi « Geary » du 5 mai 1892 prorogea pour dix
nouvelles années toutes les lois et les règlements anté-

rieurs relatifs au séjour des Chinois en Amérique. Ce n'est qu'en 1894 que leur situation s'améliora grâce au traité sino-américain du 17 mars. Cependant du texte même de ce traité il résulte que l'immigration chinoise reste interdite pendant une nouvelle période de dix années (1).

Mais dans cet Etat la concurrence étrangère est loin de venir uniquement du côté chinois. La vieille Europe à son tour lui fournit un contingent très respectable d'émigrants. Ces immigrants menaçant à leur tour d'éviction les ouvriers indigènes, le gouvernement américain crut devoir intervenir. Les lois du 26 février 1885, du 23 février 1887 et celle du 3 mars 1893 frappent d'une amende de mille dollars par tête d'émigrant tout individu convaincu d'avoir facilité ou encouragé l'immigration aux États-Unis. Les lois dites sanitaires et celle du 3 mars 1891 ne font que multiplier le nombre des mesures destinées à protéger la main d'œuvre nationale (2).

Au New South Wales, dans la province de Victoria et dans la Tasmanie, le péril chinois s'est également manifesté avec une acuité extrême. La première de ces provinces afin de mettre un terme à l'excès d'immigrants, exige, en vertu de la loi du 30 août 1898, de tout étranger débarquant sur le territoire australassien, la justification d'un certain capital, d'un certain état de santé, d'une certaine instruc-

(1) V. *American Law Review*, t. XXVIII p. 734, « The United States chines exclusion act », article signé Farrelly.

Revue des Deux-Mondes, 1^{er} avril 1889 : « L'émigration chinoise et les relations internationales », article signé Max Leclerc.

Revue de droit intern. public, t. I, (1894), p. 555 et suiv.

(1) Cnf., *Les archives diplomatiques*, juillet 1893, p. 57.

tion et ce qui peut paraître un peu extraordinaire, d'un certain état d'esprit (1).

En Allemagne aussi il existe un certain nombre de taxes ayant en vue uniquement de protéger le travail national (2).

Le Portugal et les Pays-Bas exigent à leur tour des étrangers de se faire délivrer un permis de séjour, formalité qui n'est en fait qu'une taxe déguisée appelée à protéger dans une certaine mesure le travail national.

Il n'y a pas jusqu'à l'Angleterre, le pays classique du libre-échange, qui ne se prépare à prendre des mesures contre l'immigration étrangère (3).

Nous constatons dans presque toutes les législations étrangères ce courant d'élimination et de refoulement, les Etats manifestant de plus en plus le soin jaloux de réserver le territoire à ses fils, leur nombre étant devenu de plus en plus élevé, et le « *Struggle for life* » étant aussi devenu de plus en plus excessif. La Roumanie ne fait que suivre cette voie vers laquelle des intérêts plus immédiats et plus importants encore dirigent ses pas.

Il ne nous reste plus qu'à parler des lois sur l'enseignement et sur la question militaire pour clore cette liste qu'un aimable dilettante s'est complu à appeler « la chambre de torture économique » (4).

La loi sur l'enseignement professionnel du 31 mars 1899 par son article 3, et celle du 12 mai 1896 sur l'enseignement primaire par son art. 1, imposent aux étran-

(1) Conf. Lawrence sur Wheaton, *op. cit.*, IV, p. 243 et suiv.

(2) V. *L'économiste français* de 1891, p. 197.

(3) Conf. B. Lazare, *Les Juifs en Roumanie*, Paris, Cahier de la quinzaine, 1902, p. 94.

(4) *The Roumanian bulletin*, London, W. Clower et sons, 1902, n° 1. Comnène.

gers le paiement d'un certain écolage et prescrivent qu'ils ne pourront y être reçus que dans la mesure des places disponibles, les enfants roumains leur étant toujours préférés. Ces lois n'ont pas ainsi qu'on l'a affirmé, chassé les Israélites des écoles roumaines. En 1899 sur 68.000 élèves fréquentant les écoles primaires urbaines 3.800 élèves étaient Israélites (2).

En 1897 dans les lycées et collèges sur 15.127 élèves, 1.616 étaient Israélites (3).

En 1897 dans les lycées et collèges sur 12.212 élèves 1.565 étaient Israélites (2).

En 1894 dans les facultés de Bucarest sur 1.198 étudiants, 118 étaient Israélites (3).

En 1895 dans les facultés de Bucarest sur 1130 étudiants, 117 étaient Israélites (3).

En 1899 dans les facultés de Bucarest sur 3.840 étudiants, 342 étaient Israélites (2).

Mais pour s'expliquer les dispositions de ces lois il est indispensable de savoir que l'enseignement en Roumanie est entièrement *gratuit*, et que sur un budget total de 1.697.381.000 lei une somme de plus de 17.000.000 lei est affecté au département de l'instruction publique, soit environ 16 %. C'est le seul pays du monde qui s'impose de pareils sacrifices pour l'instruction de ses enfants. Malgré cela, le nombre des élèves augmentant sans cesse, et les fonds nécessaires à la création de nouvelles écoles ne pouvant pas augmenter indéfiniment, étant devenus insuffisants, le gouvernement roumain fut obligé de sacrifier

(1) Lahovary, *op. cit.*, p. 55.

(2) Stoïcovici et Robin, *op. cit.*, p. 21.

un certain nombre d'élèves. Or il est bien entendu qu'il sacrifiera les étrangers, ses préférences allant forcément du côté de ses fils. A ce raisonnement très serré on pourrait néanmoins opposer certaines objections non moins impressionnantes. — « Vous n'accordez pas aux Israélites la cité roumaine, — pourrait-on dire par exemple — sous prétexte qu'ils font nation à part et qu'ils sont demeurés tels qu'ils étaient il y a cinquante ans, lors de leur immigration » Nous vous l'accordons. Cependant comment voulez vous qu'ils se départissent de ce que vous appelez « leur judaïsme » et qu'ils deviennent Roumains alors que vous ne leur fournissez pas le moyen d'apprendre la langue roumaine, l'histoire roumaine, la littérature roumaine, toutes ces connaissances en un mot qui forment le citoyen de demain et qui ne peuvent s'apprendre que dans les écoles ». Et M. Lahovary ayant bien compris la portée d'une semblable objection n'hésite pas de condamner ces mesures (1-2).

(1) Lahovary, *op. cit.*, pag. 56.

(2) Comment résoudre alors cette question ? Qu'il nous soit permis d'en indiquer ici en quelques traits de plume une solution qui aurait l'avantage de réunir ces deux points qui semblent tellement opposés : l'équité et l'intérêt national.

Nous conseillons en premier lieu la création d'écoles primaires et professionnelles *gratuites*, afin que tout le monde puisse sans exception acquérir un minimum indispensable d'instruction et d'éducation nationales. Mais où prendre les fonds nécessaires, objectera-t-on ? Voilà le point difficile de la question. Cependant on pourrait parer à ces inconvénients en frappant l'enseignement secondaire d'une taxe d'écolage peu élevée (100 fr. par an payables en dix mensualités) et en élevant les droits d'inscription dans les facultés de Bucarest et de Jassy, qui actuellement sont réellement dérisoires. Ces mesures d'une simplicité extraordinaire feraient augmenter les fonds de la « caisse des écoles » d'un revenu annuel de plus d'un million qui permettrait la création périodique

Il nous reste maintenant à examiner la question du service militaire.

Doit-on astreindre les Israélites de Roumanie au service militaire alors qu'on leur refuse la qualité de Roumain ? Oui, croyons-nous. En effet, le service militaire n'est qu'un salaire, qu'une contreprestation exigée par l'Etat à tous les habitants de son territoire, en échange de la somme d'utilité qu'ils retirent du fait de son existence. En bonne logique tout habitant d'un Etat,

d'un nombre assez considérable d'écoles, vu le peu de frais nécessités en Roumanie par ces institutions de culture.

Une pareille mesure porterait ses fruits aussi sur un autre terrain. Nous savons aujourd'hui quelle est la grande maladie de ce pays. Nous connaissons tous les conséquences désastreuses engendrées par la situation extraordinaire où se trouve la Roumanie, obligée d'entretenir une armée de 25.000 fonctionnaires, à côté desquels se meurent presque littéralement de faim une seconde légion formée dans sa majorité d'une pléthore de ratés, de gratte-papiers, de prolétaires vaguement intellectuels se tenant à l'affût, les yeux constamment braqués sur les emplois publics. Or pendant ce temps-là maintes terres restent non labourées faute de bras, l'industrie n'existe encore presque pas et le pays est obligé de s'adresser pour la main d'œuvre à l'Etranger. D'où vient donc cette situation inquiétante et anormale si ce n'est pas de cette condamnable largesse avec laquelle la Roumanie prodigue l'instruction supérieure à ses enfants ?

Qu'on en finisse avec cette générosité mal placée, que l'on donne à chacun une certaine instruction indispensable, mais qu'on n'arrache pas la population à la terre, qu'on se décide une fois pour toutes à couper net à cette malheureuse pratique qui fait que tout individu en Roumanie nait boursier de l'Etat, vit fonctionnaire de l'Etat et après trente ans de travail se retire quoiqu'en pleine jouissance de ses facultés, profiter de sa retraite de pensionnaire de l'Etat.

On aura beau faire des sacrifices, encourager l'industrie et le commerce national, accorder faveurs et subsides à ceux qui voudraient bien s'y adonner, etc., tant que cette malheureuse situation ne sera pas modifiée, la Roumanie n'avancera qu'à pas lents, l'armée de prolétaires et fonctionnaires de l'Etat ne fera qu'augmenter en même temps que la misère inexorable et fatale.

devrait acquitter cette obligation quelle que soit sa nationalité. Dans l'Etat actuel de la législation, on n'exige cependant pas cette prestation des sujets étrangers. Ce principe s'explique d'abord par une raison de prudence ; certes, il est plus que probable que ces étrangers dont les sentiments et les intérêts ne vont peut-être pas du côté de l'Etat en question, ne sauraient lui constituer que de bien médiocres défenseurs ; en second lieu obliger un étranger à servir un pays qui n'est pas le sien, c'est frustrer l'Etat d'origine de ce dernier, d'un soldat ; et partant méconnaître les droits de cet Etat sur son ressortissant. De plus, le soldat ayant servi dans un autre pays que le sien risque :

- 1° De faire le service militaire deux fois ;
- 2° D'être porté déserteur dans son pays d'origine et condamné de ce chef, attendu que le service militaire est exigé dans tous les pays vers la même époque (21 ans) ;
- 3° Etre dénationalisé ;
- 4° En cas de guerre entre les deux pays se voir accusé et condamné pour le délit qualifié crime de haute trahison prévu par toutes les législations répressives.

C'est pour éviter ces conséquences fâcheuses qu'il a été convenu que les étrangers ne seront pas soumis à l'obligation militaire.

La question du service militaire des Israélites de Roumanie se présente sous un tout autre aspect ; en les soumettant au service militaire on peut d'abord observer qu'aucun des inconvénients signalés plus haut n'est à craindre, et qu'au contraire en les affranchissant de cette obligation il en découlerait un essaim de conséquences inacceptables.

Si on se tenait à l'application stricte du principe de non-obligation, un vingtième de la population du royaume jouirait des droits et des avantages assurés par l'existence même de l'État, sans prendre une part égale aux obligations exigées du reste des habitants. Verax dans son excellent ouvrage conseille d'exempter du service militaire tous les étrangers sans exception, quitte à les soumettre à une taxe modérée payable en une fois ou en plusieurs annuités ; et tel fût aussi l'esprit du projet de loi de 1897, n'ayant heureusement pas abouti.

Verax tient le raisonnement suivant :

Pourquoi donner prise à tant d'accusations ?

Est-ce pour avoir en plus quelques centaines de soldats d'une qualité pitoyable, carrotiers et mauvais marcheurs ? Ce n'est vraiment pas la peine, passons-nous en (1).

Nous accordons à Verax que la qualité de ces soldats n'est guère excellente, et que ce n'est vraiment pas la peine de se voir en butte à tant d'imprécations pour si peu de chose ; mais n'oublions pas quelles seraient les conséquences d'une contraire mesure. Des nuées d'Israélites s'abattraient à nouveau sur la Roumanie, des sociétés se formeraient facilement en vue d'acquitter la taxe due par les indigents et sous l'égide desquelles l'immigration prendrait à nouveau le caractère torrentiel de jadis. Ces appréhensions ne sont pas chimériques. Voici du reste deux documents démontrant l'horreur que les Israélites d'Orient ont pour le service militaire.

« M^{me} Reinhard, femme du Consul de France à Iassy,

(1) Verax, *op. cit.*, p. 199.

« décrit ainsi une scène à laquelle elle assista en 1807 en
« Gallicie :

« Nous entendons des cris ou plutôt des rugissements
« qui n'ont rien d'humain... Toute la tribu d'Israël du
« district faisait la conduite d'un des siens qui était tombé
« au sort à la conscription ; elle l'accompagnait en pou-
« sant les hurlements en usage pour les funérailles ; les
« frères et les sœurs du conscrit criaient de toutes leurs
« forces ; la mère se labourait la poitrine à coups de
« poing ; elle déchirait ses vêtements et vociférait : il sera
« haché en morceaux ; il sera crucifié ; il sera lapidé ! (1) ».

SCANDALE JUIF EN HONGRIE

Budapest, 7 mars.

« Les autorités militaires ont découvert une vaste asso-
ciation secrète, qui, par des manœuvres frauduleuses et
des faux, a soustrait plusieurs centaines de jeunes Israé-
lites au service militaire.

« Dans plusieurs départements de la Hongrie, les re-
gistres des naissances des consistoires israélites avaient
été falsifiés depuis des années. Des enfants du sexe mas-
culin avaient été inscrits comme appartenant au sexe
féminin ; d'autres avaient été portés comme décédés. Seuls,
les Juifs pauvres, qui n'avaient pu payer la somme de-
mandée, avaient été inscrits.

« Le ministre de la Défense nationale a envoyé sur
place un colonel, pour faire une enquête. Bien avant son
arrivée, les Israélites compromis avaient réuni une somme

(1) Apud Lahovary, *op. cit.*, page 18.

de 35.000 francs dans le but de le corrompre. La tentative de corruption ayant échoué, les Juifs ont donné cet argent au patron de l'hôtel où le commissaire était descendu, pour qu'il l'empoisonnât.

« Un fonctionnaire du département a eu vent du complot et a averti le commissaire.

« L'enquête a établi que, jusqu'ici, dans le seul département de Zemplen, 5.000 jeunes gens se sont ainsi dérobés au service militaire ».

(HAVRE-ECLAIR.) (1)

Tels ne seraient pas les seuls inconvénients d'une mesure dans le sens du projet loi de 1897 : des dangers économiques tout aussi impressionnants s'en suivraient inévitablement.

Dispenser les Israélites du service militaire ne serait-ce pas mettre entre leurs mains une nouvelle arme contre les Roumains ? Car que deviendra l'Israélite dispensé pendant les trois années destinées au service ? Cessera-t-il de travailler et par conséquent de développer ses forces économiques ? Assurément non. Se gardera-t-il de remplacer le Roumain appelé sous les drapeaux, à la mine, à l'atelier, ou à l'usine ? non plus. Voilà donc l'Israélite continuant tranquillement son travail, remplaçant le Roumain, se faisant une famille, et procréant, tandis que lui le paysan roumain, l'enfant de la Patrie chôme, perd le tour de main acquis, perd sa place, et se trouve au bout de ses trois ans, sans femme, sans enfants, sans foyer. Ce n'est

(1) V° aussi « *Deutsche Volksblatt* » de Vienne du mois de novembre 1904, sur l'affaire des corruptions des préposés des douanes autrichiennes, ainsi que le résultat de l'enquête dont il est parlé plus haut.

pas tout, plus tard le Roumain sera continuellement appelé à quitter son métier pour se rendre aux exercices périodiques, ou bien pour partir à la guerre, tandis que l'Israélite développera tranquillement sa famille en même temps que ses facultés économiques. Et plus tard, beaucoup plus tard, combien grande sera la différence entre le fils de cet Israélite et les enfants scrofuleux, chétifs rachitiques du soldat d'antan ayant hérité des maladies contractées par leur père durant le service.

N'est-ce pas mettre un atout de plus dans le jeu de ce dangereux partenaire ? (1) D'autres pays du reste se sont trouvés dans la même situation. Nous avons vu en France, des milliers d'ouvriers belges avant la loi de 1889 habiter, travailler et vivre tranquillement pendant des générations sur le territoire français et se soustrayant à l'obligation militaire en invoquant leur extranéité. Le gouvernement français put constater en outre que les propriétaires des usines préféraient ces derniers aux ouvriers français pour plusieurs motifs. Or, un des motifs ayant déterminé cette attitude des patrons, tenait évidemment du fait qu'ils avaient moins de déboires avec les Belges qu'avec les Français, ceux-ci devant se faire remplacer temporairement à l'époque des manœuvres et des exercices militaires périodiques (2). La loi de 1889 est venue porter remède à cette inégalité déclarant Français tout individu né en France de parents qui eux-mêmes y étaient nés. Dès lors seuls les individus se trouvant dans cette situation qui justifieront d'avoir satisfait aux lois militaires de leur pays

(1) Cnf. Les articles de J. Lahovary, dans le « *Tempul* » de 1897.

(2) Lahovary, *op. cit.*, pag. 71 et suiv.

d'origine seront admis à invoquer leur extranéité. La jurisprudence (1) et les conventions internationales sont venues aussi mettre un terme aux calculs des individus qui avaient tout intérêt à perpétuer cette situation.

Ajoutons aussi que le principe de non obligation militaire à l'égard des étrangers n'a pas été aussi strictement appliquée qu'on le croirait. La Belgique par l'article 7 de sa loi sur les milices, du 3 juin 1870, oblige parfois l'étranger résidant en Belgique de remplir certains devoirs militaires. En Autriche, quoique le Sultan soit demeuré le souverain virtuel de la Bosnie et de l'Herzégovine suivant l'article 25 du traité de Berlin, le gouvernement de Vienne, n'hésite pas d'y recruter des troupes non point pour y maintenir l'ordre mais bien pour leur faire tenir garnison à Ulm, à Vienne ou à Stockerau. Plus d'une fois suivant les circonstances maints Etats ont également méconnu ledit principe.

Nous savons bien que la meilleure solution de la question est celle donnée par la France, mais en Roumanie prendre une pareille mesure n'est pas possible. Accorder la cité à 50.000 étrangers sur une population de 40.000 000 habitants qui sont de la même race, qui parlent votre langue, et qu'on ne saurait distinguer des vrais Français, n'est pas ouvrir ses portes à 300.000 individus qui vous sont entièrement étrangers, qu'on ne saurait assimiler que très difficilement et surtout lorsque votre population est à peine de 6.000.000 habitants.

Voilà quelles sont les raisons qui ont déterminé le légis-

(1) *V^o Journal Clunet*, 1891, p. 435.

lateur roumain à édicter que « Tous les habitants du pays
« doivent personnellement le service militaire à l'exclu-
« sion de ceux appartenant à une protection étrangère ».
Et nous ne pouvons que nous associer à sa manière de voir.
D'ailleurs sur une armée d'environ 200.000 hommes, les
Israélites ne fournissent qu'un contingent de moins de
3.000 soldats. N'est-il pas donc bien le cas de dire qu'on
s'est complu à faire beaucoup de bruit pour un rien.

CHAPITRE V

Serait-il prudent d'accorder la naturalisation en bloc à tous les Israélites établis sur le territoire roumain ?

C'est à regret que nous nous voyons obligés de répondre à cette question négativement. Nous ne le faisons qu'après mûre réflexion, après nous être rendu compte *de visu* de l'état actuel de la question, après avoir compulsé plus d'un rapport officiel, plus d'une statistique et plus d'un ouvrage traitant de cette question.

Nous allons dans le présent chapitre motiver cette opinion.

§ 1.

On a de tout temps constaté l'existence de certaines causes tendant à détruire les États, à les anéantir.

Il y a une loi de dynamique universelle qui tend à ramener tout à l'unité, au nivellement, en comblant les lacunes avec les débris des cimes.

Un État perspicace doit avoir éternellement en vue ces faits, et partant se tenir éternellement sur ses gardes.

Ce n'est qu'en déployant une résistance acharnée, ce n'est qu'en opposant un maximum d'énergie aux causes de destruction le menaçant continuellement, qu'il parviendra à se maintenir, car la vie de l'État ainsi que la vie humaine n'est qu'une « longue tristesse », suivant l'expression de Schopenhauer, une longue série de luttes contre le redoutable germe de la destruction. Son existence ne sera rachetée qu'au prix de la victoire, un seul instant de défaillance suffisant pour faire écrouler tout ce merveilleux édifice érigé à force de sacrifices séculaires.

Or, en vue de cette perpétuelle guerre l'État puise l'autorité nécessaire dans son droit de souveraineté et les forces indispensables, dans ses propres forces.

Quelle est donc l'attitude qu'un État doit adopter, par application de ces principes, lorsqu'il constate que l'activité individuelle est dirigée dans une direction malheureuse, pouvant avoir de graves conséquences soit pour lui, soit pour l'individu pris à part, mais qui avant de s'appartenir lui appartient à lui, État?

Il est étonnant de voir parfois des gens très sensés, des esprits vraiment d'élite et qui en principe répudient avec horreur toute « idéologie », considérant l'individu comme fin en soi et s'attachant à en faire le but unique de tous droits.

Pour eux l'individu hypertrophié devient le but, la fin unique et éternelle de toute l'activité, de toute l'évolution sociale. Il est même piquant d'entendre formuler cette théorie à l'un des plus puissants esprits du siècle dernier et qui était bien loin cependant de se réclamer de l'école anglaise, à l'auteur de la « Critique de la raison pure », à Kant.

Qu'il nous soit permis de nous poser en opposition absolue avec sa manière de voir.

Les principes de l'école anglaise peuvent sans doute être vrais dans une société tout-à-fait impubère, ou bien dans quelque Salente ou Abbaye de Thélème; mais du moment que nous conservons la société dans sa forme et constitution actuelle, — société envisagée constamment à l'État dynamique, — du moment que nous l'admettons et conservons avec toutes ses conséquences fatales, ces principes sont inadmissibles.

Ah, nous savons bien quelle est la beauté éthique de la pensée Kantienne, mais malheureusement la beauté pure n'est pas de ce monde!

Cet illustre penseur de même qu'une pléiade de disciples plus ou moins conscients et d'un essaim d'écrivains généralement hantés par je ne sais quelle tendance mystique, semblent avoir perdu de vue qu'en face de ce microscopique « Individu » et l'écrasant de sa grandiose stature, s'érige une personnalité autrement puissante, autrement impressionnante parce qu'éternelle, « l'État ».

Sa personnalité propre qui ne se confond nullement avec celle des individus s'affirme de plus en plus et se développe. Ses intérêts et ses droits sont de beaucoup supérieurs à ceux de l'individu; et si les intérêts de celui-ci venaient par hasard, à l'encontre des siens, l'État inexorablement devrait passer outre, car autre est sa destinée, sa vitalité étant autre.

Des faits flagrants, journaliers tels que l'impôt, le service militaire, la législation tutélaire dans certains pays... viennent illustrer notre thèse. Or, qu'est-ce que cette « panoplie » (dans le sens grec du mot) de droits de

l'Etat, sinon autant de parcelles soustraites à la liberté et au patrimoine de l'individu ? Et il nous vient à l'esprit — ô ironie ! — que nos sociétés furent appelées « individualistes », que le mot fit fortune et que maintes bonnes gens croient vivre dans une société « individualiste » alors que logiquement, étymologiquement parlant, — ce qui peut au premier abord paraître paradoxal, — nous vivons dans une société « socialiste ».

Les philosophes anglais aussi bien que Kant se sont mépris ; cette erreur vient du fait que l'individu ayant une constitution physiologique, apparaît à l'esprit plus facilement comme but et fin de certains droits que l'État doué d'une personnalité bien plus subtile, dépourvu de constitution physiologique et partant appelé à faire plus facilement défaut à l'esprit que la notion *Individu*.

Tant que la personnalité de l'État fut contestée, le doute sur ce point était encore possible ; mais aujourd'hui que l'existence de cette personnalité paraît incontestable, nous ne saurions admettre une théorie semblable à celle que nous venons de développer.

Maintenant on est tenté de se demander : est-ce bien l'État et rien que l'État qui sera appelé à profiter de la totalité de ces droits ? On l'a soutenu, mais nous ne le pensons pas. Non, l'État n'en est pas le but unique ; il n'est qu'une personne ayant en vue en premier lieu, il est vrai, de développer ses forces et ses facultés, mais dont le but est aussi de perfectionner son existence en perfectionnant l'existence de ses membres. Seulement, et voilà précisément le point qui échappe assez souvent aux auteurs, il ne doit jamais oublier qu'il n'est guère composé que de ses membres présents, mais bien que les membres à ve-

nir doivent jouir des mêmes droits et au même titre que la génération actuelle.

Il ne doit jamais oublier que son but n'est pas uniquement celui de garantir un certain bien-être à ses membres présents, au contraire, étant donné que sa constitution intime embrasse en même temps les générations à venir, il est de son devoir de leur garantir la même dose de bien-être qu'aux générations présentes.

Non, un État ne peut pas, à l'instar d'un individu égoïste, avoir pour devise : « après moi le déluge, » attendu qu'il est censé être éternel.

Que penserait-on, en effet, du gouvernement qui mettrait en vente les palais, les collections, les voies de communications nationales, afin d'assurer aux générations, présentes une existence pleine de charme et de bonheur au mépris des intérêts de ses membres de demain ?

Du reste, et pour clore cette série d'observations, constatons que loin de se trouver en opposition, les intérêts de l'État coïncident généralement avec ceux de ses membres ; cependant, si par hasard l'activité de ces derniers était de nature à périliter la sûreté présente ou à venir de l'État, celui-ci, grâce à son droit de souveraineté, a non seulement la possibilité, mais aussi le devoir de prendre les mesures nécessaires, destinées à le préserver, quelles que soient les souffrances qui malheureusement mais fatalement doivent en résulter, son salut devant être la loi suprême.

§ 2.

Tout État renfermant plusieurs nations distinctes les unes des autres et irréductibles, est appelé tôt ou tard soit à se démembrer, soit à disparaître, — le principe des nationalités — ainsi que le proclame le savant professeur Weiss — « étant le suprême espoir des États démembrés ou conquis (1) ».

S'il est vrai que ce principe a été plus d'une fois l'étincelle ayant fait éclore des monarchies, telles que la Monarchie italienne ou l'Empire allemand, il n'est pas moins vrai que c'est toujours lui qui fit le grain de destruction ayant conduit les Belges à se séparer de la Hollande, les Grecs et les Roumains à combattre la Turquie et s'affranchir de sa suzeraineté, et qui conduira les nations de l'Empire apostolique à combattre et faire crouler demain la monarchie autrichienne.

Vu l'importance de cette question, l'Etat a pour devoir immédiat de combattre ce germe de destruction et s'attacher par tous les moyens licites à s'assimiler les populations de nationalités différentes, afin que les confins de la patrie coïncidassent avec les frontières de la nation, afin que la nation, suivant l'expression d'autrefois, soit « une et indivisible. » Du reste les gouvernements allemand en Pologne, russe en Finlande, anglais en Irlande, hongrois en Transylvanie ne font qu'appliquer peut-être quelque peu brusquement ce principe incontestable. (1)

(1) André Weiss, *op. cit.*, p. 3.

(1) V^o Mancini, *Della nazionalità come fondamento del dritto delle genti*, ainsi que M^{me} de Staël, *De l'Allemagne*.

Comment agir alors à l'égard « d'un groupe ethnique « absolument différent, ayant un caractère tenace et qu'on peut considérer comme inassimilable » ? Lui ouvrir toutes grandes les portes de la cité, n'est-ce pas introduire dans son organisme cet élément de destruction dont il était parlé plus haut ? Ouvrir la cité américaine aux célestes envahisseurs, ne serait-ce pas consentir à un empoisonnement volontaire de la part du gouvernement des Etats-Unis ? Loin de lui accorder la cité, un Etat soucieux de son existence doit prendre contre cet élément dangereux toutes les mesures de protection qu'il estimera nécessaires.

Ce sont là des principes incontestables reconnus et appliqués par tous les Etats modernes ; et nous sommes vraiment heureux d'entendre tenir un discours parfaitement semblable à M. Paul Leroy - Beaulieu, qui loin d'être antisémite a cru devoir dénoncer plus d'une fois à l'opinion européenne l'attitude « brutale et orientale » du gouvernement roumain (1). Quant à la question israélite en Roumanie elle ne se présente pas sous un aspect différent ainsi que nous le verrons bientôt.

*
* *

« Tous les pays, dit Bluntschli, ont intérêt à recevoir par-
« mi leurs ressortissants les étrangers dont l'industrie et
« les talents peuvent leur être utiles » (2), et en conséquence
lorsqu'un pays a acquis la certitude que tel individu ou
telle collectivité d'individus loin de lui être utiles ne sau-
ront lui constituer qu'un danger permanent à sa sûreté,

(1) V. *L'économiste français*, 1892, page 386.

(2) Bluntschli, *op. cit.*, p. 103.

il doit par tous les moyens licites possibles les écarter sans hésitation. A-t-il le droit de le faire? C'est incontestable, car « le seigneur du territoire peut en défendre « même l'entrée quand il le juge à propos » (1), ou bien suivant les paroles de Klüber, car « le droit de propriété de « l'Etat sur son territoire étant indépendant de toute influence étrangère, il s'en suit que l'Etat peut en exclure « tout étranger.... » (2)

Or, c'est en vertu de ces principes indiscutables que la Roumanie a édicté toutes les dispositions énumérées dans le chapitre précédent et qui ont fait se soulever d'horreur tant de poitrines *civilisées*, mais ignorantes de la vérité.

Nous disions plus haut donc, et nous ne saurons trop le répéter, que dans les sciences sociales on ne saurait juger et trancher les problèmes à *priori* comme sur tout autre terrain scientifique. Malheureusement on a trop méconnu cette vérité surtout dans les pays neufs, ce qui a donné lieu à des résultats aussi imprévus que désagréables.

Gardons-nous donc de vouloir faire application en Roumanie des principes qui peuvent paraître fondamentaux dans une société, telle que la société anglaise, la société française ou la société allemande.

Pour démontrer jusqu'à l'évidence la vérité de nos dires, nous allons faire plus loin une comparaison entre les Israélites de l'Europe occidentale et leurs coréligionnaires de Roumanie. Mais avant d'établir cette antithèse, il convient de nous demander : est-il vrai, ainsi qu'on l'a affirmé, que

(1) Vattel, *op. cit.*, p. 80.

(2) J. L. Klüber, *Droit des gens*, Paris, Durand, 1861, p. 171.

le Roumain est xénophobe, d'un xénophobisme à en rendre jaloux les Chinois même ? (1)

Il n'est pas cependant d'étranger de notre connaissance ayant traversé les pays roumains, qui n'ait pas rapporté de leur voyage d'inoubliables souvenirs de la parfaite civilité et de la plus large hospitalité dont ils furent l'objet de la part des Roumains. Del Chiaro, Vaillant, Desjardin, Michelet, Elias Regnault, Edgard Quinet, tous ont rendu hommage aux sentiments élevés dont les Roumains ; « ce peuple libéral et poète, » suivant l'expression de Michelet, sont animés à l'égard des étrangers.

M. de Gerando, dans un de ses voyages dans les montagnes de Zlatna, y rencontra des marques touchantes de sollicitude pour le voyageur isolé. « Je vis, dit-il, sur le chemin, attachée à un arbre, une sorte de niche faite en bois. Sur le devant se trouvaient deux vases ; au fond on distinguait à peine une madone grossièrement peinte. Le lieu était désert. Personne ne passait. L'un de ces deux vases était plein d'eau, l'autre était déjà vide. Qui les avait placés là ? Je l'ignorais. Pour qui avaient-ils été remplis ? Pour moi si je l'eusse voulu. Quand je parcourus à cheval ces montagnes j'en rencontrai souvent. Un jour, en moins de deux heures, je comptai onze vases mis sous les arbres par des mains inconnues, et auxquels j'aurais pu me désaltérer. Chaque matin, les Valaques vont les remplir pour le voyageur qui passera dans la journée et qui est peut être un ennemi » (2).

(1) Cnf. *China auf der Balkanhalbinsel*, Lemberg, 1901, ainsi que *La Renaissance Latine*, du 15 juin 1903, article signé Jacques Fromental, page 603 et suiv.

(2) Cité par Elias Regnault, *op. cit.*, page 285.

Nous avons vu même dans le vieux document israélite cité au début de cet ouvrage l'état d'âme que le rabbin de Tudelle constate au paysan roumain, lui seul ayant hérité et conservé les anciennes traditions d'hospitalité, lui seul ouvrant sa maison à l'Israélite et l'appelant « mon frère » alors que l'Univers le haïssait, le maudissait et le mettait en dehors de la loi.

D'où vient donc que dans ce pays bon et hospitalier, où tout passant était un frère et tout habitant un ami, où l'on trouvait toujours un peu d'eau pour se désaltérer, un croûton de pain pour se réconforter et un asile pour s'abriter, même dans la plus humble chaumière, que tout à coup les portes se ferment devant le passant, les sources tarissent leurs eaux devant les lèvres étrangères, les regards deviennent mauvais et les couteaux brillent dans la nuit (1).

Qu'on se rassure d'abord ; il est avant tout de notre droit de dissiper ces bruits sinistres et calomnieux, et de protester contre l'aspect sauvage et monstrueux, sous lequel des auteurs aussi malveillants que peu scrupuleux se plaisent depuis un certain temps à présenter la Roumanie aux yeux de l'Occident épouvanté.

Dans ce pays de légendaire hospitalité, on n'a jamais connu ni *Ghettos* ni *Judengassen*, on n'y a jamais entendu parler d'*Opfenphennig*, de *Kronsteuer*, de *Leibzolle* ou de *Geleizolle*. On n'y a également jamais édicté contre les Israélites, toutes ces mesures inhumaines et vexatoires dont ils furent en butte pendant plus de dix siècles en

(1) Lehr, *Die Rumänische Juden*, Frankfort, 1901, p. 26.

Occident (1). La Saint-Barthélemy, les Dragonnades, les Jacqueries, l'Inquisition, toutes ces pages douloureuses et sanglantes de l'histoire universelle ayant désolé les pays catholiques sont restées inconnues en Roumanie (2). Non, la Roumanie ne leur a jamais créé une pareille situation, de pareilles mesures ne furent jamais prises à leur égard, et même aux époques les plus troublées de leur existence sociale *aucun* Israélite n'y a perdu la vie, *aucun*.

Ce pays, un vrai pays de cocagne — suivant l'expression d'un spirituel diplomate français — a été aussi le pays le plus libéral. Le gouvernement roumain a de tout temps professé les idées les plus larges, et l'étranger y a toujours joui de la plus entière liberté de conscience. Pour prouver la vérité de cette affirmation il suffit de dire qu'en 1868, il y avait en Roumanie 262 locaux de culte étranger, dont 176 étaient des synagogues, et que de plus en 1893, le nombre des synagogues avaient atteint le chiffre de 302, ce qui est vraiment extraordinaire (3).

La question israélite en Roumanie ne se présente pas comme étant une question religieuse. Cette question est d'un ordre purement économique et national. La haine du juif n'existe pas en Roumanie (4), on n'en veut pas à l'Israélite en tant que membre d'une communauté religieuse différente du culte national, les persécutions religieuses n'ayant jamais existé en Roumanie ; et quels témoignages

(1) Vo à ce sujet Bédarride, Is. Lœb., Reinach, etc., Cnf. aussi Esmein, *Histoire du droit français*, Paris, Larose, 1888, p. 171.

(2) V. sur leur condition en Russie, H. Dagan, *Le cahier de la quinzaine* du mois d'octobre 1903.

(3) Stoïcovici et Robin, *ouvrage statistique cité*, p. 25

(4) Cnf. B. Lazare, *op. cit.*, *passim*.

éclatants à l'appui de notre thèse que l'attitude conservée à leur égard par des chefs même de l'Église orthodoxe roumaine, par des Métropolitites tels que le grand Benjamin Kostaky, Meletius, Sefhronius de Moldavie, etc., qui crurent de leur devoir de ne faire aucune différence entre leurs ouailles, et de doter plus d'une fois des filles israélites, en même temps que des filles roumaines, lors de leur mariage ou de leur établissement (1).

D'ailleurs même le docteur Hugo Ganz, un des plus acharnés ennemis de la Roumanie, ne manque pas de dépeindre son étonnement ayant constaté, lors de son voyage en Roumanie, à quel point la situation des Israélites y était supérieure à celle de leurs conationaux d'Autriche et de la Russie (2).

En 1901, lors de la grande crise financière ayant sévi en Roumanie, la municipalité bucarestoise, par mesure de faveur exempta de toute taxe communale la plupart des sociétés de secours mutuels et de bienfaisance de la ville. Or, sur un nombre total de 79 sociétés ayant bénéficié de cette mesure gracieuse, 15 étaient étrangères, de différentes nationalités, 32 israélites et 32 à peine roumaines.

Pendant la même année, la même municipalité accordait des secours spéciaux à 75 familles indigentes dont 21 étaient israélites.

Le pain confisqué aux boulangers coupables d'avoir mis en vente du pain d'un poids inférieur au poids réglementaire, est toujours distribué gratuitement aux hôte-

(1) V. le discours du Métropolitite Primate de Roumanie, prononcé à la tribune du Sénat roumain, dans le *Monitorul oficial* du 11 octobre 1879.

(2) Dr H. Ganz, *Reisenskizzen aus Rumänien*, Berlin, 1903, p. 26.

taux et aux différentes institutions de bienfaisance ; sur la quantité de pain distribuée aux hôpitaux publics, les institutions israélites ont sans exception eu leur part variant en moyenne de 15 à 20 % de la quantité annuelle totale (1).

Voilà toute une série de faits simples, quotidiens et qui sont de nature à édifier tout juge impartial.

Il faut donc être bien de mauvaise foi pour accuser encore la Roumanie de xénophobie et d'antisémitisme ; ou bien si antisémitisme il y a, avouons qu'il est d'une nature toute bizarre et inattendue.

Non, le Roumain n'est pas antisémite et moins encore xénophobe, c'est bien peut-être une de ses mauvaises qualités que d'aimer et d'admirer trop tout ce qui lui vient de l'étranger.

Non, le Roumain est incapable de persécutions religieuses, et « il faut mal connaître le peuple roumain pour le croire capable de se passionner pour des querelles religieuses » (2).

Il faut donc aller chercher ailleurs que dans la « haine religieuse », les causes de toutes ces mesures énumérées dans le chapitre précédent.

« Il importe donc, écrit M. Fromental dans la *Renaissance latine*, de bien établir ce point et d'accorder la justice aux Roumains. Ce ne sont pas des barbares et des sauvages, qui persécutent les Juifs. Ce ne sont pas des fanatiques qui se précipitent sur les Ghettos et en

(1) Tous ces renseignements sont puisés dans la brochure déjà citée de M. Bibicesco, ancien maire de Bucarest.

(2) *La Renaissance latine* du 15 juin 1903, p. 598.

tuent les habitants. Il faut bien les distinguer des Russes sur ce point. Ajoutons encore et disons le aussi hautement qu'il n'y a pas de massacres de Juifs en Roumanie. » Il y a tout simplement avant tout, que le nombre des Israélites est excessif.

Et il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau-statistique suivant pour se rendre compte de la nature de la question Israélite en Roumanie :

TABLEAU DU NOMBRE DES ISRAËLITES HABITANT LES DIFFÉRENTS ÉTATS D'EUROPE

LE NOM DE L'ÉTAT	La Population totale (1)	LA POPULATION ISRAËLITE SUIVANT :				Soit en moyenne	Israélites par 1000 habitants (6)
		Hickman, Hübner etc. (2)	Th. Reinach (3)	Bruniatti (4)	Annuaire Israélite pour 1892	Harper's Magazine (5)	
Allemagne . . .	56.367.178	567.884	568.000	650.000	562.000	567.884	11,0
Autriche. . . .	45.405.267	1.224.899	1.860.000	1.500.000	1.648.000	1.643.708	46,9
Belgique. . . .	6.896.079	3.000	3.000	3.000	3.000		0,4
Bulgarie. . . .	3.744.283	28.000	28.000		10.000		7,7
Espagne. . . .	18.618.086	1.000	2.000	6.000	1.900	402	0,06
France.	38.641.333	54.000	72.000	50.000	130.000	49.439	1,4
Italie.	32.475.253	38.000	50.000	40.000	40.000		1,2
Grande Bretagne	41.605.220	100.000	90.000	70.000	89.000	46.000	2,4
Les Pays-Bas. .	5.263.267	110.000	97.000	70.000	95.000		21,0
Russie.	129.931.827	5.187.000	4.000.000	2.700.000	2.552.000	3.588.000	46,0
Serbie.	2.535.915	5.000	4.000	4.500	3.500		2,0
Suisse.	3.313.817	8.069	8.000	7.000	7.000		3,0
Roumanie . . .	5.912.520	269.015	300.000	400.000	265.000	400.000	45,5

(1) Hachette-Annuaire, Paris 1905, page 236 et s. — (2) Hickmann, *Universal-Taschen-Atlas* pour 1902 et Hübner's, *Geographisch-Statistische Tabellen*, etc., cités par Verax, *op. cit.*, page 58, — (3) Th. Reinach, *Des Juifs* — dans *La Grande Encyclopédie*. — (4) Bruniatti, *Archivio di statistica*, cité par Boziano, *op. cit.*, page 210. — (5) *Harper's Magazine*, Londres, février 1894. — (6) Suivant Verax, *op. cit.*, p. 58.

Il est de plus indispensable de savoir que la Moldavie, qui forme environ le quart de la Roumanie, sur une population totale de 1.832.106 habitants, possède à elle seule 195.887 Israélites soit 107 Israélites par 1.000 habitants, et que dans certaines villes la relation du nombre des Israélites au nombre des Roumains n'est pas de 2,5 ou 10 % mais de 40, 50 et même 78 % (1).

A Jassy, le deuxième grand centre de la Roumanie — pour ne citer qu'un exemple — la population est composée de 556 % étrangers, dont 511 Israélites, les Roumains ne se trouvant que dans une proportion de 434 % (2).

Quant aux chiffres officiels relatifs à leur nombre total, il nous semble qu'il est vraiment au-dessous de la vérité, les Israélites ayant tout intérêt à ne pas faire connaître leur nombre exact. Des témoignages, du reste, dignes de foi, viennent corroborer notre opinion. M. Desjardins, par exemple, estime leur nombre à plus de 400.000 individus (3). Le « Bulletin de la Société de géographie » de Roumanie, accusait aussi dès 1870 sur une population totale de 5.070.000 habitants la présence de 300.000 étrangers de différentes nationalités, et de 400.000 Israélites; l'avocat Crémieux lui-même, et qui devait cependant être mieux renseigné que personne, écrivait le 6 août 1866 dans le journal parisien *Le Siècle*: « Or, cher Havin, ces Juifs, au nombre de 400.000, sont en Roumanie..., etc. » et tel est aussi le chiffre donné par M. Anatole Leroy-Beaulieu (4).

(1) Cnf. aussi Collesco, *op. cit.*, p. 17 et 18.

(2) Collesco, *ibid.*, p. 30.

(3) Desjardins, *op. cit.*, p. 13.

(4) *Israël chez les nations*, p. 6-7.

Peut-on alors — et rien que de ce chef — prétendre que la question israélite est la même en France, en Angleterre, en Allemagne, qu'en Roumanie ? Peut-on en toute justice et bonne foi exiger que la même condition soit faite aux Israélites de Roumanie qu'aux Israélites d'Allemagne, d'Angleterre ou de France ?

Mais la question est plus grave encore par ailleurs.

L'unité nationale est une des premières conditions de l'existence d'un peuple, et nous nous sommes attaché plus haut à en démontrer l'importance.

Tant que Rome a pu s'assimiler les peuples conquis, elle réalisa le plus puissant Empire du monde ; mais le jour où elle rencontra dans sa marche triomphale des nations qui se refusèrent à cette assimilation, sa puissance fléchit, sa gloire s'assombrit et l'humanité étonnée assista à cette immense catastrophe, à cette débâcle unique dans l'Histoire, qui illustra la fin du vieux monde. Tel est la gravité du danger qui menace la Roumanie.

Un très savant professeur de la faculté de Paris, M. Ambroise Colin, nous écrivait un jour : « Ouvrez leur « vos bras et ils s'assimileront ». C'est une erreur. Ce n'est pas de l'Israélite en tant que membre d'une communauté religieuse distincte que le Roumain est en droit de se méfier, mais de l'Israélite israélisant, de l'Israélite membre d'une nation étrangère irréductible, de l'Israélite élément social foncièrement dangereux pour l'avenir du pays (1). Car il ne faut jamais perdre de vue que les Isra-

(1) V. le très important discours prononcé par M. N. Blaremborg à la Tribune de la chambre des députés de Bucarest, dans la séance du 5/17 septembre 1879. Il convient de rapporter ici les dires de M. An-

élites de Russie, de la Galicie et de la Moldavie n'ont rien de commun avec les Israélites de France ou d'Angleterre (1).

Ces Israélites appartiennent à la branche allemande « Askenazim » qui est tout à fait différente de la famille espagnole des « Sephardim », à laquelle appartient l'immense majorité des Israélites de France, d'Angleterre, d'Espagne, etc. Leur langue, leurs mœurs, leur état d'âme même sont complètement dissemblables. Eux-mêmes du reste se considèrent comme nation à part, n'ayant aucune

dré Bellessort Ce publiciste ayant sollicité une entrevue à M. Israël Friedmann, le grand Rabbin de Roumanie, un des plus grands pontifes de la religion de Moïse, quoique ne en Roumanie, « il nous pria — « écrit-il — dans le cas où la langue allemande ne nous serait pas « familière, de nous faire accompagner par un interprète, car il « ignorait le français, et s'il comprenait le roumain, il ne le « parlait pas ». (*Revue des deux mondes*, mars 1905, page 85).

Ils forment nation à part, ils forment Etat en Etat, et se tiennent constamment à l'écart des Roumains avec lesquels ils ne se confondent jamais.

« Disciplinés et religieux, et disciplinés parce qu'ils sont religieux, « écrit ce même publiciste, plus loin (page 87), les Juifs s'opiniâtrent « ici dans la plus rigide observance du Talmud. L'instituteur qui « dirige leur école de garçons, un jeune Israélite de Jassi, très intelligent et très ouvert, me confiait sa surprise quand, à Bonhousi, il « avait vu ses vieux coréligionnaires lire leur livre sacré à la clarté « de la nouvelle lune et danser et prier ainsi qu'au temps où Titus « s'acheminait vers Jérusalem. Bien que la majorité soit née dans le « pays, ils parlent moins le roumain qu'un jargon judeo-germanique. « Dans leurs écoles de garçons et de filles — que subventionne « l'alliance Israélite de Paris — on étudie l'allemand, le roumain, « l'hébreu : l'hébreu deux heures par jour. Le soir, les enfants dont « l'éducation est sévère, continuent leurs leçons hébraïques pendant « trois heures avec leurs parents, et les reprennent avant d'aller en « classe ». Et plus loin : « et chaque fois que la cause d'Israël « réclame des subsides, il n'y a pas d'humble Juif, dans le plus « humble bourg moldave, qui essaie de se dérober à la contribution « de guerre ». C'est concluant !

(1) Cnf. la déclaration du Prince Gortchakow, au Congrès de Berlin de 1879.

sorte de relations ensemble et aucune sympathie. Les mariages entre ces deux tronçons sont excessivement rares, car les Sephardim dédaignent les Askenazim par rapport à leur supériorité intellectuelle, tandis que les Askenazim professent un souverain mépris pour les Séphardim qu'ils traitent de renégats. Il est vrai que la branche allemande seule a conservé immaculés les usages, les traditions et les aspirations de la race, s'étant toujours tenue à l'écart des Gentils; et c'est en ce sens qu'on doit interpréter leurs paroles lorsqu'ils prétendent être seuls les fils d'Israël, des Juifs vrais, des orthodoxes. Le lendemain de 1789, les Israélites portugais de Bordeaux demandaient à ce qu'ils ne soient pas confondus avec certains Askénazim habitant la même ville et pour lesquels ils témoignaient une vraie aversion (1). D'ailleurs n'est-ce pas également un Séphardim qui traite par l'organe du grand Heine, un orthodoxe de « Hun-d mit hündischen Gedanken » ? (2)

Les Israélites de Moldavie orthodoxes convaincus s'obstinent à former nation à part en restant en dehors de la population au milieu de laquelle ils vivent (3). A ce sujet le témoignage de M. Desjardins est du plus haut intérêt. Écoutons-le :

« Ce n'est pas leur religion qui les distingue seule des autres hommes, c'est même comme on le verra, la moindre des choses aux yeux des Roumains; et j'affirme que le motif religieux n'a aucune part dans les mesures prises par le gouvernement, ni dans l'hostilité que

(1) A Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 354.

(2) H. Heine, *Prinzessin Sabbath*, Romanzero.

(3) *Harper's magazine*, n° de novembre 1894.

« la population leur témoigne..... Ce n'est pas en tant que
« Juifs suivant les pratiques mosaïstes qu'ils ont été in-
« quiétés, mais bien comme formant un peuple en contact
« journalier avec un autre peuple, sans jamais se confon-
« dre avec lui, ni même s'en rapprocher, ayant d'autres
« mœurs, d'autres habits, une autre langue, accaparant
« tout le petit commerce par son industrie, tout l'argent
« par son habileté et son économie; un peuple étranger
« dans le pays dont il absorbe la substance, formant un
« État dans l'État.... (1).

Comment espérer donc d'assimiler ces masses compac-
tes d'individus réfractaires à toute évolution, ces Juifs
orthodoxes dans le sens le plus énergique, le plus absolu
du mot? Or, n'oublions pas quel est l'enseignement de
Moïse à ce sujet: « Si tu choisis empereur, dit-il, prends-
« en parmi tes frères, n'en prends pas un homme de race
« différente car il ne sera pas ton frère.... » (2).

Ce danger considéré sous un autre aspect, celui de la na-
talité, apparaît plus imminent et plus inéluctable encore.
Leur force prolifique extraordinaire fut constatée depuis
la plus haute antiquité; elle fut observée par Aristote (3)
et Pline (4), et les savants modernes n'ont fait que confir-
mer leurs affirmations. Nous nous sommes attaché à
étudier particulièrement les causes de leurs hautes quali-
tés procréatrices, et voici en termes très succints quels
sont les résultats de nos investigations (5).

(1) Desjardins, *op. cit.*, p. 7.

(2) Moïse, XVII, 15.

(3) Aristote, *Hist. Animal*, lib. VIII, c. 4.

(4) Pline, lib. VII, c. 3.

(5) Nous ne pouvons nous empêcher d'adresser ici même nos sin-

Les causes de leurs qualités prolifiques semblent tenir :
1° Aux lois et aux coutumes rabbiniques qui les astreignent de se marier très jeunes et de faire de leur mieux afin de réaliser le commandement de Jehovah « Multipliez-vous!... »

2° A leur vie sobre et régulière. Dans les hôpitaux de Paris pour ne citer qu'un exemple, sur mille alcooliques on ne rencontre que 6, 3 Israélites et parmi les syphilitiques leur nombre atteint à peine une proportion de 18, 24 0/00.

3° Il est aujourd'hui constaté que « la natalité tend à se ralentir chez tous les peuples à mesure qu'ils progressent en bien être » (1). Or, il a été établi que même lorsqu'il a acquis une certaine situation de fortune, l'Israélite oriental ne change pas d'existence et vit opiniâtrement du même genre de vie que par le passé.

Un ménage israélite sans enfants, du moins chez les Askénazim est censé maudit, et comme tombé sous le coup de quelque calamité divine. « Salomon Maimon, rapporte « M. Leroy-Beaulieu, s'était marié avant onze ans à une « fillette du même âge, et comme à douze ans il n'avait « pas d'enfants, sa belle-mère le soupçonnait d'avoir été « noué par une sorcière » (2).

Or, voici maintenant le côté impressionnant de la question : à cet accroissement excessif de population israélite,

cères remerciements à M. le Dr T., le savant professeur physiologiste qui a bien voulu nous fournir des données scientifiques du plus haut intérêt, mais que nous ne saurions publier ici, le cadre de cette étude ne nous le permettant pas.

(1) Cnf. Ch. Gide, *Principes d'Economie politique*, Paris, Larose, 1898, p. 564.

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, page 179.

la Moldavie, loin d'opposer un accroissement de population autochtone porportionnel, est sur le point de voir sa population roumaine diminuer.

On a constaté de 1870 à 1893 dans les villes de Moldavie 121.108 naissances d'Israélites et à peine 115.241 naissances de Roumains et ce qui est de nature à alarmer davantage les esprits c'est que dans le même laps de temps la mortalité roumaine est de 157.199 décès, tandis que la mortalité israélite n'est que de 82.593. Par conséquent, pendant que la population moldave diminue de 29.786 âmes la population israélite s'accroît de 38.550 individus. Moins d'un siècle suffirait pour qu'il ne reste plus en Moldavie que des Israélites (1).

L'Israélite est non seulement prolifique, il est aussi d'une résistance et d'une vitalité extraordinaire. Sous un aspect malingre et chétif il est d'une force de résistance qui fait dire à M. Leroy-Beaulieu : « On pourrait comparer le Juif à ces maigres actrices, aux Rachel ou aux Sarah qui crachent le sang et semblent n'avoir que le souffle, et qui une fois en scène déploient une vigueur et une énergie indomptable. La vie chez lui a des sources latentes (2) ».

La vitalité israélite a été observée de tout temps chez tous les peuples et à tous les moments de la vie sociale.

A Frankfort, la moyenne des années 1846, 1847 et 1848, qui à leur tour sont des années moyennes, nous accuse que :

(1) Cependant que le nombre des décès parmi les habitants roumains oscillent entre 25,0 et 31,5 ‰, celui des Israélites se maintient entre 20,0 et 20,6. (Collesco, *op. cit.*, p. 42 et 6).

(2) Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 176.

1/4 de la population chrétienne atteint l'âge de 6 ans 11 mois, les Israélites atteignent 28 ans 3 m.

1/2 de la population chrétienne atteint l'âge de 36 ans 6 mois, les Israélites atteignent 53 ans 1 m.

3/4 de la population chrétienne atteint l'âge de 59 ans 10 mois, les Israélites atteignent 71 ans.

L'auteur de ces observations se demande alors quelle peut être la cause de cette différence flagrante entre la population chrétienne et la population israélite; et il est porté à en attribuer les causes:

1° A une résistance particulière à la race ;

2° Au fait que les Israélites évitent tout travail fatigant ;

3° A la vie extrêmement sobre qu'ils mènent (1).

Kolb dans son intéressant « Manuel de statistique comparée (2) » démontre que sur 10.000 Chrétiens on constate 400 naissances et 296 décès, soit un excédent de 104 âmes. Sur 10.000 Israélites le nombre des naissances est de 335 âmes et celui des décès de 216, soit un excédent de 139 âmes.

Ces données, ainsi que nous l'avons déjà vu plus haut, ne furent que trop confirmées en Roumanie. Sur une population roumaine de 240.625 habitants on a constaté à Bucarest de 1897 à 1901 un excédent de 6.200 âmes. Sur une population israélite de 44.486 habitants la progression est de 3.369 âmes; soit un excédent israélite supérieur à la moitié de l'excédent roumain, pour une population six fois moins nombreuse (3).

(1) De Neufville, *Vitalité Juive*, Paris, 1848, p. 45 et suiv.

(2) Berlin, 1850, p. 123 et suiv.

(3) Apud Bibicesco, *op. cit.*

Sur 1.000 enfants nés vivants ont survécu en Moldavie, 154 Roumains et 390 Israélites, dans la grande Valachie 300 Roumains et 450 Israélites, dans la petite Valachie 310 Roumains et 500 Israélites, et dans le Dobrodgea, 430 Roumains et 560 Israélites ; soit dans le pays entier, 248 Roumains et 400 Israélites (1). Dans les villes de Dorohi, Michaëleni, Neamtz, Iassi, Roman, Bacau, Falticeni et Targul-Frumos on a constaté en 1892 — année moyenne — 1967 naissances roumaines et 2326 décès cependant que le nombre des naissances Israélites étaient de 3083 et les décès au nombre de 1612 (2).

En 1895 pour les 13 chefs-lieux de Moldavie : Population indigène, excédent de décès : 120 ; Population israélite excédent de naissances : 2351 (Lahovary, p. 30).

Serait-il donc prudent d'accorder la naturalisation à cette population étrangère, qui s'obstine à faire nation à part, qui forme une colonie excessivement nombreuse, qui a des qualités de procréation et de résistance bien supérieures à la population autochtone et qui partant serait appelée au bout d'un certain temps relativement court à submerger la population nationale, à l'étouffer et à la remplacer ? Tout juge impartial et juste doit certainement répondre *non, non !*

*
* *

Nous avons vu plus haut quelle était la situation de la population urbaine de la Moldavie. Eh bien, celle de la population rurale quoique meilleure n'est pas brillante non plus. Si nous comparons la natalité moldave à la nata-

(1) Collesco, *op. cit.*, pag. 57.

(2) Gr. G. Peucesco, *Chestia Teraneasca*, Bucuresci, Göbl, 1893, p. 32.

lité valaque, nous constatons une énorme différence au détriment de la première en même temps qu'une mortalité de beaucoup supérieure à celle de Valachie. La population moldave dépérit et s'éteint. En Valachie la population est saine et robuste, la race superbe, florissante et partant l'accroissement de la population est aussi bien plus considérable qu'en Moldavie.

De 1870 à 1893 on a constaté dans les villes valaques 382.988 naissances et 365.245 décès, soit un excédent de 5571 âmes. En Moldavie dans la période de 1873 à 1897 l'excédent de population roumaine fut à peine de 210.026 âmes, tandis que celui de la Valachie (qui n'est pas trois fois plus peuplée que la Moldavie) fut de 632.342 âmes (1). Par conséquent alors que la population valaque s'accroît infailliblement et offre tous les aspects de la pleine prospérité, la population moldave dans le même laps de temps se trouve en diminution de près de 30.000

(1) Collesco, *op. cit.*, p. 43 et suiv.

Voici aussi une comparaison entre la population rurale des deux provinces, faite à l'aide des documents officiels publiés par le Ministère des Domaines, et où se trouvent consignés les résultats fournis chaque année par les registres de l'État civil régulièrement tenus.

La comparaison porte sur les sept années 1886-1892 ; l'étude de cette période est très probante, car elle renferme des années très favorables et deux mauvaises années (1890-92), où des épidémies ont exercé leurs ravages ; la dernière (1892) a été la plus mauvaise de la décade 1886-1895 : en cette année l'excédent total qui est en moyenne de près de 60.000 âmes, est tombé au chiffre le plus bas (23.860).

Eh bien, voici les moyennes du mouvement de la population rurale pour ces 7 années :

	Moldavie :	Valachie :
Naissances .	43,6 0/00	43,4 0/00
Morts . . .	33,9 0/00	29,2 0/00
Excédent. .	9,7 0/00	14,2 0/00

Lahovary, *op. cit.*, pag. 26 et suiv.

âmes. Que penser de ce phénomène ? A qui en attribuer les causes ? N'est-ce pas impressionnant de constater ce phénomène précisément là où la population israélite est plus nombreuse ? N'est-il pas curieux de constater que chaque fois que les Juifs deviennent nombreux dans une ville, la mortalité chrétienne commence à excéder à vue d'œil la natalité ? (1). Les sociologues, les médecins roumains ainsi que tous les voyageurs qui ont été à même d'étudier à fond cette question, rendent l'Israélite responsable en grande partie de cette situation.

Aussi les mesures prises par le gouvernement roumain en vue d'arracher le commerce des boissons spiritueuses des mains des Israélites ne sont pas arbitraires ; il en est de même des dispositions leur interdisant le séjour dans les bourgs et villages.

La race roumaine est une race contemplative, rêveuse, douée d'un sentiment d'étonnant stoïcisme, hantée du rêve d'une vie meilleure et convaincue que son empire n'est pas de ce monde. Le Roumain généralement bon enfant se laisse exploiter tranquillement et accepte sa situation malheureuse avec résignation, le front serein, un sourire triste aux lèvres. Malgré les sacrifices faits par l'État afin de faire diminuer le nombre des analphabètes, l'instruction n'ayant pas encore pénétré dans toutes les couches sociales, cette lacune rend le paysan roumain encore plus facile à exploiter (2).

(1) Cnf. Les chiffres statistiques cités par M. Xenopol dans « *la Renaissance latine* » du 15 octobre 1902, p. 177, et Lahovary, *op. cit.*, p. 30.

(2) Sur une population de 5.956.690 habitants, en 1899, 1.932.609 à peine, soit 22,0 % savent lire et écrire (Collesco, *op. cit.*, p. 22).

Quelle différence entre le naïf et simple villageois roumain et le raffiné et très astucieux cabaretier israélite ! Au stoïcisme roumain l'Israélite oppose un état d'âme tout épicurien sinon cynique. Au désintéressement roumain l'Israélite oppose un mercantilisme féroce. A l'ignorance séculaire du Roumain l'Israélite oppose une certaine instruction personnelle incontestable ainsi qu'une éducation commerciale atavique de plus de dix siècles. Il est vrai que ses études spéciales se bornent uniquement au commentaire de la *Thora*, mais cette étude si spécieuse en apparence n'est pas inutile ; c'est à ces travaux de logique raffinée et à ces subtiles exercices de dialectique que l'intelligence israélite adonnée depuis des siècles doit son agilité et sa souplesse.

Peut-on comparer même un instant le tour de mentalité israélite, façonnée par des années de brillant ergotisme à l'esprit simple et naturel du pauvre laboureur des Carpathes, n'ayant pour tout bagage intellectuel que quelques prières naïves et quelques chansons tristes infiniment ?

Eh bien, ces deux mentalités tellement différentes se sont trouvées l'une en face de l'autre dans la vie sociale : or, quelle fut l'influence exercée par l'Israélite sur le Roumain ? Voici ce qu'en pense Elias Régnault :

« Les Grecs en Valachie, les Juifs en Moldavie n'appar-
« tiennent pas à la nation. Bien loin de former un lien
« entre le peuple et la boyarie, ils font l'obstacle à tout
« rapprochement, et séparent dans l'édifice social le som-
« met de la base. Occupant la place qui appartient aux
« indigènes, ils empêchent le peuple de s'élever, la boyarie
« de se fortifier, et fondent sur tous deux comme des
« oiseaux de proie, grévant la propriété et dépouillant le

« cultivateur. Leurs gains ILLICITES concentrés en leurs
« mains ne sont que les sources de nouvelles rapines, et
« au lieu de s'enrichir par l'activité régulière d'un com-
« merce légitime, le pays s'appauvrit par l'industrie mal
« famée d'astucieux agents » (1).

Mais voyons les à l'œuvre. Un beau jour on voit s'en venir à pied par la route toute blanche, un homme maigrelet, à l'air souffreteux, à la barbe rare et longue, habillé d'une lévite longue et surannée. Sa tête est couverte d'une casquette en alpaga, et sur la joue, de chaque côté des oreilles de longues mèches de cheveux pendent en tire-bouchon. Qui est-il ? d'où vient-il ? Personne ne le connaît, il ne connaît personne. Un lourd sac hissé sur l'épaule, un parapluie sous le bras, il arrive. Il s'arrête devant la première maison du village, pose son sac par terre, éponge son front sur lequel la sueur perle, et réfléchit. Au bout d'un certain temps il ouvre son sac et en tire un grand mouchoir, jaune de préférence, sur lequel il aligne méticuleusement des queues de pipes, des bouts de rubans, de faux bijoux, des mouchoirs, du savon, des épingles... que sais-je, toute une collection de brimborions méchants et inutiles .. Enfin « la boutique » est ouverte ; alors de toute la force de ses poumons l'étranger appelle et crie et parle dans un langage inconnu et bizarre ; des têtes de femmes apparaissent curieuses dans les cadres des fenêtres ; il les a vues et leur fait miroiter de loin les bijoux en verre, et les rubans et les mouchoirs multicolores.

Une à une les femmes du village s'en viennent lentement, étonnées et hésitantes ; mais, bientôt le marchand disparaît

(1) E. Régnauld, *op. cit.*, p. 348.

au milieu de leur tunique bigarrées. Parfois quelque gars, attiré par l'attroupement et par la voix du marchand vient voir, sourit et lui décoche quelque grosse malice; mais, celui-ci n'a pas l'air de comprendre, car que lui importe les plaisanteries, pourvu que le commerce marche; et le commerce marche en effet. Il vend tout et il accepte tout; il accepte l'argent comptant, les fruits, les œufs, les poules, de menus objets qu'il vendra le triple et le quadruple à la ville. Et lorsque le soir arrive, une de ces belles et calmes soirées de là-bas, le marchand rentre sa marchandise et son butin pêle-mêle dans le sac, et reprend le chemin du matin la casquette enfoncée sur les yeux, le sac sur l'épaule, le parapluie sous le bras, cependant que quelque volaille épouvantée pend lamentablement au bout de l'autre bras.

C'est la première étape, le terrain lui paraît excellent. Aussi à peines quelques jours se sont écoulées que l'on voit dans un nuagé de poussière arriver quelque guimbarde de la ville amenant le marchand de l'autre jour, accompagné cette fois de sa femme et de toute une marmaille d'enfants porteurs tous de quelque gros ballot. Il s'enquiert, prend des renseignements, s'informe et trouve enfin quelque vieille masure inhabitée. En un clin d'œil il y est installé et le lendemain, sinon le jour même, le cabaret est ouvert. Ah! mais un cabaret d'un ordre spécial, un cabaret réellement original où le savon fraternise avec l'eau-de-vie et le licou, les rubans avec la craie, les bijoux en verre avec les bougies... Et les femmes à nouveau d'y accourir, seulement cette fois-ci les hommes suivent de près les femmes, histoire de voir si le *raki* du nouveau marchand a le même goût que celui des autres. Le premier pas

est fait, désormais le cabaretier est le maître du village. Les œufs, les poules, les fruits à venir de terre, le bétail, le veau dans la vache, le travail à venir, tout y passe, tout est troqué pour des choses inutiles et des petits verres. Mais un jour on s'aperçoit, ah, trop tard ! qu'on n'a plus rien, rien, si ce n'est le lopin de terre grevé à son tour de mille hypothèques et les yeux pour pleurer ; et c'est la ruine et c'est la misère et c'est la mort, la seule qui n'oublie pas, mais qui fait oublier. Voilà les causes de l'immense mortalité moldave.

L'Israélite n'aimant pas travailler la terre, et en tant qu'étrangers ne pouvant pas occuper des fonctions publiques, est en quelque sorte acculé à ce genre de commerce. Mais écoutons M. Rosetti-Tetzcano, Roumain de haute valeur ayant vécu force années de sa vie en France, et connaissant la question israélite dans ses plus minutieux détails.

« Sur un nombre aussi considérable de revendeurs, « proportionnellement à la population, il n'y a en effet « qu'une minime partie qui puisse s'adonner à l'échange « de produits utiles. Le reste, presque la totalité font un « commerce factice alimentant des besoins artificiels créés « non par l'aisance de l'acheteur, mais par l'unique profit « du vendeur. C'est ainsi qu'ils s'ingénient à faire naître « des habitudes dispendieuses, immorales donc, dans les « classes pauvres et moyennes, afin d'écouler ces riens « futiles, rebuts des étalages européens » (1).

Cet état de chose n'est pas propre à la seule Roumanie.

(1) Rosetti-Tetzcano, *op cit.*, p. 64.

Voici ce que le « Harper's Magazine » rapporte sur les relations existant entre l'Israélite et le paysan russe :

« Dans ce pays le Juif diffère essentiellement de l'Israélite qui habite la France, l'Angleterre, l'Amérique, l'Espagne ou l'Italie. Il forme une race toute particulière, « différente du reste de la population, comme le nègre ou « le Chinois des races européennes. On le reconnaît facilement d'aussi loin qu'on l'aperçoit, non seulement « à sa physionomie et à sa tournure, mais aussi à certaines particularités de son costume, auquel il tient autant « que l'Apache à sa couverture et le Mexicain à son « sombreros. Il laisse croître de chaque côté des oreilles « une longue mèche de cheveux qui tombe jusqu'au menton ; son bonnet en alpaga noir avec sa grande visière « qu'il renforce jusqu'aux oreilles, sa lévite en drap ou alpaga noir qui lui tombe toute droite..... etc. » et plus loin «.... En Russie le Juif est devenu de fait le créancier de tous les paysans, ainsi que le propriétaire de « tous leurs biens...., l'aubergiste juif est non seulement « le propriétaire de son auberge, mais aussi des chevaux, « des bœufs, des charrues ainsi que de la majeure partie « des biens des paysans. Aussi bien que des Russes sensibles considèrent l'émancipation des Serfs de 1861 plutôt « comme une calamité que comme un bien pour le paysan, avant la promulgation de cet Ukaze, le seigneur « veillait sur le Serf et l'empêchait de commettre les imprudences auxquelles il se livre actuellement, grâce à « son caractère insouciant et à son amour immodéré pour « la boisson. On dirait que cette émancipation a surtout « profité aux Juifs ; abusant de toutes les circonstances ils « prêtent de l'argent au paysan russe avec usure, lui

« font signer des reconnaissances et comme le jour de
« l'échéance ce dernier ne peut payer, ils font main
« basse surtout ce qu'il possède. Le juif met en vente
« alors les récoltes, les bois, les maisons, tout ce que
« possédait le moujik, et quand il a la conviction absolue
« qu'il n'a plus un kopec à tirer de ses victimes, il quitte
« le pays et va plus loin recommencer sa lucrative indus-
« trie. » (1)

« En Russie comme en Roumanie, écrit un écrivain
« anonyme, le tenancier du débit (*kabak*) un Israélite
« dans la plupart des cas .. est créancier de tous les villa-
« geois. » (2)

« Aussi la plus grande partie des terres de Roumanie,
« — écrivait en 1855 Régnauld — est hypothéquée au pro-
« fit d'étrangers qui sont arrivés dans le pays nus et men-
« diants. » (3)

Oui, l'action des Israélites est funeste au pays parce
qu'elle pèse principalement et presque exclusivement sur le
cultivateur, l'artisan, le fils de famille, en un mot sur les
individus les plus intéressants de la société, sur la classe
la plus importante, celle qui doit régénérer l'Etat.

Le paysan Moldave s'éteint et se meurt sous le poids
de la misère et de l'alcoolisme, dont seul l'Israélite est la
cause. Or, c'est pour parer à ce danger, danger immé-
diat et grave, et pour éviter que la population nationale
soit submergée et disparaisse sous la pression étran-
gère que le gouvernement roumain a édicté toutes ces

(1) *The Harper's Magazine*, n° du 1^{er} février 1894.

(2) *Revue Encyclopédique*, n° du 15 octobre 1893

(3) E. Regnault, *op. cit.*, p. 349.

mesures ayant en vue d'éviter au paysan le contact redoutable de l'Israélite, et il n'a pas eu tort.

C'est également en vue de garantir le paysan et contre l'Israélite et contre soi-même que le législateur roumain lui a interdit : 1° le louage d'ouvrage pour un temps excédant une année (1874) ; 2° l'aliénation de terres achetées à l'Etat (1864 et 1879).

Et l'art. 7, § 5 de la Constitution n'a certes pas été édicté dans un but différent.

§ 3.

« Voilà bientôt deux mille ans que l'Israélite fut déraciné au sol ; les lois mêmes l'ont, durant le moyen âge, emprisonné dans les ghettos des villes. Or, l'on sait que les populations urbaines ne retournent jamais aux travaux des champs. Nulle part le citadin ne s'est fait paysan. C'est là une loi historique... Le dur labeur de la glèbe est de ceux auxquels l'homme ne se remet plus une fois qu'il l'a quitté. Le Juif n'en aurait même pas toujours la force physique, l'énergie musculaire ayant été affaiblie chez lui » (1) et quoiqu'en disent les leaders israélites, cette affirmation n'a pas encore été controuvée par les faits (2). Certes, l'Israélite ne peut plus travailler la terre ; il suffit pour s'en convaincre d'entendre l'appel désespéré, jeté à travers le monde par un champion de

(1) Leroy-Beaulieu, *L'Empire des Czars*, tom III, p. 627.

(2) V° contra : Leo Errera, *Les Juifs Russes*, Bruxelles, Tolk, p.139, Dagan, *op. cit.*, p. 106.

la cause israélite, M. Marc Bassanine, en faveur des colons israélites d'Amérique.

« L'énergie et l'émulation nécessaires à l'agriculture
« leur sont complètement défaut.... et s'il n'y avait pas
« de contrats, de dettes et d'obligations contractuelles
« pour les y retenir, les Juifs auraient depuis longtemps
« abandonné ces colonies » (1).

« Pendant l'année 1901 la « Jewish Agricultural and In-
« dustrial aid society a essayé de placer des familles d'émigrants
« de Roumanie dans les fermes soigneusement
« aménagées des environs de Woodsbine. Malgré toutes
« les précautions prises, l'essai n'a pas réussi. Actuellement
« il n'y reste plus à Woodsbine que deux de ces familles » (2).

En Palestine, aux Etats-Unis, en Russie, au Canada ce ne fut que toute une longue série de désillusions confirmant la triste vérité constatée par M. Leroy-Beaulieu. Non, l'Israélite ne peut plus travailler la terre.

Un propriétaire rural roumain tenait un jour à ce sujet devant un écrivain français, le langage suivant qui n'est malheureusement que trop exact « les Juifs sont paresseux :
« l'an dernier pendant qu'on battait le blé dans ma ferme,
« des émigrants Juifs mourant de faim arrivèrent. Je les
« embauchai, et, quand ils eurent mangé, je les mis à la
« besogne. Deux heures après, ils se plaignaient que l'ouvrage
« était trop dur et me tirèrent leur révérence, » et un médecin présent à l'entretien de répondre « que voulez-

(1) « *Istorichenski Vestnik* », n° du mois d'avril 1898.

(2) Le journal israélite de Bucarest, *Egalitatea* du 23 août 1902 cité par Bibicesco.

« vous ils sont incapables d'un long effort physique. Et
« leur faiblesse musculaire les rend plus dangereux en-
« core dans un pays agricole qui manque d'agriculteurs.
« Au lieu de labourer la terre, ils vivent sur ceux qui la
labourent » (1). Ce sont là certes, de simples paroles de
bonnes gens, de simples discours d'âmes simples, mais
elles sont la vérité la plus pure, la plus sincère, la plus
éclatante aussi. » En Bukowine lors du rescrit impérial de
1782 les obligeant à travailler la terre, ils adressent plus
d'une supplique au gouvernement, implorant la permission
de vivre comme par le passé du commerce des boissons,
la pratique même de leur religion étant un grave empê-
chement pour qu'ils puissent devenir agriculteurs. Ces
mesures furent prises avec tous les ménagements possi-
bles. On eut égard aux conventions existantes, aux bails
en cours, on leur accorda des terrains d'une fertilité au-
dessus de la moyenne, des subsides, des exemptions d'im-
pôts, on alla même jusqu'à leur donner des instructeurs
et des compagnons chrétiens. Au bout d'un certain temps
les 392 familles obligées d'embrasser le métier agricole
offrirent de payer une certaine redevance annuelle à l'Etat
pourvu qu'ils soient autorisés à reprendre leur ancien
commerce, et sur le refus catégorique du gouvernement
255 de ces familles déclarèrent qu'elles aimaient mieux
s'expatrier (2).

Ces faits sont confirmés quotidiennement en Roumanie.

(1) André Bellesort, « *A travers la Roumanie* » dans la Revue des deux mondes du 1^{er} mars 1905, page 81.

(2) Dr Von Zinglauer, *Geschichtliche Bilder aus Bukovina*, p. 69, 71
75 et suiv., cité par Vérax, p. 35 et suiv.

Oui, la situation économique des Israélites loin d'y être brillante, est plutôt, avouons-le, des plus précaires, ce n'est cependant pas l'ouvrage qui manque.

Tous les ans on constate au printemps, le moment de la reprise des travaux aux champs, une forte immigration étrangère qui prend fin en automne, et comme de juste. Voici du reste quelques chiffres d'une éloquence vraiment décisive (1).

Le nombre des immigrants :

En 1890 a atteint le chiffre de 26.720 individus.

1891	—	—	28.267	—
1892	—	—	34.942	—
1893	—	—	36.935	—
1894	—	—	39.852	—
1895	—	—	24.320	—
1896	—	—	24.663	—
1897	—	—	25.963	—
1898	—	—	25.764	—
1899	—	—	37.244	—
1900	—	—	36.110	—
1901	—	—	66.910	—
1902	—	—	90.764	—

Ce n'est donc pas le travail qui fait défaut en Roumanie puisque la main d'œuvre étrangère trouve intérêt à y venir. Mais ce travail, travail pénible, travail de la terre, n'est plus accessible à l'Israélite devenu trop citadin, « car le citadin n'est jamais retourné aux travaux durs de la glèbe ».

(1) *Bullet. offic.* du Ministère de l'Intérieur de Roumanie, 1904, n° 4, avril, p. 105, cité aussi par Vérax.

Aussi, au fur et à mesure qu'ils s'en vinrent, les Israélites se précipitèrent âprement sur le commerce et l'industrie roumaine ; et le commerçant aussi bien que l'artisan roumain, pauvres et inexpérimentés, ne tardèrent pas de disparaître devant ce concurrent doué de qualités économiques incontestables et qui trouvait un considérable appui dans ses coreligionnaires. Mais comme le nombre des immigrants loin de diminuer ne faisait que s'accroître, et comme tous ces nouveaux venus se vouaient à la même profession que les premiers, il se trouva qu'au bout d'un certain temps tous étant doués des mêmes qualités et de la même force de résistance, ils se virent réduits à travailler côte-à-côte, à vivre péniblement, misérablement, se livrant à une concurrence effrénée, dans l'espoir de s'arracher le maigre achalandage de la ville, composé à son tour de gens bien pauvres et bien malheureux.

Nous allons donner quelques chiffres de nature à démontrer à quel point cette concurrence est féroce et douloureuse. — En 1889 :

Dans le district de :	Sur une population de :	On constatait :
Bacau	172.496 hab.	1.920 raisons sociales
Botoshani	147.986 »	1.450 » »
Covurlui	127.153 »	1.877 » »
Dorohoi	135.248 »	1.503 » »
Falciu	83.699 »	823 » »
Jassy	175.379 »	2.650 » »
Neamtz	137.990 »	1.276 » »
Putna	126.432 »	1.573 » »
Roman	101.549 »	687 » »
Suciava	115.857 »	1.090 » »
Tecuci	107.072 »	1.000 » »
Tutova	102.521 »	1.607 » »
Vaslui	99.841 »	606 » »
Total	1.643.223 (1) »	18.062 (2) »

(1) Staïcovici et Robin, *op. cit.*, p. 7. — (2) *Ibid.*, *ibid.*, p. 135.

Soit 11,25 raisons sociales par mille habitants, proportion dont l'exagération est unique au monde.

La situation des artisans n'est pas meilleure. La concurrence y étant tellement puissante et la clientèle pauvre et insignifiante, ces malheureux se voient obligés de travailler à des prix de famine, pratiquant le « sweating système » de la manière la plus âpre et la plus désolante. Et cependant, ainsi qu'il a été démontré plus haut, ce n'est pas le travail qui fait défaut, au contraire la main d'œuvre étant plutôt rare aux champs ; mais — répétons-le — ce genre de travaux exigeant un trop grand effort physique n'est malheureusement plus de la convenance de l'Israélite (1).

Le grand rabbin de Buhusi, dans un entretien qu'il eut il y a à peine quelques mois avec un homme de lettres français, « s'espaça longuement sur la misère des Juifs galiciens, qui l'avait douloureusement ému dans son dernier voyage », et déclara que les Juifs roumains, auraient peut-être mauvaise grâce de trop se plaindre (2). *Et pourtant les Israélites jouissent en Autriche de tous les droits civils et politiques.* La concurrence acharnée qu'ils se font mutuellement y produit les mêmes effets, sinon plus désolants encore.

Or, cette situation non plus n'est pas particulière à la Roumanie. Les mêmes causes en Amérique déterminèrent les mêmes effets. Voici d'ailleurs le texte d'un rapport, adressé par le Conseil d'administration de la Yewish colon.

(1) V° aussi à ce sujet l'article de Th. Reinach sur les Juifs, dans la *Grande Encyclopédie*.

(2) *Rev. des deux mondes*, 1^{er} mars 1905, p. 86.

Assoc. (1896, p. 5) à l'assemblée des actionnaires, que nous empruntons à l'excellente brochure de M. Bibicesco (1).

« Les Israélites russes qui peuplent les grandes villes
« d'Amérique, et que le baron Hirsch a aidé avec tant de
« générosité, appellent notre attention, car leur misère
« est grande.

« Nos coreligionnaires américains leur ont donné une
« assistance fraternelle ; mais ce qu'elle ajoute aux res-
« sources des fonds versés par le B^{on} Hirsch est insuffisant
« pour le relèvement de ces malheureux émigrés. Ils sont
« agglomérés dans quelques centres urbains, or, il faut
« les disperser... » etc.

Sans doute, le sort des Israélites de Roumanie de même que celui du paysan roumain, n'est pas enviable, mais qui faut-il en rendre responsable ? Certaines mesures législatives sont incontestablement venues aggraver leur situation déjà assez malheureuse, mais pourrait-on agir autrement lorsque la sûreté, l'existence même de l'Etat en était menacée ?

Certes, leur situation n'est pas excellente en Roumanie, mais n'est-il pas singulier de constater *aux Israélites* de la Gallicie une situation au moins pareille sinon inférieure à celle de leurs coreligionnaires de Roumanie ?

Bernard Lazare, lors de son dernier voyage en Roumanie faisait à ce sujet à un journaliste de Bucarest une déclaration dans le même sens : « Je trouve ici assez de
« misère, disait-il, cependant chez les Juifs de la Galicie
« la pauvreté est encore plus prononcée (2) ; et telle est

(1) Bibicesco, *op. cit.*, p. 32.

(2) V^o l'interview de B. Lazare, publié dans l'*Adeverul* du 5 mai 1902.

aussi l'opinion du fameux roumainophobe le Dr Hugo Gantz. (1)

On peut constater la même différence existant entre la condition des Israélites de Roumanie et ceux de Russie. En effet, pendant que la mortalité israélite en Roumanie est de beaucoup inférieure aux naissances, et de beaucoup inférieure même à la mortalité roumaine, en Russie, de 1890 à 1893, la mortalité des chrétiens n'avait augmenté que dans une proportion de 17 3/4 0/0 tandis que celle des Israélites était supérieure au coefficient antérieur dans une proportion de 37 0/0 (2). Dans le gouvernement de Minsk (32.879 contribuables), en 1860 on comptait 18.324 individus incapables de payer les impôts, et sur ce nombre la moitié étaient Juifs (3). La marche ascendante de la misère obligea en 1895 à Kichinef 1200 familles Israélites à demander assistance ; leur nombre en 1899 fut de 1505 et en 1900 de 2204. (4)

N'oublions pas ensuite, qu'en Moldavie, à côté des 21.121 propriétaires fonciers urbains roumains possédant des immeubles d'une valeur de 252.121.718 frs., on rencontre 9089 propriétaires Israélites possédant pour 113.370.436 frs. de biens fonds (5). De plus il est à remarquer que presque toutes les grandes propriétés rurales sont

(1) Dr H. Gantz, *op. cit.*, p. 139.

(2) H. Dagan, *op. cit.*, p. 89.

(3) *Ibid.*, *ibid.*

(4) Verax, *op. cit.*, p. 305.

(5) Avant 1860 même, les Juifs possédaient à Iassi sur le total de 1520 maisons d'une certaine valeur un nombre de 515; à Botoschani sur 592 maisons, 460 leur appartenaient également. (Xenopol, *Domnia lui, Voda-Cuza, Iassi, 1902*, II, p. 174).

exploitées par des fermiers israélites ; il en est de même de la plupart des propriétés forestières.

Sur 542 fermiers roumains exploitant des propriétés de plus de 50 hectares, on rencontre 399 Israélites. Mais ce qui est plus important c'est de savoir que les 542 fermiers roumains n'exploitent à eux tous que 400.390.2 hect. tandis que les 399 fermiers israélites mettent en valeur 466.288.8 hect. En outre sur 27.273 artisans de Moldavie, 12.426, soit 46 %, sont Israélites ; sur 18.062 maisons de commerce, 10.942, soit 60 % de leur nombre total, sont Israélites. Sur le nombre total des patentables seuls, 12.187 sont Roumains, tandis que le nombre des Israélites est de 16.444. Ces chiffres deviennent plus impressionnants encore lorsqu'on se souvient que sur une population totale de 1.636.219, le nombre des Israélites ne dépasse pas 200.000 âmes. Voici donc des chiffres concluants qui sont de nature à édifier le lecteur et à justifier les mesures édictées par le gouvernement roumain en vue de protéger le commerce et l'industrie nationale.

Et, abstraction faite de toute considération sentimentale nous ne pouvons qu'approuver la plupart des dispositions prises par le gouvernement royal de Bucarest ; lequel ayant continué à témoigner à leur égard cette coupable et ancestrale mansuétude, la totalité des biens mobiliers et immobiliers des habitants, aussi bien que la totalité des professions et métiers seraient infailliblement tombées entre les mains des Israélites.

Du reste nous n'avons qu'à jeter un rapide coup d'œil sur la situation de la Bukovine (1) pour comprendre

(1) « La Bukovine, ancienne division administrative de l'Autriche,

quelles seraient les conséquences d'une législation conçue uniquement dans un semblable « esprit d'humanitarisme ».

En 1870 la grande propriété rurale était entre les mains de 296 propriétaires chrétiens et à peine de 10 Israélites. En 1880 le nombre des propriétaires chrétiens était tombé à 274, en revanche celui des Israélites montait à 32. En 1890 celui des chrétiens est de 236, celui des Israélites de 66 et, enfin, en 1900 celui des chrétiens n'est plus que de 213 tandis que celui des Israélites est de 81. Et n'oublions pas que la population chrétienne y est huit fois plus dense (1).

On n'y rencontre plus de gros commerçants chrétiens ; le petit commerce à son tour est devenu presque exclusivement l'apanage des Israélites.

En 1870 la province était représentée à la Diète de Bukovine par 126 électeurs chrétiens et par seuls 9 électeurs israélites. En 1899 le nombre des premiers était tombé à 119 pendant que celui des derniers s'élevait à 31.

Dans la plupart des localités 50, 60 et 70 % du nombre total des propriétés sont grevées d'hypothèques au profit des Israélites.

« maintenant l'un des cercles du gouvernement de Lamberg (Galicie) ;
« 10.500 kilom. carrés, 514.300 habitants, en majorité roumains et
« juifs. La partie occidentale, occupée par les chaînes calcaires des
« Carpathes, a de belles forêts de hêtres et de sapins, et des pâturages
« où se fait l'élevage des bêtes à cornes. L'Est est partagé entre les
« hautes vallées du Dniester, du Pruth, et de la Sereth ; il y a, malgré
« les rigueurs d'un climat sec et froid en hiver, brûlant en été, des
« cultures de seigle, de pommes de terre et de betteraves. Le chef-
« lieu, Czernowitz a 22.000 habitants. Le territoire a été enlevé aux
« Turcs en 1774. » *Le Nouveau Larousse illustré*, II^e vol., p. 330.

(1) Toutes ces importantes relations concernant la Bukovine sont empruntées à l'ouvrage déjà cité de Verax, p. 329 et suiv.

La presque totalité des professions libérales sont à leur tour tombées entre leur mains. Voici du reste deux tableaux édifiants :

Années	LE NOMBRE DES AVOCATS	
	Chrétiens	Israélites
1865	40	2
1870	15	8
1880	9	18
1890	11	45
1900	14	82

Années	LE NOMBRE DES MÉDECINS	
	Chrétiens	Israélites
1888	27	34
1890	28	46
1900	42	92

Le tiers de la magistrature, les 2/5 des fonctions financières rétribuées par l'État et une proportion également forte de fonctions civiles sont aussi tombées entre leurs mains. Avec cela pas un, pas un seul laboureur israélite !

Et, ne l'oublions pas, leur émancipation ne date que depuis 1860 et leur nombre y est huit fois moindre que celui des chrétiens.

Mais la population chrétienne, que fait-elle pendant cette marche conquérante ? Elle recule, elle tombe presque en servage sous la domination israélite, les gens libres de jadis tombent dans un quasi-ilotisme et travaillent à vil prix à titre de salariés sur la glèbe dont ils furent jadis les maîtres. La population chrétienne s'en va, elle dépérit et se meurt sous le poids de la misère et de l'alcoolisme.

Quant à l'Israélite, loin de s'assimiler, il s'obstine à rester Israélite, orthodoxe thalmudiste, affirmant sa nationalité distincte de la nationalité autrichienne par son langage, par son costume, par mille réunions, journaux, revues, écoles et sociétés sémites.

Voilà quel serait l'avenir de la Moldavie, du tiers de la

Roumanie, si les lois et les règlements roumains ne leur avaient pas opposé un inflexible et énergique *veto* !

§ 4.

On a beaucoup parlé ces temps derniers de l'émigration israélite. Nous allons tâcher d'en déterminer les causes et les proportions.

Le professeur Dr Eugen von Philippovich, de l'Université de Fribourg, attribue généralement l'émigration aux causes suivantes :

1° La misère ;

2° Le service militaire ;

3° Les persécutions politiques ou religieuses ;

4° L'attente de circonstances économiques plus favorables, étant donné que les émigrations n'ont pas cessé même dans les époques de calme et de prospérité économique.

C'est le premier et le dernier de ces points qui de nos jours déterminent surtout cet exode stupéfiant des peuples, s'en allant éternellement à la recherche de la terre promise. Tous les pays neufs, et l'Amérique plus spécialement, offrent un grand spectacle d'attractions de travailleurs étrangers, tentés par les bas-prix des terres qui s'y trouvent pour ainsi dire en quantité indéfinie, et par leurs hauts salaires qui ne sont vraiment que trop réputés. De nos jours l'idée de Patrie ayant presque sombré grâce aux doctrines socialistes et au scepticisme qui envahit de plus en plus les masses, il suffit que les conditions économiques d'un pays viennent à changer et que la vie y devienne

plus difficile, pour que les travailleurs sous l'influence d'habiles intermédiaires y trouvant intérêt, se décident à émigrer.

Certains États n'hésitent même pas à favoriser l'émigration soit en vue de créer des débouchés pour leur marchandise nationale, soit afin de se débarrasser de certains éléments turbulents et dangereux.

Après 1849 par exemple, pour se débarrasser de certains agitateurs, l'État Allemand leur facilite l'émigration en leur payant même les frais (1).

Voici un tableau indiquant l'émigration constatée dans les principaux pays d'Europe à deux époques différentes.

LE NOM DES ÉTATS	LE NOMBRE DES ÉMIGRANTS	
	de 1820 à 1870 (2)	de 1871 à 1887 (3)
Allemagne	2.368.000	1.884.000
Autriche	9.398	211.000
Belgique	17.278	19.000
Espagne et Portugal . .	27.909	8.000
France	245.812	105.000
Grande-Bretagne . . .	3.857.000	2.006.000
Russie	8.083	200.000
Suède et Norvège . . .	1.539.928	637.000
Suisse	61.572	91.000

En 1901 suivant M. Bibicesco 113.000 Israélites quittèrent l'Autriche et la Hongrie et 85.000 la Russie. Quoique ces chiffres nous paraissent quelque peu exagérés, le fait d'une excessive émigration des Israélites russes et au-

(1) Duval, *Histoire de l'émigration européenne*, Paris, 1862, p. 53.

(2) E. Young, *Spécial report on immigration*, R. M. Smith, 1872.

(3) *Bulletin de l'Institut international*, 1888.

trichiens semble incontestable. Qu'est ce donc, à côté de ces chiffres fabuleux le nombre presque dérisoire d'émigrants de Roumanie qui ne font pour la plupart du temps que revenir dans ce « misérable pays » au bout de quelques cinq ou six mois.

Cependant « chaque fois que deux cents Juifs montrent « aux Roumains leur talons, deux millions de voix les « traitent d'Amelécites » (1)

Le nombre des émigrés de Roumanie suivant Verax ne dépasse pas un total d'environ 40.000 âmes. Ce chiffre se trouve en partie confirmé par une relation que nous devons à la bienveillance de S. Exc. M. l'Ambassadeur des Etats-Unis à Paris. En effet, le nombre des Israélites de Roumanie ayant immigré aux Etats-Unis suivant cette relation paraît avoir atteint de 1899 à 1903 un total de 31.726 âmes, savoir :

En 1899	—	1606 émigrants.
En 1900	—	6459 »
En 1901	—	7155 »
En 1902	—	7196 »
En 1903	—	9310 »

Ce dernier chiffre qui peut au premier abord paraître assez élevé nous semble plutôt insignifiant par rapport au nombre total des émigrants qui en 1903 est de 857.016 âmes dont 136.093 sont des Israélites de Russie. (2)

Les causes de cette émigration tiennent à la forte crise agricole ayant sévi en Roumanie pendant cette époque et

(1) *Revue des deux mondes*, n° du 1^{er} mars 1905, p. 87.

(2) Lettre officielle inédite de l'Ambassadeur des Etats-Unis à Paris (18 février 1905). Ces chiffres sont confirmés aussi par M. Collesco *op. cit.*, 54, qui accuse de 1899 à 1902 une émigration de 32.401 âmes.

ayant plongé tous les habitants du royaume sans distinction dans les affres du plus triste dénouement.

Cette crise fut générale ; elle eut sa répercussion dans toutes les branches de l'industrie ; et si le paysan roumain connut la désolante et épouvantable famine à l'instar des paysans du Gange et du Brahmapoutre, la condition des Israélites, ne fût certes pas meilleure, leur situation étant la plus précaire, la plus instable et la plus sensible aux fluctuations économiques.

Pour se rendre compte de la réalité et de l'intensité de cette crise, il suffit de considérer le tableau que nous allons donner, accusant la diminution vraiment impressionnante des affaires dans l'industrie du bâtiment (1). Ce tableau comprend le nombre des bâtisses construites dans la ville de Bucarest.

ANNÉE	BATISSES A 1 ÉTAGE		BATISSES A 2 ÉTAGES		BATISSES A 3 ÉTAGES		BATISSES A 4 ÉTAGES		ÉCURIES et MAGASINS m. c.
	Nombre	Surface bâtie m. c.	Nombre	Surface bâtie m. c.	Nombre	Surface bâtie m. c.	Nombre	Surface bâtie m. c.	
1896	1154	87775	242	32051	32	3732	10	1277	3020
1897	1036	86138	220	35401	35	4142	5	1956	5240
1898	836	108841	278	43606	30	9608	6	2051	3768
1899	894	118950	234	46341	41	10674	2	777	717
1900	426	14340	79	10622	13	1934	3	1521	203
1901	252	25265	29	4048	2	785	—	—	1230
1 Jan. 1 Oct.									
1902	264	22651	44	6034	9	1299	—	—	899

Voici encore quelques données irrécusables destinées à démontrer la réalité de cette crise : « On a constaté une

(1) Bibicesco, *op. cit.*, p. 32.

« rigoureuse dépendance du nombre annuel des mariages
« à l'état économique général du pays ; à chaque récolte
« riche succédant un nombre élevé de mariages et vice-
« versa, à chaque mauvaise récolte leur nombre tombant
« au-dessous des chiffres moyens antérieurs. Or, après la
« désastreuse année économique de 1899 le nombre moyen
« des mariages tombe de 44.000 à 40.000 (1900) pour se rele-
« ver après la magnifique récolte de 1901 à 55.451 (1902) (1).

L'émigration des Israélites, par conséquent, ne doit être attribuée qu'à cette effroyable crise agricole.

Les mêmes causes, en Italie, engendrèrent les mêmes effets. Il a été constaté que le chiffre le plus élevé d'émigrants y fut atteint pendant les années de 1881, 1883 et 1886 qui furent presque dépourvues de récoltes. Or, la population rurale ne pouvant être utilisée dans une autre branche de l'industrie, l'Italie ne possédant pas de grands foyers industriels à l'exemple de l'Angleterre ou de l'Allemagne, l'émigration apparut aux légions de chômeurs comme suprême solution.

En 1896, le nombre des colons Italiens en Argentine était d'un million : au Brésil, leur nombre n'était pas moins de 600 000, et n'oublions pas que ces pays ne sont pas les seuls à en recevoir annuellement un fort contingent (2).

Non, les Israélites de Roumanie ne sont pas en butte à des persécutions religieuses. Leur émigration n'est que nécessaire parce que fatale des lois profondes et inéluctables présidant aux phénomènes de la vie sociale de même qu'aux phénomènes de la vie physique.

(1) Colesco, *op. cit.* p. 35.

(2) V. aussi *L'Économiste Français*, 1892, p. 298 et suiv.

CONCLUSIONS

Nous avons vu au cours de cette rapide étude, un peuple calme, intelligent et travailleur aux prises avec un autre peuple tout aussi intelligent et travailleur que lui, mais bien plus sobre, plus pratique et plus attaché que lui aux choses d'ici-bas.

Nous avons vu l'élément autochtone d'un pays reculant devant l'élément étranger; puis celui-ci tentant à le submerger et supplanter, en devinant, développant et cultivant ses défauts et ses vices; aussi nous avons constaté que la population nationale loin de prospérer et de s'accroître est sur le point de diminuer, écrasée sous le poids terrifiant de la plus noire misère aggravée par l'alcoolisme.

Nous avons vu en outre cette population intruse s'obstinant à demeurer étrangère, faisant nation à part et se refusant à toute tentative d'assimilation et d'évolution.

Nous avons envisagé aussi les périls offerts par cette situation et les mesures prises en conséquence par le législateur roumain.

A présent que nous voilà près de toucher aux termes de notre tâche, que doit-on en conclure? que faut-il en penser? doit-on se prononcer pour une réforme immédiate,

parce que nécessaire, ou bien moderne candide sourire et constater que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes?

Non, la position que nous adoptons en face de ce difficile problème social est éclectique si nous osons nous exprimer ainsi.

Nous avons vu deux pauvres humanités aux prises, corps à corps, combattant longuement dans une lutte douloureuse et sans issue. Nous avons vu deux peuples souffrant tous les deux de leur faiblesse : le Roumain souffrant par son insouciance, l'Israélite — indirectement — souffrant par son exclusivisme, son manque de scrupules et sa rapacité.

Mais cet état de choses ne saurait sans doute se perpétuer; et il ne serait pas téméraire d'affirmer de manière péremptoire que la Roumanie à l'heure présente se trouve dans une époque de transition.

Ce pays semble en effet, se trouver dans la situation de l'enfant devenu adolescent pendant une nuit de printemps, comme par enchantement, mais demeuré délicat et pâlot, et à la sûreté duquel on ne saurait trop veiller. Les gouvernements doivent remplir précisément ce rôle difficile de précepteur, veiller à ses moindres actions, et deviner ses moindres penchants afin d'y parer et de les corriger au besoin.

Mais avant d'attendre le grand jour où le jeune homme en pleine jouissance de ses facultés prendra son essor, il convient de ne pas faire fi du reste du monde, de permettre à l'éphèbe d'anéantir tout autour de lui et de nous dire le cœur inondé d'un tout maternel égoïsme « adviennne que pourra pourvu qu'*Il* vive ».

Nous vivons dans une époque de large solidarité sociale, où certains principes humanitaires jadis inconnus même, tendent à devenir des lois auxquelles on ne saurait manquer sans soulever des crises unanimes de réprobation. Le rêve de Platon est en voie de réalisation, et il viendra un jour où peut être Salente non plus ne sera un rêve utopique; nous n'en savons rien, nous ne saurons prévoir; cependant il est facile de constater que nos vieilles sociétés prennent une position toute inattendue, toute nouvelle, d'où sortira peut être un jour l'œuvre d'immense tendresse rêvée par le Fils de l'homme.

Mais avant d'achever cet essai social nous croyons indispensable d'ajouter encore quelques observations.

Certes la condition actuelle des Israélites est anormale. Abstraction faite de leur état économique, ne fût-ce qu'au point de vue juridique, cette situation ne peut se prolonger indéfiniment. En effet, quelle est leur condition internationale? De qui relèvent-ils? de personne; ils sont Heimathlosen. Or, cette situation n'est pas sans susciter mille inconvénients; le heimathlos, étranger partout, paria partout, ne se réclamant d'aucun consul, d'aucun ministre, d'aucune puissance, sans Patrie, « sans Roy », sans foyer, peut se voir traqué de toute part, se faire expulser de tous les pays, se voir au besoin mis en prison (l'incarcération de garde) car il vit, suivant l'expression d'un publiciste, en marge des nations. Que devenir, où aller, où vivre donc, si un beau jour tous les États lui défendaient l'entrée de leur territoire? Il ne pourra cependant pas vivre dans les airs; et même cela deviendrait un jour possible, n'a-t-on pas affirmé que la souveraineté de l'État s'étend, suivant le vieux jurisconsulte, jusqu'au « tourbil-

lon de la lune? » On ne peut cependant pas l'astreindre à se suicider ; pour ne pas appartenir à un État il n'a cependant pas moins droit à l'existence, ce produit hybride de notre organisation sociale. Nous poussons l'hypothèse jusqu'à la caricature afin de mieux faire ressortir les conséquences de cette situation insolite. Le pays qui donne asile à une pléthore de ces individus n'est pas à l'abri lui-même de maintes surprises réellement fâcheuses. Effectivement, imaginons un pays tel que la Roumanie riche d'une forte colonie de heimathlosen ; la plupart incontestablement, détiennent une profession, un métier, et de ce chef apportent dans la vie sociale une certaine utilité qui pour être même insignifiante n'est pas à dédaigner. Supposons que des conditions meilleures d'existence leur soient faites ailleurs qu'en Roumanie inopinément, du jour au lendemain. N'ayant aucun lien sentimental ou réel qui les attache à ce pays, ils le quitteront naturellement, car ils n'ont aucun intérêt à demeurer dans ce pays qui n'est pas le leur, où ils ont toujours été traités d'étrangers et où l'existence n'est pas précisément enviable. Or, le pays délaissé sera le premier à en souffrir car son organisme économique ne sera sans doute pas sans s'en ressentir. Certes, on peut au besoin, quoiqu'on en dise, astreindre un national de ne pas quitter sa Patrie, mais il serait excessif d'obliger un étranger à habiter tel pays qui n'est pas le sien.

Du reste rien que leur existence sur le territoire de l'État constitue un vrai danger social. Voilà ce qu'en pense non sans raison un jeune écrivain (1) :

(1) Maurice Jaunot, *De la perte de la nationalité*, Paris, Rousseau, 1898, p. 145.

« L'existence de ces individus est un danger social.
« Sans attaches avec aucun pays, ils sont une proie facile
« pour le vagabondage ; sans droits civiques ils ont géné-
« ralement de la haine pour les sociétés qui les repous-
« sent. Fatalement ils fournissent de nombreuses recrues
« à l'armée des malfaiteurs ». Et plus loin « Le sentiment
« patriotique est chez eux très émoussé, ils n'ont pas
« hésité à sacrifier leur patrie d'origine sans se préoccu-
« per d'en acquérir une nouvelle ».... etc.

On peut en outre se demander quel sera le statut personnel qu'on leur appliquera ? Pourquoi leur appliquer plutôt la loi roumaine que la loi autrichienne ou allemande au point de vue du droit strict ? Voilà toute une série de difficultés inextricables, inhérentes à cette condition anormale, condamnée par tous les auteurs, par toutes les écoles, par tous les congrès. Voilà aussi quels sont les motifs qui nous déterminent à souhaiter de tout cœur une réforme indispensable, mettant enfin un terme à cette malheureuse situation et à toutes les vexations et les souffrances inévitables et douloureuses qui en découlent.

Ceci cependant ne veut pas dire, ainsi qu'on pourrait le croire, que l'on fasse « tabula rasa » du jour au lendemain, de toutes les mesures saluaires actuellement en vigueur. Une réforme ne doit intervenir que lentement, sagement, toute mesure précipitée pouvant donner lieu à mille conséquences aussi fâcheuses qu'inattendues. C'est la raison, c'est l'histoire, c'est l'expérience qui doivent seules guider les gouvernements raisonnables et non pas certaines considérations pleines d'un sentimentalisme féminin et déplacé. Une des conséquences du décret Crémieux

de 1870 fut l'insurrection de 1871, dont la gravité fut telle que le gouvernement de M. Tiers déposa en 1871 un projet de loi tendant à l'abroger, une loi étant nécessaire pour détruire ce décret-loi édicté pendant l'époque dictatoriale (1).

Pour revenir à notre sujet, il faut donc conclure qu'étant donné leur nombre par trop élevé, il ne faut malheureusement pas espérer une prompte assimilation ; or, tant qu'ils resteront ce qu'ils sont, les portes de la cité roumaine leur resteront hermétiquement closes.

De tous les pays de l'Europe, ce sont sans doute la France et l'Angleterre ceux qui ont assimilé leurs Israélites le plus facilement et le plus complètement au point même de ne plus être distingués du reste des habitants. Or, en France leur nombre n'est pas supérieur à 70.000 et en Angleterre à 80.000. Proportionnellement à sa population, la Roumanie, en conséquence, ne devrait posséder qu'une colonie de 15 à 20 mille Israélites. Dans ces conditions bien entendu l'assimilation ne tarderait pas à s'accomplir aussi facilement et aussi complètement que possible.

Ce rêve ne se réalisera probablement jamais ; on pourrait cependant tenter par des moyens licites et humains d'en déverser le surplus sur un ou plusieurs pays neufs dépourvus de cette classe intermédiaire dans laquelle les fils d'Israël excellent depuis des siècles.

Au Queensland, pour ne citer qu'un exemple, tout est à faire. C'est un pays infiniment riche, vierge, ne possédant que 497,000 habitants pour un territoire de 1.731.337 km., soit 11 fois plus étendu que la Roumanie, pour une popu-

(1) Despagne, *op. cit.*, pag. 294. Renault, à son cours de 1903-1904.

lation 15 fois moins nombreuse; où la température est excellente, où les bras et les intermédiaires font presque complètement défaut.

Le gouvernement de ce pays offre à toute famille voulant s'établir sur son territoire les frais du voyage, le logement et la nourriture jusqu'à ce qu'il leur soit trouvé le moyen de vivre par leurs propres forces.

Une convention pourrait intervenir entre le gouvernement roumain et celui de la Grande Bretagne réglant les conditions de l'établissement d'un nombre déterminé d'Israélites dans cette province. On pourrait aussi, afin de stimuler l'émigration, accorder une certaine prime par famille d'émigrants proportionnellement au nombre de ses membres, organiser des conférences avec projections dans les milieux Israélites démontrant les avantages qui en découleraient de part et d'autre, faire publier des brochures en Roumain, en Allemand et en Judenteutsch dans le même but et les distribuer gratuitement, et surtout leur faire comprendre par l'organe très écouté de leurs rabbins et canthors qu'ils seront les premiers à profiter d'une émigration préparée de longue main et de leur établissement dans ce pays neuf, riche et presque dépourvu d'habitants.

Mais en attendant la réalisation de ce projet on pourrait prendre certaines mesures favorables aux Israélites affirmant sincèrement le désir de devenir Roumains. On pourrait, par exemple, leur ouvrir d'abord toutes les écoles, voire même les écoles militaires où ils puissent être admis « à titre étranger » et lors de l'achèvement des études leur conférer la cité Roumaine. Procéder en un mot, de même qu'il est d'usage envers les Roumains sujets étrangers, tels

que ceux de Macédoine, de Transylvanie, etc. (1); car ce n'est qu'au moyen des écoles qu'on parviendra à se les attacher et à leur faire perdre cette infinité d'habitudes et de tendances qui les rendent précisément redoutables.

Se montrer ensuite moins intraitable en ce qui concerne leur naturalisation, agréer tous ceux qui prouveront d'un vrai désir de s'assimiler à la vie nationale, tous ceux qui constituent réellement un élément social supérieur et qui ne devront en aucun cas être écartés ainsi que ces bandes exclusives et mystiques, qui resteront encore pendant de longs siècles étrangères et qui seront à jamais un élément dangereux à la vie et à la prospérité du peuple roumain (2).

Quant aux Israélites, qu'il nous soit permis de leur conseiller avec un certain Monsieur Isaac, qui, ainsi que son nom l'indique, ne doit sans doute pas leur être précisément hostile.

« Que les Juifs, dit-il, rentrent donc dans ce mouvement
« général de l'humanité; qu'ils cherchent la science et
« qu'ils pratiquent l'humilité et le dévouement; qu'ils ab-
« jurent le culte d'une divinité anthropomorphique afin
« de se consacrer à un idéal plus large et plus élevé: alors
« la race juive, développant ses facultés particulières de -
« viendra une force incalculable pour le progrès et l'hu-
« manité » (3).

Qui, qu'ils se départissent de toute aspiration utopiste

(1) Cnf. les articles publiés naguères dans le *Timpul* de Bucarest par M^r Jean Lahovary.

(2) Il n'est pas inutile de dire que les chambres roumaines où les éléments jeunes et vraiment libéraux font leur apparition, semblent devenir de plus en plus accueillantes.







(3) *Westmenster Review*, septembre 1893, article signé Isaac,


✓ et de tout chauvinisme absurde ; qu'ils viennent franchement et sincèrement mettre leur rare intelligence et leur force indiscutable au service de la Patrie ; qu'ils se fondent et disparaissent au milieu de la population nationale à l'instar des Arméniens et des Mahométans de la Dobroudgea, et la Roumanie, quelles que soient leurs croyances religieuses, leur ouvrira tout grands ses bras, car nul pays n'est plus tolérant, plus accommodant et plus hospitalier que l'ancien royaume de Décébal.



Carte de la Roumanie

Légende: District possédant une colonie israélite de

-  moins de 1,000 âmes
-  moins de 5,000 âmes
-  moins de 10,000 âmes
-  moins de 15,000 âmes
-  moins de 20,000 âmes
-  moins de 50,000 âmes

 les courants d'immigration



Comnène

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Bibliographie	7
Préface	11
Chapitre I. — L'origine des Israélites de Roumanie . . .	13
Chapitre II. — De la manière d'acquérir une nationalité. .	39
Chapitre III. — Les principautés et les Israélites sous l'an- cien régime	63
Chapitre IV. — Leur condition sous le règne actuel . . .	81
Chapitre V. — Serait-il prudent d'accorder la naturalisation à tous les Israélites établis sur le territoire roumain ? .	141
Conclusions	189
Carte de la Roumanie.	
